

MEMORIAL

**Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg**

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 584**28 mai 2003****SOMMAIRE**

Austrasia Events S.A., Luxembourg	28028
Austrasia Events S.A., Luxembourg	28031
Balmoral Investments S.A., Luxembourg	28027
Cash Invest, Sicav, Luxembourg	28027
Convac Holding S.A., Luxembourg	27985
Corefa, S.à r.l., Alzingen	27986
CPR Universe, Sicav, Luxembourg	28022
Crédit Agricole Funds, Sicav, Luxembourg	28022
DBLA-Latin Bond Fund, Sicav, Senningerberg	28019
Grec Invest Holding S.A., Luxembourg	28031
Grec Invest Holding S.A., Luxembourg	28031
Grec Invest Holding S.A., Luxembourg	28032
Grec Invest Holding S.A., Luxembourg	28032
LDI S.A., Münsbach	27986
Participations et Investissements Minéraux S.A., Luxembourg	27986
ProLogis European Properties Fund	28018
Provimlux Investments S.A., Luxembourg	27989
Provimlux Investments S.A., Luxembourg	28018
SEB Invest HighYield	27987
SEB Invest HighYield	27988

CONVAC HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 72.060.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires de la société
qui s'est tenue en date du 13 mai 2003 au siège social de la société*

Il a été décidé nommer AUDIT & BUSINESS CONSULTING, S.à r.l., comme Commissaire aux comptes avec effet immédiat en remplacement de AUDILUX LIMITED et ce jusqu'à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en 2009.

Luxembourg, le 14 mai 2003.

Pour extrait conforme

Signature

Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 19 mai 2003, réf. LSO-AE03655. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(023388.3/000/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2003.

COREFA, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,-.**

Siège social: L-5865 Alzingen, 27, rue de Roeser.

R. C. Luxembourg B 10.809.

Société à responsabilité limitée constituée suivant acte reçu par Maître Hyacinthe Glaesener, notaire alors de résidence à Luxembourg, en date du 15 mars 1973, sous la dénomination de FOROTTI & BRANCALEONI, société à responsabilité limitée, acte publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations numéro 86 du 21 mai 1973; statuts modifiés suivant acte reçu par le même notaire en date du 21 février 1978, acte publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations numéro 98 du 12 mai 1978, et par actes reçus par Maître Georges d'Huart, notaire de résidence à Pétange, en date du 19 janvier 1988, acte publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations numéro 89 du 6 avril 1988, en date du 30 novembre 1989, acte publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations numéro 234 du 13 juillet 1990, et en date du 30 mars 1994, acte publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations numéro 330 du 9 septembre 1994, et en date du 5 février 2002, acte publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 823 du 30 mai 2002.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 15 mai 2003, réf. LSO-AE02796, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 mai 2003.

COREFA, Société à responsabilité limitée

Signature

(022650.3//23) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2003.

PARTICIPATIONS ET INVESTISSEMENTS MINERAUX, Société Anonyme.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 123, avenue du X Septembre.

R. C. Luxembourg B 53.179.

LDI, Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6, Parc d'Activités Syrdall.

R. C. Luxembourg B 32.970.

PROJET DE FUSION

1) Les parties à la fusion sont les suivantes:

- PARTICIPATIONS ET INVESTISSEMENTS MINERAUX, une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-2551 Luxembourg, 123, rue du X Septembre, comme société absorbante, ci-après la «Société Absorbante»,
- LDI, une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-5365 Munsbach, 6, parc d'Activités Syrdall, comme société absorbée, ci-après la «Société Absorbée».

2) La Société Absorbante entend absorber la Société Absorbée par voie de fusion, conformément aux articles 261 à 276 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «loi sur les sociétés»).

3) La valeur des sociétés participant à la fusion a été fixée sur base d'études de valorisation faites par le groupe LHOIST.

La valeur de la S.A. PARTICIPATIONS ET INVESTISSEMENTS MINERAUX et de la S.A. LDI a ainsi été déterminée en différenciant les activités industrielles et les activités holding de ces deux sociétés et de leurs filiales.

Les activités industrielles sont généralement valorisées, suivant une méthodologie utilisée de manière constante au sein du groupe LHOIST, par un multiple de l'EBITDA annuel sous déduction de la dette financière nette. Cette méthodologie est parfois adaptée lorsque d'autres données sont plus appropriées au cas d'espèce, notamment en cas de transaction récente avec une partie non liée ou lorsqu'une entreprise a fait l'objet d'un rapport d'évaluation indépendant.

Les activités holding sont valorisées sur la base de l'actif net réévalué compte tenu de la valeur intrinsèque des participations détenues, ces dernières étant à leur tour évaluées suivant la nature de leurs activités.

En l'absence d'activité industrielle ou financière, les sociétés sont évaluées au montant de leurs fonds propres.

Les études de valorisation sont basées sur les données comptables au 31 décembre 2002 des entreprises concernées d'une part, et sur les transactions subséquentes importantes d'autre part.

4) Le nombre total des actions de la Société Absorbée sera échangé pour des actions de la Société Absorbante. La parité est fixée à 147,8944/1, soit 739.472 actions nouvelles de la Société Absorbante pour 5.000 actions de la Société Absorbée.

Il en résultera une augmentation de capital de la Société Absorbante d'un million cent trente-sept mille sept cent quatre-vingt-deux euros et trente cents (EUR 1.137.782,30), et l'émission de 739.472 actions nouvelles.

5) Les droits relatifs aux nouvelles actions de la Société Absorbante émises au bénéfice des actionnaires de la Société Absorbée seront identiques en tous points aux droits liés aux actions déjà émises par la Société Absorbante, notamment en ce qui concerne les droits aux dividendes à compter du 1^{er} janvier 2003.

6) La date à partir de laquelle les opérations de la Société Absorbée sont considérées du point de vue comptable et du point de vue fiscal comme accomplies pour le compte de la Société Absorbante a été fixée au 1^{er} janvier 2003. La fusion sera réalisée en neutralité comptable et fiscale.

7) Aucun avantage particulier n'a été attribué aux administrateurs, réviseurs des sociétés qui fusionnent, ni aux experts visés par la loi sur les sociétés.

8) La fusion sera approuvée par les assemblées générales de la société absorbante ainsi que de la société absorbée.

9) La fusion sera réalisée et entraînera de plein droit les effets prévus à l'article 274 de la loi sur les sociétés lorsque les assemblées générales extraordinaires de la Société Absorbante et Absorbée participant à la fusion auront approuvé le projet de fusion.

10) Les documents sociaux de la Société Absorbée seront conservés pendant le délai légal au siège de la Société Absorbante.

Pourront être consultés au sièges sociaux respectifs de la Société Absorbante et de la Société Absorbée jusqu'à la date des assemblées générales statuant sur la fusion:

- le projet de fusion;
- les comptes annuels ainsi que les rapports de gestion des trois derniers exercices des Société Absorbante et Société Absorbée;
- les rapports des conseils d'administration qui fusionnent;
- les rapports des réviseurs indépendants.

Le 21 mai 2003.

Pour le conseil d'administration / Pour le conseil d'administration

PARTICIPATIONS ET INVESTISSEMENTS MINERAUX / LDI

J.-L. Colette / L. A. Lhoist

Mandataire / Président du Conseil

Enregistré à Luxembourg, le 26 mai 2003, réf. LSO-AE05450. – Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(025285.2//64) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2003.

SEB INVEST HighYield, Fonds Commun de Placement.

Sonderreglement

Für den Fonds SEB INVEST HighYield sind das am 24. Oktober 1992 im Mémorial C veröffentlichte Verwaltungsreglement und die am 22. Februar 1993, 31. Juli 2000, 26. April 2001 und 28. Mai 2003 im Mémorial C veröffentlichten Änderungen integraler Bestandteil. Ergänzend bzw. abweichend gelten die Bestimmungen des nachstehenden Sonderreglements.

Art. 1. Anlagepolitik und -beschränkungen

Der Fonds investiert weltweit in Unternehmensanleihen von Emittenten aller Branchen. Ziel der Anlagepolitik ist es, für das Sondervermögen eine überdurchschnittliche Rendite zu erzielen. Deshalb sollen überwiegend festverzinsliche Wertpapiere von Unternehmen erworben werden, die gegenüber vergleichbaren Staatsanleihen höhere Renditen aufweisen. Ein Schwerpunkt der Fondsanlage soll auf festverzinslichen Wertpapieren von Emittenten aus den USA und Europa liegen.

Dabei werden sowohl Papiere von Emittenten erworben, deren Bonität vom Markt als noch relativ gut, aber nicht als erstklassig eingeschätzt wird, als auch Papiere von Emittenten mit einer vom Markt nicht gut eingeschätzten Bonität.

Im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen und Einschränkungen dürfen für den SEB INVEST HighYield Techniken und Instrumente, die Wertpapiere zum Gegenstand haben oder die zur Absicherung von Währungs- und Zinsrisiken dienen (siehe Verwaltungsreglement, Artikel 4, Punkte 7, 8, 9, 10 und 11) eingesetzt werden.

Bis zu 49% des Netto-Fondsvermögens können auch in Zerobonds, regelmäßig gehandelte Geldmarktinstrumente, wie in Artikel 4, Punkt 4 des Verwaltungsreglements vorgesehen, und sonstige zulässige Vermögenswerte, einschließlich flüssige Mittel gehalten werden. Gemäß Artikel 4, Punkt 12, des Verwaltungsreglements können in besonderen Ausnahmefällen flüssige Mittel auch einen Anteil von mehr als 49% des Netto-Fondsvermögens einnehmen, wenn und soweit dies im Interesse der Anteilhaber geboten erscheint.

Art. 2. Anteile

1. Die Verwaltungsgesellschaft stellt über die ausgegebenen Anteile Globalzertifikate aus. Die Auslieferung von effektiven Stücken ist nicht vorgesehen; lediglich Anteilbestätigungen werden ausgestellt.

2. Alle Anteile haben gleiche Rechte.

Art. 3. Fondswährung, Bewertungstag, Ausgabe und Rücknahme von Anteilen

1. Fondswährung ist der Euro.

2. Bewertungstag ist jeder Tag, der zugleich Börsentag in Luxemburg und in Frankfurt am Main ist.

3. Anteile werden an jedem Bewertungstag ausgegeben. Ausgabepreis ist der Anteilwert gemäß Artikel 7 des Verwaltungsreglements zuzüglich eines Ausgabeaufschlages von bis zu 3% des Anteilwertes. Er ist unverzüglich nach dem entsprechenden Bewertungstag zahlbar. Der Ausgabeaufschlag wird zugunsten der Vertriebsstellen des Fonds erhoben. Der Ausgabepreis kann sich um Gebühren oder andere Belastungen erhöhen, die in den jeweiligen Vertriebsländern anfallen.

4. Der Erwerb von Anteilen erfolgt grundsätzlich zum Ausgabepreis des jeweiligen Bewertungstages. Zeichnungsanträge, welche bis spätestens 17.00 Uhr (Luxemburger Zeit) an einem Bewertungstag bei der Verwaltungsgesellschaft eingegangen sind, werden auf der Grundlage des Anteilwertes des nächstfolgenden Bewertungstages abgerechnet. Zeichnungsanträge, welche nach 17.00 Uhr (Luxemburger Zeit) eingehen, werden auf der Grundlage des Anteilwertes des übernächsten Bewertungstages abgerechnet.

5. Die Anteile werden unverzüglich nach Eingang des Ausgabepreises bei der Depotbank im Auftrag der Verwaltungsgesellschaft von der Depotbank zugeteilt.

6. Rücknahmepreis ist der Anteilwert.

7. Die Rücknahme erfolgt grundsätzlich zum Rücknahmepreis des jeweiligen Bewertungstages. Rücknahmeanträge, welche bis spätestens 17.00 Uhr (Luxemburger Zeit) an einem Bewertungstag bei der Verwaltungsgesellschaft eingegangen sind, werden auf der Grundlage des Anteilwertes des nächstfolgenden Bewertungstages abgerechnet. Rücknahmeanträge, welche nach 17.00 Uhr (Luxemburger Zeit) eingehen, werden auf der Grundlage des Anteilwertes des übernächsten Bewertungstages abgerechnet.

Art. 4. Ausschüttungspolitik

1. Die Verwaltungsgesellschaft kann jährlich eine Ausschüttung vornehmen. Zur Ausschüttung können die ordentlichen Nettoerträge sowie realisierte Kursgewinne kommen. Ferner können die nicht realisierten Kursgewinne sowie sonstige Aktiva zur Ausschüttung gelangen, sofern das Netto-Fondsvermögen aufgrund der Ausschüttung nicht unter die Mindestgrenze gemäß Artikel 1 Absatz 1 des Verwaltungsreglements sinkt.

2. Ausschüttungen werden auf die am Ausschüttungstag ausgegebenen Anteile ausgezahlt. Ausschüttungen können ganz oder teilweise in Form von Gratisanteilen vorgenommen werden. Eventuell verbleibende Bruchteile können bar ausbezahlt werden.

Art. 5. Depotbank

Depotbank ist die SEB PRIVATE BANK S.A.

Art. 6. Kosten für die Verwaltung und Verwahrung des Fondsvermögens

1. Die Verwaltungsgesellschaft erhält aus dem Fondsvermögen ein Entgelt von bis zu 1,10% p.a., berechnet auf Basis des täglich ermittelten Netto-Fondsvermögens. Die Vergütung erfolgt jeweils zum Monatsende.

2. Die Depotbank erhält aus dem Fondsvermögen:

- a) ein Entgelt in angemessener Höhe, berechnet auf Basis des täglich ermittelten Netto-Fondsvermögens;
- b) eine bankübliche Bearbeitungsgebühr für Geschäfte auf Rechnung des Fonds;
- c) Kosten und Auslagen, die der Depotbank aufgrund einer zulässigen und marktüblichen Beauftragung dritter Kreditinstitute und/oder Wertpapiersammelstellen mit der Verwahrung von Vermögenswerten des Fonds entstehen.

3. Die Vergütung an die Depotbank wird jeweils am Monatsende ausbezahlt.

Art. 7. Rechnungsjahr

Das Rechnungsjahr des Fonds endet jedes Jahr am 31. Oktober.

Art. 8. Dauer des Fonds

Der Fonds ist auf unbestimmte Zeit errichtet.

Dieses koordinierte Sonderreglement tritt am Tag seiner Unterzeichnung in Kraft.

Luxemburg, den 13. Mai 2003.

SEB INVEST LUXEMBOURG S.A. / SEB PRIVATE BANK S.A.

Verwaltungsgesellschaft / Depotbank

Unterschriften / Unterschriften

Enregistré à Luxembourg, le 12 mai 2003, réf. LSO-AE02389. – Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(021825.2//80) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2003.

SEB INVEST HighYield, Fonds Commun de Placement.

Änderungsbeschluss des Sonderreglements des Sondervermögen SEB INVEST HighYield

Mit Wirkung vom heutigen Tage werden folgende Artikel des Sondervermögens des SEB INVEST HighYield wie folgt abgeändert:

1. Artikel 5 «Depotbank» - Streichen des Zusatzes «(vormals BfG BANK LUXEMBOURG S.A.)» - dieser Artikel erhält somit den Wortlaut:

«Depotbank ist die SEB PRIVATE BANK S.A.»

Die vorstehende Änderung tritt am Tag ihrer Unterzeichnung in Kraft.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 12. Mai 2003.

SEB INVEST LUXEMBOURG S.A. / SEB PRIVATE BANK S.A.

Verwaltungsgesellschaft / Depotbank

Unterschriften / Unterschriften

Enregistré à Luxembourg, le 12 mai 2003, réf. LSO-AE02377. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(021831.2//18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2003.

PROVIMLUX INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.

Registered office: L-1724 Luxembourg, 31-33, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 88.571.

In the year two thousand two, on the twenty-first day of November.

Before Maître Joseph Elvinger, notary public residing at Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders of PROVIMLUX INVESTMENTS S.A., a société anonyme having its registered office in L-1724 Luxembourg, 31-33, boulevard du Prince Henri. The aforesaid company was incorporated pursuant to a notarial deed of Jacques Delvaux, notary residing in Luxembourg, on August 1st, 2002, not yet published.

The meeting is presided by Mr Xavier Pauwels, employee, residing in Luxembourg.

The chairman appoints as secretary Mr Patrick Van Hees, jurist, residing at Messancy, Belgium.

The meeting elects as scrutineer Miss Rachel Uhl, jurist, residing at Kédange, France.

The chairman requests the notary to act that:

I.- The shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list. That list and proxies, signed by the appearing persons and the notary, shall remain here annexed to be registered with the minutes.

II.- As appears from the attendance list, that the 24,800 ordinary shares representing the whole capital of the Company, are represented at this meeting. All the shareholders declare having been informed on the agenda of the meeting beforehand and waived all convening requirements and formalities. The meeting is thus regularly constituted and can validly deliberate and decide on all the items of the agenda.

III.- The agenda of the meeting is the following:

Agenda:

1. Decision to partly change the corporate object of the Company in order to extend the scope of activities of the Company.

2. Decision to create different classes of shares and to change the denomination of the existing shares with the rights as set out as in the articles of association.

3. Decision to increase the actual subscribed share capital of the Company by an amount of EUR 1,924,298.75 (one million nine hundred twenty-four thousand two hundred ninety-eight euros seventy-five cents) in order to raise it from its current amount of 31,000.- EUR (thirty thousand euros) to EUR 1,955,298.75 (one million nine hundred fifty-five thousand two hundred ninety-eight euros seventy-five cents) by the issue of 745,594 (seven hundred forty-five thousand five hundred ninety-four) Ordinary A shares, 745,594 (seven hundred forty-five thousand five hundred ninety-four) Ordinary B shares, 45,363 (forty-five thousand three hundred sixty-three) Ordinary C shares and 2,888 (two thousand eight hundred eighty-eight) Ordinary D Shares, with a par value of EUR 1.25 (one euro twenty-five cents) each, and paid up by a contribution in cash of EUR 1,924,298.75 (one million nine hundred twenty-four thousand two hundred ninety-eight euros seventy-five cents).

4. Declaration by the shareholders that they have received and accepted a report of the Board of Directors to waive their preferential rights to subscription of the new Ordinary A, Ordinary B, Ordinary C and Ordinary D shares to be issued with a par value of EUR 1.25 (one euro twenty-five cents) per Share and subscribed as mentioned in the sixth resolution.

5. Acknowledgment of the renunciation by the existing shareholders of their preferential subscription rights.

6. Subscription and liberation of new shares and acceptance of two new shareholders.

7. Decision to create an authorised share capital.

8. Decision to amend the procedure applicable to the nomination of the Board members of the Company.

9. Decision to accept the resignation of two directors and to appoint three new directors.

10. Decision to amend the power and duties of the board of directors.

11. Amendment and restatement of the Articles of Association of the Company.

12. Miscellaneous

After deliberation, the following resolutions were taken unanimously:

First resolution

The general meeting decides to change the corporate object of the company in order to extend the scope of activities of the Company. As a consequence of this decision, the general meeting decides to replace the wording of the actual article 2 by a new article 2 that shall read as follows:

«1. The objects for which the Company is established are:

(a) to finance companies and other enterprises, to borrow, to lend and to raise funds, to participate in all types of financial transactions, including the issue of bonds, promissory notes or other securities or evidences of indebtedness, to invest in securities in the widest sense of the word, to grant guarantees, to bind the Company and to grant security over its assets for the obligations of companies and other enterprises with which it forms a group and of third parties;

(b) to incorporate and to participate in any way whatsoever in, to manage, to supervise and to co-operate with companies and other enterprises, to acquire, to keep, to alienate or in any other manner to manage all sorts of participations and interests in other companies and other enterprises, to enter into joint ventures with other companies and enterprises;

(c) to acquire, to manage, to operate, to encumber and to alienate personal and real property and any right to or interest in personal and real property;

(d) to obtain, to exploit and to alienate patents and other intellectual property rights, to acquire and to grant licenses, sublicenses and similar rights of whatever name and description and if necessary, to protect rights derived from patents and other intellectual property rights, licenses, sublicenses and similar rights against infringement by third parties;

(e) to engage in any way whatsoever in trading activities of any nature.

2. The objects specified in the preceding paragraph shall be construed in the widest sense so as to include any activity or purpose which is related, incidental, or conducive thereto.

3. In pursuing its objects, the Company shall also take into account the interests of the group of companies and enterprises with which it is affiliated.»

Second resolution

The general meeting decides to create different classes of shares of the Company, to be called «Ordinary A Shares», «Ordinary B Shares», «Ordinary C Shares», «Ordinary D Shares» with the rights attached as set out in the Articles of Association and to amend article 3 accordingly.

The general meeting decides that the shares issued at the incorporation of the Company shall be changed as follows:

- the 12,400 (twelve thousand four hundred) ordinary shares held by PROVIMLUX CVC S.A. are converted into 12,400 (twelve thousand four hundred) Ordinary A shares;
- the 12,400 (twelve thousand four hundred) ordinary shares held by PROVIMLUX OPERA S.A. are converted into 12,400 (twelve thousand four hundred) Ordinary B Shares.

Third resolution

The general meeting decides to increase the actual subscribed share capital of the Company, by an amount of EUR 1,924,298.75 (one million nine hundred twenty-four thousand two hundred ninety-eight euros seventy-five cents) in order to raise it from its current amount of 31,000.- EUR (thirty thousand euros) to EUR 1,955,298.75 (one million nine hundred fifty-five thousand two hundred ninety-eight euros seventy-five cents) by the issue of 745,594 (seven hundred forty-five thousand five hundred ninety-four) Ordinary A shares, 745,594 (seven hundred forty-five thousand five hundred ninety-four) Ordinary B shares, 45,363 (forty-five thousand three hundred sixty-three) Ordinary C shares and 2,888 (two thousand eight hundred eighty-eight) Ordinary D Shares, with a par value of EUR 1.25 (one euro twenty-five cents) each, and paid up by a contribution in cash of EUR 1,924,298.75 (one million nine hundred twenty-four thousand two hundred ninety-eight euros seventy-five cents).

Fourth resolution

The shareholders declare that they have received and accepted the special report of the Board of Directors to waive their preferential rights to subscribe Ordinary A, Ordinary B, Ordinary C and Ordinary D Shares with a par value of EUR 1.25 (one euro twenty-five cents) per Share by way of the subscribed capital as increased under the third resolution and subscribed as mentioned in the sixth resolution below.

Fifth resolution

The general meeting acknowledges that the existing shareholders have waived their preferential subscription rights.

Sixth resolution

The general meeting decides to accept two new shareholders:

- STICHTING ADMINISTRATIEKANTOOR BENELUX INVESTMENTS, with registered office at World Trade Centre, Schiphol Tower B, 6th floor, Schiphol Boulevard 285, 1118 BH Schiphol Airport, The Netherlands;
- STICHTING MANAGEMENT PROVIMLUX INVESTMENTS, with registered office at Veerlaan 17-23, 3072 AN Rotterdam, The Netherlands.

The general meeting decides to accept subscriptions for such new shares which are fully paid up by contribution in cash in a banking account of the Company, so that the amount of EUR 1,924,298.75 (one million nine hundred twenty-four thousand two hundred ninety-eight euros seventy-five cents) is now available to the Company, evidence thereof having been given to the notary, as follows:

- PROVIMLUX CVC S.A.: 745,594 Ordinary A shares with a par value of EUR 1.25 (one euro twenty-five cents);
- PROVIMLUX OPERA S.A.: 745,594 Ordinary B shares with a par value of EUR 1.25 (one euro twenty-five cents);
- STICHTING MANAGEMENT PROVIMLUX INVESTMENTS: 45,363 Ordinary C shares with a par value of EUR 1.25 (one euro twenty-five cents);
- STICHTING ADMINISTRATIEKANTOOR BENELUX INVESTMENTS: 2,888 Ordinary D shares with a par value of EUR 1.25 (one euro twenty-five cents).

Seventh resolution

The general meeting decides to create an authorised share capital as follows:

1. [...]

2. The total un-issued but authorised capital of the Company is fixed at € 1,583,112.50 (one million five hundred eighty-three thousand one hundred twelve euros fifty cents).

3. The issued share capital may be increased by an amount of € 642,987.5 (six hundred forty-two thousand nine hundred eighty-seven euros fifty cents) i.e. 514,390 shares at the initiative of the Board of Directors in accordance with the terms and conditions set out below by creating and issuing new Ordinary A Shares with a nominal value of € 1.25 per share, it being understood that:

3.1 the authorisation will expire on the date one year after the holding of the extraordinary general meeting of shareholders of 21 November 2002, but that at the end of such period a new period of authorisation may be approved by resolution of an Extraordinary General Meeting of Shareholders;

3.2 the Board of Directors is authorised to issue such new Ordinary A Shares in one or more steps as it may determine from time to time in its discretion.

4. The issued share capital may be increased by an amount of € 642,987.5 (six hundred forty-two thousand nine hundred eighty-seven euros fifty cents) i.e. 514,390 shares at the initiative of the Board of Directors in accordance with the terms and conditions set out below by creating and issuing new Ordinary B Shares with a nominal value of € 1.25 per share, it being understood that:

4.1 the authorisation will expire on the date one year after the holding of the extraordinary general meeting of shareholders' of 21 November 2002, but that at the end of such period a new period of authorisation may be approved by resolution of an Extraordinary General Meeting of Shareholders;

4.2 the Board of Directors is authorised to issue such new Ordinary B Shares in one or more steps as it may determine from time to time in its discretion.

5. The issued share capital may be increased by an additional amount of € 297,137.5 (two hundred ninety-seven thousand one hundred thirty-seven euros fifty cents) i.e. 237,710 shares at the initiative of the Board of Directors in accordance with the terms and conditions set out below by creating and issuing new Ordinary C Shares with a nominal value of € 1.25 per share, it being understood that:

5.1 the authorisation will expire on the date one year after the holding of the extraordinary general meeting of shareholders of 21 November 2002, but that at the end of such period a new period of authorisation may be approved by resolution of an Extraordinary General Meeting of Shareholders;

5.2 the Board of Directors is authorised to issue such new Ordinary C Shares in one or more steps as it may determine from time to time in its discretion.

6. The Board of Directors is authorised to do all things necessary to amend this Article 3 in order to record the change of issued share capital following an increase pursuant to paragraphs 3 to 6 of this Article 3; the Board of Directors is empowered to take or authorise the actions required for the execution and publication of such amendment in accordance with the law. Furthermore, the Board of Directors may delegate to any other duly authorised person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for Shares representing part or all of such increased amounts of capital.

7. The Shares shall be indivisible, shall be registered Shares, and shall be numbered consecutively from one upwards. No share certificates shall be issued.

8. Subject to paragraphs 3 to 6 of this Article 3, Shares not yet issued shall be issued at such price, upon such conditions and at such times as the General Meeting of Shareholders shall determine, provided that the Shares shall not be issued at a price below nominal value. In the cases where the consideration payable to the Company for newly issued Shares exceeds the nominal value of those Shares, the excess is to be treated as share premium in respect of the relevant class of Shares in the books of the Company.

9. In the event of new Shares being issued, each existing holder of shares of that class shall have a preferential right to subscribe for them in proportion to his existing holding of such shares. If such shareholders do not subscribe for all such shares, all Shareholders shall have a preferential right to subscribe for such shares in proportion to his existing holding of Shares. Such preferential rights may be limited or excluded by a resolution of the General Meeting of Shareholders, provided that such limitation or exclusion shall in each case apply to only one particular issue of Shares.

10. Except for share issues proposed to prevent or cure any default or possible default under any banking facility affecting the PROVIMI S.A. Group, resolutions of the General Meeting of Shareholders as referred to in paragraph 10 of this Article 3 may only be validly adopted by a majority representing at least ninety five per cent (95%) of all votes attached to all issued Shares.

11. Resolutions of the Board of Directors referred to in this Article 3 may only be validly adopted by the majority determined by Article 12 paragraph 3.

12. The provisions of paragraphs 9 and 10 of this Article 3 shall apply *mutatis mutandis* to the granting of rights to subscribe for Shares.

13. The Company shall not, save to the extent permitted by statute, grant security, give price guarantees or in any other way commit itself or declare itself to be jointly or severally liable with or for others, with a view to enabling third parties to subscribe for or acquire Shares in its capital.

14. The Company may, to the extent permitted by law and these Articles of Association, redeem its own Shares.

Eighth resolution

The general meeting decides to introduce in the Articles of Association the following procedure applicable to the nomination of members of the Board of Directors of the Company:

1. The Company shall be managed by a Board of Directors consisting of seven members, who shall be appointed by the General Meeting of Shareholders by:

1.1 in the case of the Chairman nominated in terms of paragraph 3.3 of this Article 10, a resolution adopted with the approval of at least 67% of all votes attached to all issued and outstanding Shares; and

1.2 in all other cases by simple majority resolution.

2. Members of the Board of Directors may be suspended or removed from office by the General Meeting of Shareholders at any time by simple majority resolution.

3. The following shall apply to the appointment of the members of the Board of Directors:

3.1 three members shall be appointed from a list of candidates proposed by CVC EUROPEAN EQUITY PARTNERS III LP (which may not include any person who is at the same time a supervisory or managing director of ADISSEO);

3.2 one member shall be appointed from a list of candidates proposed by PAI EUROPE III - A L.P. (which may not include any person who is at the same time a supervisory or managing director of EVIALIS);

3.3 two members shall be appointed from a list of candidates proposed by PROVIMLUX OPERA S.A. (which may not include any person who is at the same time a supervisory or managing director of EVIALIS);

3.4 one member, who shall be the chairman, shall be appointed from a list of candidates proposed by a resolution of the holder of Ordinary C Shares after consultation with the Institutional Investor Holdings, such list to include at least the chief executive officer of PROVIMI S.A. from time to time.

4. If either of PROVIMLUX CVC S.A. and PROVIMLUX OPERA S.A (and its Affiliate(s) holding Shares of another class) (the «Exit Parties») together hold:

4.1 less than 35% of the Shares issued and/or outstanding at that time, the number of members of the Board of Directors that the Affiliate of the Exit Parties shall be entitled to nominate in terms of paragraph 3.1 or 3.2 of this Article 10, as the case may be, shall be reduced to two (2), the number of members of the Board of Directors that the Affiliate of the other Institutional Investor Holding shall be entitled to nominate in terms of paragraph 3.1 or 3.2 of this Article 10, as the case may be, shall be increased to four (4), and they shall procure that the relevant Directors shall resign;

4.2 less than 20% of the Shares issued and/or outstanding at that time, the number of members of the Board of Directors that the Affiliate of the Exit Parties shall be entitled to nominate in terms of paragraph 3.1 or 3.2 of this Article 10, as the case may be, shall be reduced to one (1), the number of members of the Board of Directors that the Affiliate of the other Institutional Investor Holding shall be entitled to nominate in terms of paragraph 3.1 or 3.2 of this Article 10, as the case may be, shall be increased to five (5), and they shall procure that the relevant members of the Board of Directors shall resign;

4.3 less than 5% of the Shares issued and/or outstanding at that time, the Shareholders agree that the number of members of the Board of Directors that the Affiliate of the Exit Parties shall be entitled to nominate in terms of paragraph 3.1 or 3.2 of this Article 10, as the case may be, shall terminate, and the number of members of the Board of Directors that the Affiliate of the other Institutional Investor Holding shall be entitled to nominate in terms of paragraph 3.1 or 3.2 of this Article 10, as the case may be, shall be increased to six (6), and they shall procure that the relevant members of the Board of Directors shall resign,

provided, however, that the implementation of paragraph 4 of this Article 10 shall not trigger for any Party the obligation to launch a tender offer for the Shares of PROVIMI S.A. Should this be the case, the implementation of the provisions of paragraphs 4.1, 4.2 and 4.3 of this Article 10 shall be postponed until there is no such right.

5. The members of the Board of Directors shall be appointed for a period which may not exceed six years and they shall hold office until their successors are elected. Their re-election is authorised.

6. A legal entity may be a member of the Board of Directors.

7. In the event of a vacancy on the Board of Directors because of death, retirement or otherwise, the remaining members of the Board of Directors shall be entitled to co-opt a new Director. The appointment of a new Director in accordance with this provision shall be ratified by the General Meeting of Shareholders in accordance with article 51 of the Companies' Act.

8. The remuneration of the members of the Board of Directors, any rights to bonuses and the further terms of appointment shall be determined by the General Meeting of Shareholders for each member of the Board of Directors individually.

9. The Board of Directors may delegate the daily management to Directors or to third persons who need not be Shareholders of the Company. Delegation of daily management to a member of the Board of Directors is subject to previous authorisation by the General Meeting of Shareholders.

Ninth resolution

The general meeting decides to accept the resignations of Florian Ollivier and Dominique Mégret as directors of the Company.

The general meeting decides to appoints as new directors of the Company:

- Mr Christian Billon, statutory auditor, residing at L-1471 Luxembourg, 398 route d'Esch;
- Mr Xavier Pauwels, employee, residing at L-1471 Luxembourg, 398 route d'Esch;
- Mr Willem Troost, managing director, residing at Jan Tooropstraat 81, 3262 TG Oud-Beijerland, The Netherlands.

Tenth resolution

The general meeting decides to amend the power and duties of the board of directors that shall be read as follows:

1. The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interests. All powers not expressly reserved by the Companies' Act or these Articles of Association to the General Meeting of Shareholders fall within the competence of the Board of Directors.

2. The Board of Directors represents the Company. The Company will be bound by the joint signature of two Directors, one such Director being appointed in terms of paragraph 3.1 of Article 10 and one such Director being appointed in terms of paragraph 3.2 of Article 10 unless paragraph 4.3 of Article 10 applies, in which case the Company will be bound by the joint signature of any two Directors appointed in terms of paragraph 4.3 of Article 10. The Board of Directors may grant power of attorney to any one Director individually empowering him to represent the Company within the limits set by such power of attorney. In the event of a conflict of interest between a Director and the Company, the Company shall be represented by two other Directors, without prejudice to the power of the General Meeting of Shareholders to appoint one or more other persons to represent the Company in such event.

3. Unless paragraph 4 of this Article 12 applies, the Board of Directors shall require the prior approval:

3.1 if paragraph 3 of Article 10 applies, of at least five out of seven of the Directors, such majority to include at least:

- (i) one of the Directors appointed in terms of paragraph 3.1 of Article 10; and

- (ii) one of the Directors appointed in terms of paragraph 3.2 of Article 10;
- 3.2 if paragraph 4 of Article 10 applies, of at least five out of seven of the Directors from time to time: for executive decisions that involve:
- (a) exercising any voting right of any PROVIMI S.A Shares;
 - (b) paying any dividends or repurchasing or redeeming any securities;
 - (c) approving any investments or other expenditure not provided for in the annual budget totalling in any one financial year more than € 250,000 but less than € 2,500,000;
 - (d) subject also to the approval requirements set out in paragraph 5 of this Article 12, acquiring or disposing of any PROVIMI S.A. Shares;
 - (e) the instigation or settlement of any litigation or arbitration proceedings by the Company, except in the ordinary course of business involving amounts of less than € 250,000 in total in any one financial year or if action needs to be taken urgently, in which case the matter shall immediately thereafter be brought to the Board of Directors' attention for its approval;
 - (f) the appointment or termination of employment of any senior executive or non executive Director, the variation of the remuneration or other benefits of any such employee, the appointment or termination of employment of any other employee whose gross salary (exclusive of any bonuses) is or is to be in excess of € 150,000 a year, and the variation of the remuneration or other benefits of any such employee;
 - (g) borrowing monies or entering into any other financing arrangements, involving in excess of € 250,000 in any one financial year other than drawing under previously approved credit arrangements;
 - (h) lending monies in excess of € 100,000 per loan; except the extension of credit to customers in the ordinary course of business;
 - (i) entering into a material long term direct or indirect co-operation, joint venture or merger with another person or any reorganisation, or modifying or terminating same;
 - (j) entering into a material contract, or modifying or terminating same, or entering into, modifying or terminating any contract with a related party;
 - (k) direct or indirect participation in the capital of another entity or changing the size of such participation;
 - (l) establishing pension plans and granting pension rights in excess of those arising from existing pension arrangements;
 - (m) issuance of debt instruments by the Company or the issuance of debt instruments by a limited partnership or a general partnership of which the Company is the general partner with full liability;
 - (n) application for listing or withdrawal of the listing of the debt instruments referred to in subparagraph (m) on the official list of any exchange;
 - (o) entry into or termination of a lasting co-operation by the Company or a dependent company with another legal person or partnership or as general partner with full liability in a limited partnership or general partnership if such co-operation or the termination thereof of far-reaching significance for the Company;
 - (p) acquisition of a participation by the Company or any member of its subsidiaries in the capital of another company, the value of which equals at least the sum of one-quarter of the issued capital and the reserves of the participating company, as shown in its balance sheet with explanatory notes and any far-reaching change in the size of any such participation;
 - (q) investments requiring an amount equal to at least the sum of one-quarter of the issued share capital and the reserves of the Company as shown in its balance sheet with explanatory notes;
 - (r) termination of the employment contract of a considerable number of employees at the same time or within a short time-span;
 - (s) a far-reaching change in the working conditions of a considerable number of employees;
 - (t) a proposal to reduce the issued capital of the Company;
 - (u) a proposal to change the reporting systems where this involves an expenditure of more than € 250,000.- in any one financial year to the extent not already provided for in any approved budget;
 - (v) designation of the persons entitled to acquire Depositary Receipts issued by STICHTING MANAGEMENT;
4. The Board of Directors shall require the prior approval of more than sixty seven per cent (67%) of the votes of all issued and outstanding Shares for executive decisions that involve:
- 4.1 if pre-emptive rights are not to be excluded: the issue of Shares; options, warrants or other securities in the Company; and such an issue where pre-emptive rights are to be excluded but only if the issue is proposed to prevent or cure any default or possible default under any banking facilities affecting the PROVIMI S.A. Group;
 - 4.2 approval of the annual financial statements of the Company;
 - 4.3 adoption of the annual budget of the Company;
 - 4.4 approving any investments or other expenditure by the Company. not provided for in the annual budget and in excess of € 2,500,000 in total in any one financial year;
 - 4.5 changes in the nature of the business of the PROVIMI S.A.Group;
 - 4.6 acquiring or disposing of any material companies, businesses or assets, and the commencement of new business activities, except if referred to in the adopted annual budget;
 - 4.7 appointment or dismissal of auditors, which can only be an international firm of high repute;
 - 4.8 changes in the accounting policies adopted by the Company;
 - 4.9 the delegation by the Directors of any member of the PROVIMI S.A.Group of any of their powers to a person or committee that would conflict with the approval requirements set out in the Articles of Association;

4.10 the creation of any encumbrance over any assets of the Company and the giving of any guarantee by the Company, other than in the ordinary course of trading and having a value totalling less than € 100,000 in any one financial year;

4.11 granting to any holder of Depositary Receipts, any additional rights in terms of any existing or future incentive scheme operated by or behalf of the Company;

4.12 any approval, authorisation or designation to be granted pursuant to the Articles of Association or Administrative Conditions.

5. The Board of Directors shall require the prior approval of PROVIMLUX CVC S.A. and PROVIMLUX OPERA S.A. for executive decisions that involve the acquisition of PROVIMI S.A. Shares.

6. The Board of Directors shall require the prior approval of more than ninety five per cent (95%) of the votes attached to all issued and outstanding Shares for executive decisions that involve:

6.1 proposals to amend the Company's Articles of Association, amendments to the Articles of Association of STICHTING MANAGEMENT or the Administrative Conditions;

6.2 proposals for the voluntary dissolution or winding-up of the Company;

6.3 filing for bankruptcy or moratorium of payments or a similar status in a foreign jurisdiction of or in relation to the Company;

6.4 if pre-emptive rights are to be excluded: the issue of Shares, options, warrants or other securities in the Company; unless such an issue is proposed to prevent or cure any default or possible default under any banking facilities affecting the PROVIMI S.A. Group.

7. The General Meeting of Shareholders may designate certain other, specifically stated executive decisions for which the Board of Directors shall require the prior approval of either the General Meeting of Shareholders, or the Meeting of holders of a certain class of Shares, and the General Meeting of Shareholders may determine that such approval shall require a certain majority of votes cast and/or quorum. Such requirement may be imposed for a determined or undetermined period of time, and may be revoked at any moment.

8. The General Meeting of Shareholders shall inform all members of the Board of Directors forthwith of each resolution to extend the approval requirements set out in paragraphs 3 to 7 of this Article 12.

9. Transactions between the Company and the holder of any Shares in the issued share capital of the Company or any depositary receipts issued for Shares, or between the Company and the spouse of such Shareholder or holder of depositary receipts, must be recorded in writing. If the provision set out in the first sentence is not complied with, the relevant transaction is voidable in favour of the Company.

10. The provision of the previous paragraph does not apply to transactions falling within the ordinary course of business of the Company.

Eleventh resolution

The general meeting resolves to amend and restate entirely the Articles of Association of the Company to reflect in particular, but not limited thereto, the amendments set out in the previous resolutions which shall read as follows:

Art. 1. Name - Duration - Registered office

1. There exists a Company in the form of a société anonyme, under the name of PROVIMLUX INVESTMENTS S.A.

2. The Company is established for an indefinite period.

3. The registered office of the Company is established in Luxembourg City. The Company may establish branch offices, subsidiaries, agencies or administrative offices in the Grand Duchy of Luxembourg as well as in foreign countries by a simple decision of the Board of Directors. Without prejudice of the general rules of law governing the termination of contracts in case the registered office of the Company has been determined by contract with third parties, the registered offices may be transferred to any other place within the Municipality of the registered offices by a simple decision of the Board of Directors.

4. If extraordinary events either political, economical or social that might create an obstacle to the normal activities at the registered offices or to easy communications of these offices with foreign countries should arise or be imminent, the registered offices may be transferred to another country till the complete cessation of these abnormal circumstances. This measure, however, shall not affect the nationality of the Company, which will keep its Luxembourg nationality, notwithstanding the provisional transfer of its registered offices.

5. One of the executive organs of the Company, which has powers to commit the Company for acts of daily management, shall make this declaration of transfer of the registered offices and inform third persons.

Art. 2. Objects

1. The objects for which the Company is established are:

(a) to finance companies and other enterprises, to borrow, to lend and to raise funds, to participate in all types of financial transactions, including the issue of bonds, promissory notes or other securities or evidences of indebtedness, to invest in securities in the widest sense of the word, to grant guarantees, to bind the Company and to grant security over its assets for the obligations of companies and other enterprises with which it forms a group and of third parties;

(b) to incorporate and to participate in any way whatsoever in, to manage, to supervise and to co-operate with companies and other enterprises, to acquire, to keep, to alienate or in any other manner to manage all sorts of participations and interests in other companies and other enterprises, to enter into joint ventures with other companies and enterprises;

(c) to acquire, to manage, to operate, to encumber and to alienate personal and real property and any right to or interest in personal and real property;

(d) to obtain, to exploit and to alienate patents and other intellectual property rights, to acquire and to grant licenses, sublicenses and similar rights of whatever name and description and if necessary, to protect rights derived from patents and other intellectual property rights, licenses, sublicenses and similar rights against infringement by third parties; and
(e) to engage in any way whatsoever in trading activities of any nature.

2. The objects specified in the preceding paragraph shall be construed in the widest sense so as to include any activity or purpose which is related, incidental, or conducive thereto.

3. In pursuing its objects, the Company shall also take into account the interests of the group of companies and enterprises with which it is affiliated.

Art. 3. Capital and Shares

1. The issued share capital of the Company is set at € 1,955,298.75 (one million nine hundred fifty-five thousand two hundred ninety-eight euros seventy-five cents) consisting of 757,994 (seven hundred fifty-seven thousand nine hundred ninety-four) Ordinary A Shares having a nominal value of one euro twenty-five cents (€ 1.25) per share representing an amount of € 947,492.5 (nine hundred forty-seven thousand four hundred ninety-two euros and fifty cents); of 757,994 (seven hundred fifty-seven thousand nine hundred ninety-four) Ordinary B Shares having a nominal value of one euro twenty-five cents (€ 1.25) per share representing an amount of € 947,49.5 (nine hundred forty-seven thousand four hundred ninety-two euro and fifty cents); of 45,363 (forty-five thousand three hundred sixty-three) Ordinary C Shares having a nominal value of one euro twenty-five cents (€ 1.25) representing a total amount of € 56,703.75 (fifty-six thousand seven hundred three euros seventy-five cents); and of 2,888 (two thousand eight hundred eighty-eight) Ordinary D Shares having a nominal value of one euro twenty-five cents (€ 1.25) representing a total amount of € 3,610 (three thousand six hundred ten euros), entirely paid in.

2. The total un-issued but authorised capital of the Company is fixed at € 1,583,112.50 (one million five hundred eighty-three thousand one hundred twelve euros and fifty cents).

3. The issued share capital may be increased by an amount of € 642,987.5 (six hundred forty-two thousand nine hundred eighty-seven euros fifty cents) i.e. 514,390 shares at the initiative of the Board of Directors in accordance with the terms and conditions set out below by creating and issuing new Ordinary A Shares with a nominal value of € 1.25 per share, it being understood that:

3.1 the authorisation will expire on the date one year after the holding of the extraordinary general meeting of shareholders of 21 November 2002, but that at the end of such period a new period of authorisation may be approved by resolution of an Extraordinary General Meeting of Shareholders;

3.2 the Board of Directors is authorised to issue such new Ordinary A Shares in one or more steps as it may determine from time to time in its discretion.

4. The issued share capital may be increased by an amount of € 642,987.5 (six hundred forty-two thousand nine hundred eighty-seven euros fifty cents) i.e. 514,390 shares at the initiative of the Board of Directors in accordance with the terms and conditions set out below by creating and issuing new Ordinary B Shares with a nominal value of € 1.25 per share, it being understood that:

4.1 the authorisation will expire on the date one year after the holding of the extraordinary general meeting of shareholders of 21 November 2002, but that at the end of such period a new period of authorisation may be approved by resolution of an Extraordinary General Meeting of Shareholders;

4.2 the Board of Directors is authorised to issue such new Ordinary B Shares in one or more steps as it may determine from time to time in its discretion.

5. The issued share capital may be increased by an additional amount of € 297,137.5 (two hundred ninety-seven thousand one hundred thirty-seven euros fifty cents) i.e. 237,710 shares at the initiative of the Board of Directors in accordance with the terms and conditions set out below by creating and issuing new Ordinary C Shares with a nominal value of € 1.25 per share, it being understood that:

5.1 the authorisation will expire on the date one year after the holding of the extraordinary general meeting of shareholders of 21 November 2002, but that at the end of such period a new period of authorisation may be approved by resolution of an Extraordinary General Meeting of Shareholders;

5.2 the Board of Directors is authorised to issue such new Ordinary C Shares in one or more steps as it may determine from time to time in its discretion.

6. The Board of Directors is authorised to do all things necessary to amend this Article 3 in order to record the change of issued share capital following an increase pursuant to paragraphs 3 to 6 of this Article 3; the Board of Directors is empowered to take or authorise the actions required for the execution and publication of such amendment in accordance with the law. Furthermore, the Board of Directors may delegate to any other duly authorised person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for Shares representing part or all of such increased amounts of capital.

7. The Shares shall be indivisible, shall be registered Shares, and shall be numbered consecutively from one upwards. No share certificates shall be issued.

8. Subject to paragraphs 3 to 6 of this Article 3, Shares not yet issued shall be issued at such price, upon such conditions and at such times as the General Meeting of Shareholders shall determine, provided that the Shares shall not be issued at a price below nominal value. In the cases where the consideration payable to the Company for newly issued Shares exceeds the nominal value of those Shares, the excess is to be treated as share premium in respect of the relevant class of Shares in the books of the Company.

9. In the event of new Shares being issued, each existing holder of shares of that class shall have a preferential right to subscribe for them in proportion to his existing holding of such shares. If such shareholders do not subscribe for all such shares, all Shareholders shall have a preferential right to subscribe for such shares in proportion to his existing

holding of Shares. Such preferential rights may be limited or excluded by a resolution of the General Meeting of Shareholders, provided that such limitation or exclusion shall in each case apply to only one particular issue of Shares.

10. Except for share issues proposed to prevent or cure any default or possible default under any banking facility affecting the PROVIMI S.A. Group, resolutions of the General Meeting of Shareholders as referred to in paragraph 10 of this Article 3 may only be validly adopted by a majority representing at least ninety five per cent (95%) of all votes attached to all issued Shares.

11. Resolutions of the Board of Directors referred to in this Article 3 may only be validly adopted by the majority determined by Article 12 paragraph 3.

12. The provisions of paragraphs 9 and 10 of this Article 3 shall apply mutatis mutandis to the granting of rights to subscribe for Shares.

13. The Company shall not, save to the extent permitted by statute, grant security, give price guarantees or in any other way commit itself or declare itself to be jointly or severally liable with or for others, with a view to enabling third parties to subscribe for or acquire Shares in its capital.

14. The Company may, to the extent permitted by law and these Articles of Association, redeem its own Shares.

Art. 4. Share premium, Capital reduction and Conversion of Shares

1. In the books of the Company a separate premium reserve may be maintained for each class of shares, stating the premium paid on each class of shares. Payments from these reserves may be made only on a resolution of the General Meeting of Shareholders with the approval of the Board of Directors in terms of Article 12 paragraph 3.

2. By a resolution adopted unanimously at a meeting where the entire issued share capital of the Company is present or represented, the General Meeting of Shareholders may join one or more premium reserves maintained in accordance with paragraph 1 of this Article 4.

3. Subject to the approval of the Board of Directors in terms of Article 12 paragraph 3, the General Meeting of Shareholders may resolve to reduce the share capital of the Company by means of withdrawing Shares or by reducing the nominal value of Shares by way of an amendment of these Articles of Association and to the extent and under the terms permitted by any applicable law and in particular article 69 of the Companies' Act. Such resolution may refer to shares of each class, separately or jointly with shares of another class, provided the Meeting of holders of the relevant Shares grants its approval thereto by a resolution adopted unanimously at a meeting where all holders of the class of shares concerned are represented. Provided that the Meeting of the holders of the class of shares concerned grants its approval thereto in accordance with the preceding sentence, the General Meeting of Shareholders may determine that a resolution to withdraw shares with repayment shall only refer to a certain percentage of the shares of one or more classes; in that case the Board of Directors shall draw lots to determine the numbers of Shares that shall actually be withdrawn.

4. Where there is more than one class of shares and the resolution of the General Meeting of Shareholders is such as to change the respective rights thereof, the resolution must, in order to be valid, fulfil the conditions as to attendance as laid down in article 67-1 of the Companies' Act and as to majority as laid down in Article 19 of the Articles of Association with respect to each class.

Art. 5. Register of Shareholders and Rights of pledge and usufruct

1. The Board of Directors shall keep a register in which the name and address of each Shareholder shall be recorded, together with the number of Shares issued to him and the amount paid up on each share.

2. The register shall also record the names and addresses of persons notified to the Company to have a right of pledge or a right of usufruct on those Shares, indicating whether the voting rights attaching to the Shares are vested in such persons.

3. Each Shareholder, pledgee and usufructuary shall be required to ensure that his address is known to the Company.

4. Each and any release from liability granted in respect of calls not yet paid shall be recorded in the share register, as will the date of delivery in the event of delivery of Shares which are not fully paid up.

5. The Board of Directors shall ensure that the register is kept up to date at all times in compliance with article 40 of the Companies' Act. All entries shall be signed by a member of the Board of Directors or by a person authorised in relation thereto by the Board of Directors.

6. At the request of a Shareholder, a pledgee or a usufructuary, the Board of Directors shall supply free of charge extracts from the share register relating to the Shares to which the applicant has rights.

7. If the Shares are the subject of usufruct or pledge the extract shall state who has the rights set out in paragraphs 9 and 10 of this Article 5.

8. The register shall be made available by the Board of Directors at the head office of the Company for inspection by the Shareholders, by pledgees and usufructuaries who have been granted the rights set out in paragraphs 9 and 10 of this Article 5.

9. Shares may be the subject of usufruct. If the terms of the usufruct provide that the voting rights attaching to the Shares shall vest in the usufructuary he may exercise those rights only if both that provision and - in case of assignment of the usufruct - the assignment of the voting rights attaching to the Shares subject to the usufruct have been approved by the General Meeting of Shareholders.

10. Shares may be the subject of a pledge. The provisions of paragraph 9 of this Article 5 shall be of corresponding application in respect of pledges.

Art. 6. Multiple Beneficiaries

1. If a Share or a right under a pledge or usufruct is owned by more than one person, such joint owners may only be represented towards the Company by one person appointed by them for that purpose. Notice of such appointment shall be given forthwith to the Board of Directors in writing.

2. The Company will recognise only one holder per Share. In case a Share is held by more than one person, the Company has the right to suspend the exercises of all rights attached to that Share until one person has been appointed as the sole owner in relation to the Company.

Art. 7. Issue and transfer of Shares

1. The issue and transfer of Shares shall be made in compliance with article 40 of the Companies' Act.

2. The provisions of paragraph 2 of this Article 7 apply correspondingly to a grant of a right of pledge in respect of Shares, to the grant of a right of usufruct in respect of Shares and to the apportionment of Shares on the division of any jointly held property.

Art. 8. Transfer of Shares

1. Any transfer of Shares shall require the prior approval of the Board of Directors.

2. A request for such approval shall be made to the Company by the transferor stating the number of Shares involved, the price and other conditions of transfer, the name of the person to whom the transferor wishes to transfer those Shares and whether or not the transferor will agree to a transfer of Shares to the Company. The Company shall notify the other Shareholders forthwith after receipt of the aforementioned request.

3. A decision on the request must be taken within two months of receipt thereof. If no decision is announced to the transferor within this term approval shall be deemed to have been granted.

4. A rejection of the request shall nevertheless be deemed to be an approval if the Board of Directors does not at the same time as communicating its rejection to the transferor give the transferor the names of one or more persons - whether existing Shareholders, third parties or the Company itself - who are prepared to purchase the Shares to which the request relates for payment in cash.

5. If the transferor and the prospective purchasers accepted by him do not reach agreement on the purchase price, the purchase price shall be determined by an expert to be appointed by mutual agreement of the transferor and the prospective purchasers. Should no appointment be agreed within three months from receipt of the request for approval referred to in paragraph 2 of this Article 8, the expert, at the request of either party, shall be appointed by the Chairman of the Luxembourg District Court (Président du Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg).

6. The expert referred to in the preceding paragraph shall be authorised to inspect all accounts and records of the Company and to obtain all such information as may be useful in determining his valuation of the Shares.

7. The instructions to the expert shall in any case state that the determination of the purchase price and the valuation report relating thereto must be made known to the Company within three months of his appointment.

8. If the Shareholders or the transferor and the prospective purchasers have agreed to the methods and principles of determination of the purchase price, each of them shall be entitled to submit the written proof of such agreement to the expert who shall then be bound by such methods or principles in his determination of the purchase price.

9. The Company shall inform the transferor and each prospective purchaser of the purchase price determined by the expert and of the contents of the valuation report relating thereto within fourteen days of receipt thereof.

10. The transferor shall have the right to withdraw, provided he shall do so within one month after he has been informed of the price at which he may sell the Shares to which the request related. If the transferor does not exercise this right within that time, the Shares shall be transferred by the transferor against simultaneous payment of the purchase price within one month of the end of that time. If the transferor is obliged to transfer Shares and fails to co-operate in the transfer, the Company shall have the power to effect the transfer, provided that such transfer shall include all the Shares concerned.

11. If the request for approval is granted or deemed to be granted, then the Company will notify the same to all Shareholders and the transfer may take place within three months of receipt of the communication granting approval or the communication deemed to be an approval in accordance with paragraph 4 of this Article 8, or from the expiry of the term referred to in paragraph 3 of this Article 8 as the case may be, against the price stated in the request referred to in the second paragraph above, or if that price is higher, the price determined by the expert.

12. The cost of appointment and the fee of the expert referred to in paragraph 5 of this Article 8 shall be paid:

12.1 by the transferor if he withdraws;

12.2 half by the transferor and half by the purchaser(s) who did not, prior to the appointment of the expert, reach agreement with the transferor as to the price to be paid for the Shares, if the Shares are sold to prospective purchasers named by the Board of Directors, unless the expert decides otherwise. If, pursuant to this paragraph, more than one purchaser Shares in the costs, the aggregate amount owed by them shall be divided among them pro rata to the number of Shares purchased.

13. All requests, communications and notices referred to in this Article 8 shall be sent by registered letter or delivered against receipt.

14. Shares can be transferred without the above procedure being complied with, if the transfer takes place according to a written agreement between all Shareholders.

Art. 9. Compulsory Offer

1. A Shareholder or its successor(s) in title (the «Offeror») must offer his Shares for sale in accordance with the following paragraphs if such Shareholder applies for a moratorium of payments or makes a request to be declared bankrupt or is declared bankrupt pursuant to the request of a third party or any similar status in any jurisdiction.

2. The Offeror must notify the Company of its offer (the «Offer Notice») within one month after the obligation referred to in paragraph 1 of this Article 9 has arisen.

3. The Offer Notice shall constitute an offer to the fellow Shareholders to purchase their pro rata share of the offered Shares at a price which - unless the Offeror and the Shareholders agree otherwise - shall be determined by an independent expert appointed in accordance with the provisions of Article 8, provided that:

3.1 the Offeror:

- (a) is not entitled to withdraw its offer in accordance with paragraph 10 of Article 8; and
- (b) may retain its Shares if the offer is not or not fully taken up or if the General Meeting of Shareholders has authorised the same by way of a resolution adopted by a majority representing more than ninety five per cent (95%) of all votes attached to all issued Shares;

3.2 the expert shall be paid:

- (a) half by the Offeror and half by the purchaser(s). If, pursuant to this paragraph, more than one purchaser Shares in the costs, the aggregate amount payable by such purchasers shall be divided among them pro rata to the number of Shares purchased by them; or
- (b) by the Company if the offer is not or not fully taken up.

4. The Shareholders shall notify the Company and the Offeror of their intent to purchase the Shares offered within thirty (30) days after they have been informed of the price as determined by the expert or agreement is reached between the Offeror and the Shareholders in respect of the purchase price; this notification shall contain the maximum number of Shares they wish to purchase.

5. In the event that any of the fellow Shareholders (i) does not timely respond to the Offer Notice such Shareholder shall be deemed to have notified the Company and the Offeror that it elects not to purchase any of the offered Shares or (ii) notifies the Company and the Offeror that it elects not to purchase its pro rata share of the offered Shares, the remaining Shares shall be pro rata allotted to the Shareholders that did elect to purchase Shares up to the maximum number of Shares they wish to purchase in proportion to the existing shareholdings of the Shareholders who have elected to purchase Shares, provided that, if and to the extent that a candidate shall be allotted more Shares than the maximum amount indicated pursuant to paragraph 4 above, such Shares shall be allotted to the other candidates who have elected to purchase Shares in accordance with the said pro rata allocation until all Shares have been allocated.

6. In the event that the Offeror fails to notify the Company of its obligation to offer Shares for sale in accordance with paragraph 2 of this Article 9, the Company shall by registered mail inform the Offeror about its obligations. If the Offeror still fails to make the offer within ten (10) days of being so informed, the Company shall be irrevocably authorised to offer the Shares for sale to the other Shareholders on behalf of the Offeror and paragraphs 3, 4 and 5 of this Article 9 shall apply mutatis mutandis to such offer. If full use is made of the offer, the Company shall be irrevocably authorised to transfer the ownership of the Shares to the purchaser(s), against simultaneous payment of the purchase price by the purchaser(s). The Company shall pay out to the Offeror the proceeds, after deduction of all costs relating thereto.

Art. 10. Management

1. The Company shall be managed by a Board of Directors consisting of seven members, who shall be appointed by the General Meeting of Shareholders by:

10.1 in the case of the Chairman nominated in terms of paragraph 3.3 of this Article 10, a resolution adopted with the approval of at least 67% of all votes attached to all issued and outstanding Shares; and

10.2 in all other cases by simple majority resolution.

2. Members of the Board of Directors may be suspended or removed from office by the General Meeting of Shareholders at any time by simple majority resolution.

3. The following shall apply to the appointment of the members of the Board of Directors:

3.1 three members shall be appointed from a list of candidates proposed by CVC EUROPEAN EQUITY PARTNERS III LP (which may not include any person who is at the same time a supervisory or managing director of ADISSEO);

3.2 one member shall be appointed from a list of candidates proposed by PAI EUROPE III - A L.P. (which may not include any person who is at the same time a supervisory or managing director of EVIALIS);

3.3 two members shall be appointed from a list of candidates proposed by PROVIMLUX OPERA S.A. (which may not include any person who is at the same time a supervisory or managing director of EVIALIS);

3.4 one member, who shall be the chairman, shall be appointed from a list of candidates proposed by a resolution of the holder of Ordinary C Shares after consultation with the Institutional Investor Holdings, such list to include at least the chief executive officer of PROVIMI S.A. from time to time.

4. If either of PROVIMLUX CVC S.A. and PROVIMLUX OPERA S.A (and its Affiliate(s) holding Shares of another class) (the «Exit Parties) together hold:

4.1 less than 35% of the Shares issued and/or outstanding at that time, the number of members of the Board of Directors that the Affiliate of the Exit Parties shall be entitled to nominate in terms of paragraph 3.1 or 3.2 of this Article 10, as the case may be, shall be reduced to two (2), the number of members of the Board of Directors that the Affiliate of the other Institutional Investor Holding shall be entitled to nominate in terms of paragraph 3.1 or 3.2 of this Article 10, as the case may be, shall be increased to four (4), and they shall procure that the relevant Directors shall resign;

4.2 less than 20% of the Shares issued and/or outstanding at that time, the number of members of the Board of Directors that the Affiliate of the Exit Parties shall be entitled to nominate in terms of paragraph 3.1 or 3.2 of this Article 10, as the case may be, shall be reduced to one (1), the number of members of the Board of Directors that the Affiliate of the other Institutional Investor Holding shall be entitled to nominate in terms of paragraph 3.1 or 3.2 of this Article 10, as the case may be, shall be increased to five (5), and they shall procure that the relevant members of the Board of Directors shall resign;

4.3 less than 5% of the Shares issued and/or outstanding at that time, the Shareholders agree that the number of members of the Board of Directors that the Affiliate of the Exit Parties shall be entitled to nominate in terms of paragraph 3.1 or 3.2 of this Article 10, as the case may be, shall terminate, and the number of members of the Board of Directors that the Affiliate of the other Institutional Investor Holding shall be entitled to nominate in terms of paragraph 3.1 or

3.2 of this Article 10, as the case may be, shall be increased to six (6), and they shall procure that the relevant members of the Board of Directors shall resign,

provided, however, that the implementation of paragraph 4 of this Article 10 shall not trigger for any Party the obligation to launch a tender offer for the Shares of PROVIMI S.A. Should this be the case, the implementation of the provisions of paragraphs 4.1, 4.2 and 4.3 of this Article 10 shall be postponed until there is no such right.

5. The members of the Board of Directors shall be appointed for a period which may not exceed six years and they shall hold office until their successors are elected. Their re-election is authorised.

6. A legal entity may be a member of the Board of Directors.

7. In the event of a vacancy on the Board of Directors because of death, retirement or otherwise, the remaining members of the Board of Directors shall be entitled to co-opt a new Director. The appointment of a new Director in accordance with this provision shall be ratified by the General Meeting of Shareholders in accordance with article 51 of the Companies' Act.

8. The remuneration of the members of the Board of Directors, any rights to bonuses and the further terms of appointment shall be determined by the General Meeting of Shareholders for each member of the Board of Directors individually.

9. The Board of Directors may delegate the daily management to Directors or to third persons who need not be Shareholders of the Company. Delegation of daily management to a member of the Board of Directors is subject to previous authorisation by the General Meeting of Shareholders.

Art. 11. Decision- making of the Board of Directors

1. Subject to paragraph 3 of Article 12, and subject to other specific provisions elsewhere in these Articles of Association, resolutions of the Board of Directors are adopted by a simple majority of the votes validly cast. Each member of the Board of Directors shall have one vote.

2. Meetings of the Board of Directors can be convened by any of its members giving notice to all other members of the Board of Directors in writing at least three working days before the date of the meeting.

3. The person appointed in terms of paragraph 3.3 of Article 10 shall be the chairman of meetings of the Board of Directors. If he is absent at that meeting the meeting shall appoint a chairman from its midst. The chairman of the Board of Directors shall not have a deciding or casting vote.

4. A member of the Board of Directors can be represented at the meeting by one of his fellow members pursuant to a written power of attorney. Such power of attorney may be in respect of only one specifically designated meeting as stated therein.

5. Resolutions can be adopted by the Board of Directors outside a formal meeting, provided that all of its members have been consulted in writing, that they have expressed in writing their opinion on the intended resolution and that a simple majority of them is in favour of the particular resolution.

Art. 12. Powers and Duties of the Board of Directors

1. The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interests. All powers not expressly reserved by the Companies' Act or these Articles of Association to the General Meeting of Shareholders fall within the competence of the Board of Directors.

2. The Board of Directors represents the Company. The Company will be bound by the joint signature of two Directors, one such Director being appointed in terms of paragraph 3.1 of Article 10 and one such Director being appointed in terms of paragraph 3.2 of Article 10 unless paragraph 4.3 of Article 10 applies, in which case the Company will be bound by the joint signature of any two Directors appointed in terms of paragraph 4.3 of Article 10. The Board of Directors may grant power of attorney to any one Director individually empowering him to represent the Company within the limits set by such power of attorney. In the event of a conflict of interest between a Director and the Company, the Company shall be represented by two other Directors, without prejudice to the power of the General Meeting of Shareholders to appoint one or more other persons to represent the Company in such event.

3. Unless paragraph 4 of this Article 12 applies, the Board of Directors shall require the prior approval:

3.1 if paragraph 3 of Article 10 applies, of at least five out of seven of the Directors, such majority to include at least:

- (i) one of the Directors appointed in terms of paragraph 3.1 of Article 10; and
- (ii) one of the Directors appointed in terms of paragraph 3.2 of Article 10;

3.2 if paragraph 4 of Article 10 applies, of at least five out of seven of the Directors from time to time:

for executive decisions that involve:

- (a) exercising any voting right of any PROVIMI S.A Shares;
- (b) paying any dividends or repurchasing or redeeming any securities;
- (c) approving any investments or other expenditure not provided for in the annual budget totalling in any one financial year more than € 250,000 but less than € 2,500,000;
- (d) subject also to the approval requirements set out in paragraph 5 of this Article 12, acquiring or disposing of any PROVIMI S.A. Shares;

(e) the instigation or settlement of any litigation or arbitration proceedings by the Company, except in the ordinary course of business involving amounts of less than € 250,000 in total in any one financial year or if action needs to be taken urgently, in which case the matter shall immediately thereafter be brought to the Board of Directors' attention for its approval;

(f) the appointment or termination of employment of any senior executive or non executive Director, the variation of the remuneration or other benefits of any such employee, the appointment or termination of employment of any other employee whose gross salary (exclusive of any bonuses) is or is to be in excess of € 150,000 a year, and the variation of the remuneration or other benefits of any such employee;

(g) borrowing monies or entering into any other financing arrangements, involving in excess of € 250,000 in any one financial year other than drawing under previously approved credit arrangements;

(h) lending monies in excess of € 100,000 per loan; except the extension of credit to customers in the ordinary course of business;

(i) entering into a material long term direct or indirect co-operation, joint venture or merger with another person or any reorganisation, or modifying or terminating same;

(j) entering into a material contract, or modifying or terminating same, or entering into, modifying or terminating any contract with a related party;

(k) direct or indirect participation in the capital of another entity or changing the size of such participation;

(l) establishing pension plans and granting pension rights in excess of those arising from existing pension arrangements;

(m) issuance of debt instruments by the Company or the issuance of debt instruments by a limited partnership or a general partnership of which the Company is the general partner with full liability;

(n) application for listing or withdrawal of the listing of the debt instruments referred to in subparagraph (m) on the official list of any exchange;

(o) entry into or termination of a lasting co-operation by the Company or a dependent company with another legal person or partnership or as general partner with full liability in a limited partnership or general partnership if such co-operation or the termination thereof of far-reaching significance for the Company;

(p) acquisition of a participation by the Company or any member of its subsidiaries in the capital of another company, the value of which equals at least the sum of one-quarter of the issued capital and the reserves of the participating company, as shown in its balance sheet with explanatory notes and any far-reaching change in the size of any such participation;

(q) investments requiring an amount equal to at least the sum of one-quarter of the issued share capital and the reserves of the Company as shown in its balance sheet with explanatory notes;

(r) termination of the employment contract of a considerable number of employees at the same time or within a short time-span;

(s) a far-reaching change in the working conditions of a considerable number of employees;

(t) a proposal to reduce the issued capital of the Company;

(u) a proposal to change the reporting systems where this involves an expenditure of more than € 250,000.- in any one financial year to the extent not already provided for in any approved budget;

(v) designation of the persons entitled to acquire Depositary Receipts issued by STICHTING MANAGEMENT;

4. The Board of Directors shall require the prior approval of more than sixty seven per cent (67%) of the votes of all issued and outstanding Shares for executive decisions that involve:

4.1 if pre-emptive rights are not to be excluded: the issue of Shares; options, warrants or other securities in the Company; and such an issue where pre-emptive rights are to be excluded but only if the issue is proposed to prevent or cure any default or possible default under any banking facilities affecting the PROVIMI S.A. Group;

4.2 approval of the annual financial statements of the Company;

4.3 adoption of the annual budget of the Company;

4.4 approving any investments or other expenditure by the Company. not provided for in the annual budget and in excess of € 2,500,000 in total in any one financial year;

4.5 changes in the nature of the business of the PROVIMI S.A. Group;

4.6 acquiring or disposing of any material companies, businesses or assets, and the commencement of new business activities, except if referred to in the adopted annual budget;

4.7 appointment or dismissal of auditors, which can only be an international firm of high repute;

4.8 changes in the accounting policies adopted by the Company;

4.9 the delegation by the Directors of any member of the PROVIMI S.A. Group of any of their powers to a person or committee that would conflict with the approval requirements set out in the Articles of Association;

4.10 the creation of any encumbrance over any assets of the Company and the giving of any guarantee by the Company, other than in the ordinary course of trading and having a value totalling less than € 100,000 in any one financial year;

4.11 granting to any holder of Depositary Receipts, any additional rights in terms of any existing or future incentive scheme operated by or behalf of the Company;

4.12 any approval, authorisation or designation to be granted pursuant to the Articles of Association or Administrative Conditions.

5. The Board of Directors shall require the prior approval of PROVIMLUX CVC S.A. and PROVIMLUX OPERA S.A for executive decisions that involve the acquisition of PROVIMI S.A. Shares.

6. The Board of Directors shall require the prior approval of more than ninety five per cent (95%) of the votes attached to all issued and outstanding Shares for executive decisions that involve:

6.1 proposals to amend the Company's Articles of Association, amendments to the Articles of Association of STICHTING MANAGEMENT or the Administrative Conditions;

6.2 proposals for the voluntary dissolution or winding-up of the Company;

6.3 filing for bankruptcy or moratorium of payments or a similar status in a foreign jurisdiction of or in relation to the Company;

6.4 if pre-emptive rights are to be excluded: the issue of Shares, options, warrants or other securities in the Company; unless such an issue is proposed to prevent or cure any default or possible default under any banking facilities affecting the PROVIMI S.A. Group.

7. The General Meeting of Shareholders may designate certain other, specifically stated executive decisions for which the Board of Directors shall require the prior approval of either the General Meeting of Shareholders, or the Meeting of holders of a certain class of Shares, and the General Meeting of Shareholders may determine that such approval shall require a certain majority of votes cast and/or quorum. Such requirement may be imposed for a determined or undetermined period of time, and may be revoked at any moment.

8. The General Meeting of Shareholders shall inform all members of the Board of Directors forthwith of each resolution to extend the approval requirements set out in paragraphs 3 to 7 of this Article 12.

9. Transactions between the Company and the holder of any Shares in the issued share capital of the Company or any depository receipts issued for Shares, or between the Company and the spouse of such Shareholder or holder of depository receipts, must be recorded in writing. If the provision set out in the first sentence is not complied with, the relevant transaction is voidable in favour of the Company.

10. The provision of the previous paragraph does not apply to transactions falling within the ordinary course of business of the Company.

Art. 13. General Meeting of Shareholders

1. All powers not entrusted to the Board of Directors or to others shall vest in the General Meeting of Shareholders within the limits defined by statute and these Articles of Association.

Art. 14. Annual Meetings

1. The Annual General Meeting of Shareholders shall be held in Luxembourg, at the registered office of the Company on the third Thursday of June at 2.00 p.m. and for the first time in the year two thousand three.

2. If such day is a legal holiday, the Annual General Meeting of Shareholders shall be held on the next following business day.

3. Any other General Meeting of the Shareholders, ordinary or extraordinary, may be held at such place and time as may be specified in the respective notice of meetings.

4. The Board of Directors and the auditors may convene an Extraordinary General Meeting of Shareholders. It must be convened at the request of Shareholders representing one fifth of the Company's issued share capital.

Art. 15. Place and Convocation

1. The Annual General Meeting of Shareholders may only be held abroad if, in the absolute and final judgement of the Board of Directors, exceptional circumstances so require. Resolutions can only be validly adopted in a General Meeting of Shareholders held elsewhere if the entire issued share capital is represented.

2. General Meetings of Shareholders shall be convened by means of notices sent not later than fifteen days before the meeting by the Board of Directors to the Shareholders specified in the register referred to in Article 5. The convening notices shall state the agenda to be discussed, entirely without prejudice to the provisions of Article 25 concerning proposals to amend these Articles of Association or to wind up the Company.

3. At General Meetings of Shareholders which have been convened without due observance of the formalities mentioned in paragraph 2 of this Article 15, no resolution may be validly adopted unless it is adopted unanimously and the entire issued share capital is represented at the meeting.

Art. 16. Chairman, Secretary and Minutes

1. General Meetings of Shareholders shall be chaired by the person appointed for that purpose by the General Meeting itself. The Chairman shall then appoint a Secretary for that Meeting, which person need not be a Shareholder.

2. The Chairman or the Board of Directors may instruct a civil law notary to draw up an official record of the General Meeting at the expense of the Company.

3. Unless an official record of the General Meeting is drawn up by a civil law notary, minutes shall be drawn up at the General Meeting by the Secretary. The Minutes shall be adopted and signed by the Chairman and the Secretary of the appropriate General Meeting in witness thereof, or shall be adopted by the next General Meeting of Shareholders and in witness thereof signed by the Chairman and Secretary of that General Meeting.

4. The Board of Directors keeps a written record of all resolutions. Such records will be held available for inspection by the Shareholders at the office of the Company. Copies or extracts of such records will be provided to the Shareholders free of charge or at cost price.

Art. 17. Voting Rights

1. Subject to paragraphs 2 and 3 of this Article 17 and subject to limitations imposed by law, each share is entitled to one vote. Shareholders may be represented at General Meetings by a proxy appointed by an instrument in writing.

2. Shares held by the Company or by a subsidiary carry no right to vote in a General Meeting of Shareholders in accordance with provision of articles 49-2 and following of the Companies' Act.

3. In determining what proportion of Shareholders exercise their votes, are present or represented, or what proportion of the share capital is provided or represented, the Shares in respect of which no voting rights can be exercised pursuant to statute shall not be taken into account.

Art. 18. Voting Procedure

1. To the extent permitted by law, any resolution of a General Meeting of Shareholders may only be adopted at a meeting at which at least fifty percent (50%) of the issued share capital is present or represented.

2. To the extent permitted by law and unless otherwise stipulated in these Articles of Association, any decision of the General Meeting of the Shareholders must be adopted by at least 67% of the votes of the Shareholders present or represented.

3. Voting shall take place orally, provided that if the proposed resolution concerns the election of persons, and it is so requested by a person entitled to vote, voting shall be by a secret ballot. Voting in any other manner, for example by acclamation, shall be permissible unless a person entitled to vote objects thereto.

4. When these Articles of Association refer to decisions requiring a certain proportion or percentage of the votes at a General Meeting of Shareholders, such requirement shall be satisfied only if the number of votes exercised in favour of the decision is at least equal to the relevant portion or percentage of the total number of votes that could be exercised at the meeting concerned if all relevant Shareholders were present or represented there.

Art. 19. Voting procedures in different classes of Shares

According to article 68 of the Companies' Act, where there is more than one class of Shares and the resolution of the General Meeting of Shareholders is such as to change the respective rights thereof, the resolution must, in order to be valid, fulfil the conditions as to attendance as laid down in article 67-1 of the Companies' Act and as to majority as laid down in these Articles of Association with respect to each class.

Art. 20. Statutory auditor

The Company is supervised by one or several statutory auditors, who are appointed by the General Meeting of Shareholders which fixes their number and their remuneration. The duration of the term of office of an auditor is fixed by the General Meeting of Shareholders. It may not, however, exceed six years.

Art. 21. Financial Year and Annual Accounts

1. The financial year of the Company shall be the calendar year.

2. The annual accounts shall be signed by all members of the Board of Directors and shall be submitted to the General Meeting of Shareholders for adoption. If the signature of one or more of the members of the Board of Directors is missing, this fact and the reason for such absence shall be stated.

3. The Board of Directors draws up the annual accounts according to the applicable legal requirements. It submits these documents, with a report of the Company's operations, to the statutory auditor(s) at least one month before the Statutory General Meeting of Shareholders.

Art. 22. Inspection of Annual Accounts

1. Fifteen days before the General Meeting of Shareholders, the annual accounts, the annual report and any other information required under article 73 of the Companies' Act, as amended, shall be available for inspection by the Shareholders at the Company's offices.

2. Free copies of the documents referred to in this Article 22 shall be made available by the Company to the Shareholders.

Art. 23. Legal reserve

Five (5) percent of the net profit of the Company shall be allocated to the legal reserve fund. Such allocation will cease to be compulsory when the reserve fund reaches ten (10) percent of the issued share capital of the Company.

Art. 24. Distribution of Profits

1. Insofar as the Company has a profit, and subject to the approval of the Board of Directors in terms of paragraph 3 of Article 12, the General Meeting of Shareholders may resolve to distribute a dividend to the Shareholders.

2. Insofar as the Company has a profit, and subject to the approval of the Board of Directors in terms of paragraph 3 of Article 12, the General Meeting of Shareholders may decide to pay an interim dividend, provided always paragraph 1 of this Article 24 and article 72-2 of the Companies' Act are complied with.

3. Dividends (including interim dividends) shall be made payable at the Company's offices from the date the dividend is declared, unless the resolution concerned shall provide for a different date or place.

Art. 25. Amendment of Articles of Association and Winding-Up

1. If resolutions to amend these Articles of Association shall be proposed to the General Meeting of Shareholders, the intention to propose such resolution must be stated in the relevant notice convening the General Meeting of Shareholders.

2. Any person who issues such a notice containing reference to an amendment of the Articles of Association must at the same time deposit a copy of the relevant motion, in which the proposed amendment is quoted verbatim, at the Company's offices and such motion shall be made available for inspection by each Shareholder until the end of the Meeting. If this procedure is not followed, no resolution can be validly adopted on the motion, save a resolution which is adopted unanimously in a Meeting at which the entire issued capital is represented.

3. Between the day of deposit of the motion, referred to in the previous paragraph, and the day of the General Meeting of Shareholders, the Shareholders shall be given an opportunity to obtain a copy of such motion from the Company free of charge.

4. A resolution as referred to in this Article 25 must be adopted by a majority representing at least ninety five per cent (95%) of all votes attached to all issued and outstanding Shares, unless the amendment concerns an increase of the issued share capital within the framework of the authorised share capital as contemplated in Article 3 for which purposes the Board of Directors has been specifically empowered.

Art. 26. Liquidation

1. The Company may be dissolved by a decision of the General Meeting of Shareholders voting with the same quorum and majority as for the amendment of the articles of association.

2. In the event of the winding-up of the Company its liquidation shall be carried out by the Board of Directors, unless the General Meeting of Shareholders should, in the winding-up resolution or later, determine otherwise.

3. The balance remaining after liquidation shall be applied towards payments to the Shareholders pro rata to the number of Shares held by them at the date of the liquidation.

4. After completion of the liquidation, the accounts and records of the dissolved Company shall, during the period of time prescribed by statute, remain in the custody of the liquidator unless the General Meeting of Shareholders should, in the winding-up resolution or later, determine otherwise.

Art. 27. General dispositions

As regards the matters which are not specified in the present Articles of Association, the Shareholders refer and submit to the provisions of the Companies' Act.

Art. 28. Definitions and Interpretation

1. The following capitalised terms used in these Articles of Association have the following meaning:

Affiliate:	means in relation to any party, any direct or indirect subsidiary or parent entity of that party and any direct or indirect subsidiary of the parent entity of that party or any party or fund that is managed or advised by the same investment advisor or group of investment advisors;
Articles of Association:	means these articles of association;
Articles of Association of STICHTING MANAGEMENT:	means the articles of association of the holder of the Ordinary C Shares;
Administrative Conditions:	means the conditions of deposit governing the issue of Depositary Receipts;
Chairman:	means the chairman of the Board of Directors of the Company;
Companies' Act:	means the Law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended;
Depositary Receipts:	means depositary receipts governed by the laws of The Netherlands issued (a) either by the holder of Ordinary C Shares or (b) the holder of Ordinary D Shares;
Institutional Investor Holdings:	means holders of Ordinary A Shares and holders of Ordinary B Shares;
PROVIMI S.A. Group:	means PROVIMI S.A. and all companies and other entities directly or indirectly controlled by PROVIMI S.A.; and

2. Where in these Articles of Association «Shares» and «Shareholders» are mentioned, these shall be understood to mean all Shares of all classes and holders of all classes of Shares respectively, unless explicitly stated otherwise.

3. References to «written» and «in writing» shall mean by letter, telex, e-mail or facsimile.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges, in any form whatsoever, which shall be borne by the company as a result of the present deed, are estimated at approximately twenty-three thousand and six hundred euros.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction française:

L'an deux mille deux, le vingt et un novembre.

Par-devant Maître Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est réunie une Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme PROVIMLUX INVESTMENTS S.A., ayant son siège social à L-1724 Luxembourg, 31-33, boulevard du Prince Henri. La société susvisée a été constituée par devant le notaire Jacques Delvaux résidant à Luxembourg suivant acte reçu le 1^{er} août 2002, en voie de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

L'assemblée est présidée par Monsieur Xavier Pauwels, employé privé, demeurant à Luxembourg, qui désigne comme secrétaire Monsieur Patrick Van Hees, juriste, demeurant à Messancy, Belgique.

L'assemblée choisit comme scrutateur Mademoiselle Rachel Uhl, juriste, demeurant à Kédange, France.

Le Président prie le notaire d'acter que:

I. Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations ne varietur, signées par les comparants et le notaire instrumentant resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II. Il ressort de la liste de présence que les 24.800 actions ordinaires représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont représentées à la présente assemblée. Tous les actionnaires déclarent avoir été informés de l'ordre du jour préalablement à la tenue de l'assemblée et avoir renoncé à toutes formalités et conditions de convocation. L'assemblée est dès lors constituée «régulièrement» et peut valablement délibérer et décider de l'ordre du jour cité ci-dessous.

III. L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Décision de modifier partiellement l'objet statutaire de la Société dans le but d'élargir le champ d'activités de la Société.
2. Décision de créer différentes catégories d'actions et de modifier la dénomination des actions existantes avec les droits tels que définis dans les statuts.
3. Décision d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de 1.924.298,75 EUR (un million neuf cent vingt-quatre mille deux cent quatre-vingt-dix-huit euros et soixante-quinze cents) pour l'élever de son montant actuel de 31.000 EUR (trente et un mille euros) à 1.955.298,75 EUR (un million neuf cent cinquante-cinq mille deux cent quatre-vingt-dix-huit euros et soixante-quinze cents) par l'émission de 745.594 (sept cent quarante-cinq mille cinq cent quatre-vingt-quatorze) Actions Ordinaires A, 745.594 (sept cent quarante-cinq mille cinq cent quatre-vingt-quatorze) Actions Ordinaires B, 45.363 (quarante-cinq mille trois cent soixante-trois) Actions Ordinaires C et 2.888 (deux mille huit cent quatre-vingt-huit) Actions Ordinaires D, d'une valeur nominale de 1,25 EUR (un euro et vingt-cinq cents) chacune, et libérées par un apport en numéraire de 1.924.298,75 EUR (un million neuf cent vingt-quatre mille deux cent quatre-vingt-dix-huit euros et soixante-quinze cents).
4. Déclaration des actionnaires qu'ils ont reçu et accepté le rapport spécial du Conseil d'Administration, de renoncer à leurs droits préférentiels de souscription des nouvelles Actions Ordinaires A, B, C et D à la valeur nominale de 1,25 EUR (un euro et vingt-cinq cents) par action et souscrites comme indiqué dans la sixième résolution.
5. Reconnaissance de la renonciation des actionnaires existants à leurs droits préférentiels de souscription.
6. Souscription et libération de nouvelles actions et acceptation de deux nouveaux actionnaires.
7. Décision de créer un capital autorisé.
8. Décision de modifier la procédure applicable à la nomination des membres du Conseil d'Administration de la Société.
9. Décision d'accepter la démission de deux administrateurs et de nommer trois nouveaux administrateurs.
10. Décision de modifier les pouvoirs et les tâches du Conseil d'Administration.
11. Modification et nouvelle rédaction des Statuts de la Société.
12. Divers.

Après délibération, les résolutions suivantes ont été adoptées à l'unanimité:

Première résolution

L'Assemblée Générale décide de modifier l'objet statutaire de la Société dans le but d'élargir le champ d'activités de la Société. En conséquence de cette décision, l'Assemblée Générale décide de remplacer le texte de l'article 2 actuel par un nouvel article 2 qui aura la teneur suivante:

«Art. 2. Objet

1. L'objet de la société est:

(a) de financer des sociétés et autres entreprises, emprunter, prêter et lever des fonds, participer à tous les types de transaction financière, y-compris l'émission d'obligations, des billets à ordre ou d'autres valeurs ou preuves d'endettement, investir dans des valeurs dans le sens le plus large du mot, accorder des garanties, lier la société et accorder des sécurités sur ses actifs pour les obligations de sociétés et d'autres entreprises avec lesquelles elles forment un groupe et de tierces personnes;

(b) de constituer et de participer sous quelque forme que ce soit, de gérer, de superviser et de coopérer avec des sociétés et autres entreprises, d'acquérir, de garder, de vendre ou selon toute autre manière, gérer toute sorte de participations et d'intérêts dans d'autres sociétés et dans d'autres entreprises, de participer dans des «joint-ventures» avec d'autres sociétés et entreprises;

(c) d'acquérir, de gérer, d'opérer, de grever ou d'aliéner des biens mobiliers et immobiliers ainsi que tout autre droit ou intérêt dans un bien mobilier ou immobilier;

(d) d'obtenir, d'exploiter et d'aliéner des brevets et autres droits de propriété intellectuelle, d'acquérir et d'octroyer des licences, des sous-licences et des droits similaires de n'importe quel nom et description et si nécessaire, de protéger des droits des brevets et autres droits de propriété intellectuelle, licences, sous-licences et droits similaires contre des violations de tiers;

(e) de s'engager de quelque façon que ce soit dans toute activité commerciale, de n'importe quelle nature.

2. Les objets indiqués dans le paragraphe précédent seront interprétés dans le sens le plus large afin d'inclure n'importe quelle activité ou but qui y soit relatif.

3. Dans la poursuite de ses activités, la Société tiendra également compte des intérêts du groupe de sociétés et entreprises avec lesquels elle est affiliée.»

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale décide de créer différentes catégories d'actions de la Société, appelées «Actions Ordinaires A», «Actions Ordinaires B», «Actions Ordinaires C», «Actions Ordinaires D», avec les droits attachés comme prévu par les Statuts et de modifier l'article 3 en conséquence.

L'Assemblée Générale décide que les actions émises lors de la constitution de la Société devraient être modifiées comme suit:

- les 12.400 (douze mille quatre cents) actions ordinaires détenues par PROVIMLUX CVC S.A sont converties en 12.400 (douze mille quatre cents) Actions Ordinaires A;

- les 12.400 (douze mille quatre cents) actions ordinaires détenues par PROVIMLUX OPERA S.A sont converties en 12.400 (douze mille quatre cents) Actions Ordinaires B.

Troisième résolution

L'Assemblée Générale décide d'augmenter le capital actuellement souscrit de la Société d'un montant de 1.924.298,75 EUR (un million neuf cent vingt-quatre mille deux cent quatre-vingt-dix-huit euros et soixante-quinze cents) pour l'élever de son montant actuel de 31.000 EUR (trente et un mille euro) à 1.955.298,75 EUR (un million neuf cent cinquante-cinq mille deux cent quatre-vingt-dix-huit euros et soixante-quinze cents) par l'émission de 745.594 (sept cent quarante-cinq mille cinq cent quatre-vingt-quatorze) Actions Ordinaires A, 745.594 (sept cent quarante-cinq mille cinq cent quatre-vingt-quatorze) Actions Ordinaires B, 45.363 (quarante-cinq mille trois cent soixante-trois) Actions Ordinaires C et 2.888 (deux mille huit cent quatre-vingt-huit) Actions Ordinaires D, d'une valeur nominale de 1,25 EUR (un euro et vingt-cinq cents) chacune, et libérées par un apport en numéraire de 1.924.298,75 EUR (un million neuf cent vingt-quatre mille deux cent quatre-vingt-dix-huit euros et soixante-quinze cents).

Quatrième résolution

Les actionnaires déclarent avoir reçu et accepté le rapport spécial du Conseil d'Administration de renoncer à leurs droits préférentiels de souscription des Actions Ordinaires A, B, C et D à la valeur nominale de 1.25 EUR (un euro et vingt-cinq cents) par action au moyen du capital souscrit tel qu'augmenté suite à la troisième résolution et souscrit comme indiqué dans la sixième résolution ci-dessous.

Cinquième résolution

L'Assemblée Générale reconnaît que les actionnaires ont renoncé à leurs droits préférentiels de souscription.

Sixième résolution

L'Assemblée Générale décide d'accepter deux nouveaux actionnaires:

- STICHTING ADMINISTRATIEKANTOOR BENELUX INVESTMENTS, dont le siège social se trouve au World Trade Centre, Schiphol Tower B, 6th floor, Schiphol Boulevard 285, 1118 BH Schiphol Airport, Pays-Bas;
- STICHTING MANAGEMENT PROVIMLUX INVESTMENTS, dont le siège social se trouve au Veerlaan 17-23, 3072 AN Rotterdam, Pays-Bas.

L'Assemblée Générale décide d'accepter des souscriptions pour de telles nouvelles actions lesquelles sont entièrement libérées par des apports en numéraire sur un compte bancaire de la Société, de sorte que le montant de 1.924.298,75 EUR (un million neuf cent vingt-quatre mille deux cent quatre-vingt-dix-huit euros et soixante-quinze cents) est actuellement à la disposition de la Société, dont preuve a été fournie au notaire, comme suit:

- PROVIMLUX CVC SA: 745.594 (sept cent quarante-cinq mille cinq cent quatre-vingt-quatorze) Actions Ordinaires A d'une valeur nominale de 1,25 EUR (un euro et vingt-cinq cents);
- PROVIMLUX OPERA S.A.: 745.594 (sept cent quarante-cinq mille cinq cent quatre-vingt-quatorze) Actions Ordinaires B d'une valeur nominale de 1,25 EUR (un euro et vingt-cinq cents);
- STICHTING MANAGEMENT PROVIMLUX INVESTMENTS: 45.363 (quarante-cinq mille trois cent soixante-trois) Actions Ordinaires C d'une valeur nominale de 1,25 EUR (un euro et vingt-cinq cents);
- STICHTING ADMINISTRATIEKANTOOR BENELUX INVESTMENTS: 2.888 (deux mille huit cent quatre-vingt-huit) Actions Ordinaires D d'une valeur nominale de 1.25 EUR (un euro et vingt-cinq cents).

Septième résolution

L'Assemblée Générale décide de créer un capital autorisé comme suit:

1. [...];
2. Le capital non émis mais autorisé de la Société est fixé à € 1.583.112,50 (un million cinq cent quatre-vingt-trois mille cent douze euros et cinquante cents).
3. Le capital social peut être augmenté d'un montant de € 642.987,5 (six cent quarante-deux mille neuf cent quatre-vingt-sept euros et cinquante cents) c.à.d 514.390 Actions sur l'initiative du Conseil d'Administration selon les dispositions et les conditions définies ci-après par la création et l'émission de nouvelles Actions Ordinaires A ayant une valeur nominale de un euro et vingt-cinq cents (€ 1,25) par Action, étant entendu que:
 - 3.1 l'autorisation expirera le premier anniversaire après la date de la tenue de l'assemblée générale du 21 novembre 2002, étant entendu qu'à la fin de cette période, une nouvelle période d'autorisation peut être octroyée par résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires;
 - 3.2 le Conseil d'Administration a été autorisé à émettre de nouvelles Actions Ordinaires A en une ou plusieurs étapes telles qu'il le détermine de temps en temps.
4. Le capital social de la société peut être augmenté d'un montant de € 642.987,5 (six cent quarante-deux mille neuf cent quatre-vingt-sept euros et cinquante cents) sur l'initiative du Conseil d'Administration selon les dispositions et les conditions définies ci-après par la création et l'émission de nouvelles Actions Ordinaires B ayant une valeur nominale de un euro et vingt-cinq cents (€ 1,25) par Action, étant entendu que:
 - 4.1 l'autorisation expirera le premier anniversaire après la date de la tenue de l'assemblée générale du 21 novembre 2002, étant entendu qu'à la fin de cette période, une nouvelle période d'autorisation peut être octroyée par résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires;
 - 4.2 le Conseil d'Administration a été autorisé à émettre de nouvelles Actions Ordinaires B en une ou plusieurs étapes telles qu'il le détermine de temps en temps.
5. Le capital social de la Société peut être augmenté d'un montant de € 297.137,5 (deux cent quatre-vingt-dix-sept mille cent trente sept euros et cinquante cents) c.à.d. 237.710 Actions sur l'initiative du Conseil d'Administration selon les dispositions et les conditions définies ci-après par la création et l'émission de nouvelles Actions Ordinaires C ayant une valeur nominale de un euro et vingt-cinq cents (€ 1,25) par Action, étant entendu que:

5.1 l'autorisation expirera le premier anniversaire après la date de la tenue de l'assemblée générale du 21 novembre 2002, étant entendu qu'à la fin de cette période, une nouvelle période d'autorisation peut être octroyée par résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires;

5.2 le Conseil d'Administration est autorisé à émettre de nouvelles Actions Ordinaires C en une ou plusieurs étapes telles qu'il le détermine de temps en temps.

6. Le Conseil d'Administration est autorisé à faire tout ce qui est nécessaire pour modifier cet article 3 afin de refléter les changements apportés au capital social suivant une augmentation décrite aux paragraphes 3 à 6 de cet article 3; le Conseil d'Administration est autorisé à prendre ou à autoriser toutes les mesures nécessaires pour l'exécution et la publication de telles modifications en conformité avec la loi. Par ailleurs, le Conseil d'Administration peut déléguer à toute autre personne dûment autorisée le pouvoir d'accepter des souscriptions et de recevoir paiement pour les Actions représentant tout ou partie du montant du capital social ainsi augmenté.

7. Les Actions sont indivisibles, nominatives et seront numérotées consécutivement à partir de un. Aucun certificat d'Action ne sera émis.

8. Sous réserve des paragraphes 3 à 6 du présent article 3, les Actions non encore émises seront émises au prix, aux conditions et au moment déterminés par l'Assemblée Générale des Actionnaires, à conditions que les Actions ne soient pas émises à un prix inférieur à leur valeur nominale. Lorsque le prix payable à la Société pour des Actions nouvellement émises excède la valeur nominale de ces Actions, cet excédent sera traité dans les livres de la Société comme une prime d'émission pour la catégorie d'Actions considérée.

9. En cas d'émission d'Actions nouvelles, chaque détenteur d'Action de la catégorie concernée aura un droit préférentiel de souscription proportionnellement à sa détention actuelle de telles Actions. Si de tels Actionnaires ne souscrivent pas toutes les Actions, tous les Actionnaires auront un droit préférentiel de souscription de telles Actions proportionnellement à leur détention actuelle d'Actions. De tels droits préférentiels de souscription peuvent être limités ou exclus par résolution de l'Assemblée Générale des Actionnaires, pourvu qu'une telle limitation ou exclusion soit dans chaque cas applicable à seulement une émission particulière d'Actions.

10. A l'exception d'émissions d'Actions proposées afin de prévenir ou de réparer une faute ou une faute possible selon toute facilité bancaire affectant le Groupe PROVIMI S.A., les résolutions de l'Assemblée Générale des Actionnaires visées au paragraphe 10 de cet article 3 ne seront valablement prises qu'à la majorité représentant au moins quatre vingt quinze pour cent (95%) de tous les votes attachés à toutes les Actions émises.

11. Les résolutions du Conseil d'Administration visées dans cet article 3 ne seront valablement adoptées qu'à la majorité déterminée par le paragraphe 3 de l'article 12.

12. Les dispositions des paragraphes 9 et 10 de cet article 3 sont applicables mutatis mutandis à l'octroi de droits de souscription d'Actions.

13. Sauf dans la mesure où la loi le permet, la Société n'octroiera pas de garanties, ne garantira pas un prix et ne s'engagera d'aucune autre manière ni ne se déclarera conjointement ou indéfiniment responsable avec ou pour d'autres dans le but de permettre à des tiers de souscrire ou d'acquérir des Actions dans son capital.

14. La société peut, dans la limite fixée par la loi et les présents Statuts, racheter ses propres Actions

Huitième résolution

L'Assemblée Générale décide d'introduire dans les Statuts la procédure suivante applicable à la nomination des membres du Conseil d'Administration de la Société:

1. La Société est gérée par un Conseil d'Administration composé de sept membres qui sont nommés par l'Assemblée Générale des Actionnaires par:

1.1 une résolution adoptée par 67% de toutes les voix attachées à toutes les Actions émises, dans le cas d'un Président nommé suivant le paragraphe 3.3 de cet article 10, et

1.2 une résolution adoptée à la majorité simple dans tous les autres cas.

2. Les membres du Conseil d'Administration peuvent être suspendus ou révoqués à tout moment par l'Assemblée Générale des Actionnaires par une résolution adoptée à la majorité simple.

3. Ce qui suit sera applicable à la nomination des membres du Conseil d'Administration:

3.1 trois membres seront nommés parmi une liste de candidats proposés par CVC EUROPEAN EQUITY PARTNERS III LP (laquelle ne pourrait pas inclure des personnes qui sont en même temps des supervising or managing directors de ADISSEO).

3.2 un membre sera nommé parmi une liste de candidats proposés par PAI EUROPE III - A L.P. (laquelle ne pourrait pas inclure des personnes qui sont en même temps des supervising or managing directors de EVIALIS).

3.3 deux membres seront nommés parmi une liste de candidats proposés par PROVIMLUX OPERA S.A. (laquelle ne pourrait pas inclure des personnes qui sont en même temps des supervising or managing directors de EVIALIS).

3.4 un membre, qui sera le Président, sera nommé parmi une liste de candidats proposés par résolution du détenteur d'Actions Ordinaires C après consultation avec Institutional Investor Holding, une telle liste devant inclure au moins le chief executive officer de PROVIMI SA de temps en temps.

4. Si n'importe lesquels des PROVIMLUX CVC S.A. et de PROVIMLUX OPERA S.A. (et ses Affiliés détenant des actions d'une autre catégorie) (les «Parties Sortantes») détiennent ensemble:

4.1 moins de 35% des Actions émises à ce moment, le nombre de membres du Conseil d'Administration que les Affiliés des Parties Sortantes seront en droit de nommer en vertu des paragraphes 3.1 ou 3.2 du présent article 10, selon le cas, sera réduit à deux (2), le nombre de membres du Conseil d'Administration que les Affiliés des autres Institutional Investor Holding seront en droit de nommer en vertu des paragraphes 3.1 ou 3.2 du présent article 10, selon le cas, sera élevé à quatre (4), et ils devront obtenir la démission des membres du Conseil d'Administration correspondants;

4.2 moins de 20% des Actions émises à ce moment, le nombre de membres du Conseil d'Administration que les Affiliés des Parties Sortantes seront en droit de nommer en vertu des paragraphes 3.1 ou 3.2 du présent article 10, selon

le cas, sera réduit à un (1), le nombre de membres du Conseil d'Administration que les Affiliés des autres Institutional Investor Holding seront en droit de nommer en vertu des paragraphes 3.1 ou 3.2 du présent article 10, selon le cas, sera élevé à cinq (5), et ils devront obtenir la démission des membres du Conseil d'Administration correspondants;

4.3 moins de 5% des Actions émises à ce moment, les Actionnaires s'accordent à ce que le nombre de membres du Conseil d'Administration que les Affiliés des Parties Sortantes seront en droit de nommer en vertu des paragraphes 3.1 et 3.2 du présent article 10, selon le cas, soit réduit à néant, le nombre de membres du Conseil d'Administration que les Affiliés des autres Institutional Investor Holding seront en droit de nommer en vertu des paragraphes 3.1 et 3.2 du présent article 10, selon le cas, soit élevé à six (6) Administrateurs, et ils devront obtenir la démission des membres du Conseil d'Administration correspondants,

pourvu, toutefois, que la mise en oeuvre du paragraphe 4 du présent article 10 ne déclenche pour aucune des Parties l'obligation de lancer une offre pour les actions de PROVIMI S.A. Si cela était le cas, la mise en oeuvre des dispositions des paragraphes 4.1, 4.2 et 4.3 du présent article 10 devra être reconduite jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de tel droit.

5. Les Administrateurs seront nommés pour une période ne pouvant excéder six ans et ils devront assurer leur mandat jusqu'à l'élection de leurs successeurs. Leur réélection est autorisée.

6. Une personne morale peut être membre du Conseil d'Administration.

7. Dans le cas de vacance de poste pour cause de décès, retraite ou autre, les membres du Conseil d'Administration restants sont autorisés à coopter un nouvel administrateur. La nomination d'un nouvel Administrateur conformément à cette disposition devra être ratifiée par l'Assemblée Générale des Actionnaires en accord avec l'article 51 de la Loi sur les sociétés commerciales.

8. La rémunération des membres du Conseil d'Administration, tout droit à des primes ainsi que les autres conditions de la nomination seront déterminés par l'Assemblée Générale pour chaque membre du Conseil d'Administration individuellement.

9. Le Conseil d'Administration peut déléguer la gestion courante à des administrateurs ou à des tiers qui ne doivent pas nécessairement être des Actionnaires de la Société. La délégation de la gestion courante à un membre du Conseil d'Administration est soumise à une autorisation préalable de l'Assemblée Générale des Actionnaires.

Neuvième résolution

L'Assemblée Générale décide d'accepter la démission de Florian Ollivier et Dominique Mégret en tant qu'administrateurs de la Société.

L'Assemblée Générale décide de nommer en tant que nouveaux administrateurs de la Société:

- Monsieur Christian Billon, réviseur d'entreprises, demeurant au 398, route d'Esch, L-1471 Luxembourg;
- Monsure Xavier Pauwels, employé, demeurant au 398, route d'Esch, L-1471 Luxembourg;
- Monsieur Willem Troost, administrateur délégué, demeurant au Jan Tooropstraat 81, 3262 TG Oud-Beijerland, Pays-Bas.

Dixième résolution

L'Assemblée Générale décide de modifier les pouvoirs et les devoirs du Conseil d'Administration dans les termes suivants:

1. Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour entreprendre tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs non expressément réservés par la Loi sur les Sociétés Commerciales ou par les présents Statuts à l'Assemblée Générale sont de la compétence du Conseil d'Administration.

2. Le Conseil d'Administration représente la Société. La Société sera engagée par la signature conjointe de deux administrateurs, un administrateur étant nommé conformément à l'article 10 paragraphe 3.1. et un administrateur étant nommé conformément à l'article 10 paragraphe 3.2. à moins que le paragraphe 4.3 de l'article 10 s'applique, auquel cas la Société sera engagée par la signature conjointe de deux administrateurs nommés conformément au paragraphe 4.3 de cet Article 10. Le Conseil d'Administration peut donner procuration à tout Administrateur individuellement lui donnant pouvoir de représenter la Société dans les limites fixées par la procuration. Dans le cas d'un conflit d'intérêts entre un Administrateur et la Société, la Société sera représentée par deux autres Administrateurs, sans préjudice du pouvoir de l'Assemblée Générale de nommer une ou plusieurs autres personnes pour représenter la Société dans un tel cas.

3. A moins que le paragraphe 4 du présent article 12 soit applicable, le Conseil d'Administration devra demander l'approbation préalable de:

3.1 au moins cinq des sept Administrateurs, si le paragraphe 3 de l'article 10 est applicable, une telle majorité devant inclure au moins:

- (i) un des Administrateurs nommés selon les termes du paragraphe 3.1 de l'article 10; et
- (ii) un des Administrateurs nommés selon les termes du paragraphe 3.2 de l'article 10;

3.2 au moins cinq des sept Administrateurs, si le paragraphe 4 de l'article 10 est applicable, de temps en temps:

pour des décisions d'exécution qui impliquent:

- (f) l'exercice des droits de vote de n'importe laquelle des actions de PROVIMI S.A.;
- (g) payer des dividendes ou racheter ou rembourser des titres;
- (h) approuver tout investissement ou autres dépenses non prévues par le budget annuel et totalisant dans une année financière plus de 250.000 EUR mais moins de 2.500.000 EUR;

(i) sous réserve également des conditions d'acquisition prévues par le paragraphe 5 de cet article 12, acquérir ou disposer des actions de PROVIMI S.A.;

(j) l'initiative ou le règlement de toute procédure contentieuse ou arbitrale par la Société, excepté pour les affaires courantes impliquant des montants de moins de 250.000 EUR au total pour une année financière ou si des mesures d'urgence doivent être prises, auxquels cas l'affaire devra immédiatement après être amenée à l'attention du Conseil d'Administration pour approbation;

(k) la nomination ou la cessation d'emploi de tout Administrateur exécutif senior ou non, la modification de la rémunération ou des autres indemnités d'un tel employé, la nomination ou la cessation d'emploi de tout autre employé dont le salaire brut (à l'exclusion des primes) est ou excédera 150.000 EUR par an, et la modification de la rémunération ou des autres indemnités d'un tel employé;

(l) emprunter de l'argent ou participer à des accords financiers impliquant plus de 250.000 EUR pour une année financière autres que ceux prévus par des accords de crédits approuvés précédemment;

(m) prêter de l'argent pour des sommes excédant 100.000 EUR par prêt; excepté l'extension de crédit à des clients dans la vie courante des affaires;

(n) conclure à long terme des coopérations directes ou indirectes, participations ou fusions avec une autre personne ou une réorganisation, ou les modifier ou les terminer;

(o) conclure un contrat ou le modifier ou le terminer, ou conclure, modifier ou terminer tout contrat avec une partie liée;

(p) participation directe ou indirecte dans le capital d'une autre entité ou changement de l'étendu d'une telle participation;

(q) établir des plans de pension et donner des droits à une pension en plus de ceux résultant d'accords de pension existants;

(r) émission d'instruments de créance par la Société ou émission d'instruments de créance par une société en commandite ou une société en nom collectif dont la Société est l'associé avec responsabilité illimitée;

(s) demande de figurer ou d'être retiré de la liste des instruments de créance dont il est question au sous-paragraphe (m) sur la liste officielle d'échanges;

(t) entrée, ou sortie de coopération par la Société ou une société dépendante avec une autre personne morale ou société, ou en tant qu'associé avec responsabilité illimitée dans une société en commandite ou dans une société en nom collectif si une telle coopération ou sa cessation sont significatives pour la Société;

(u) acquisition d'une participation par la Société ou tout de ses succursales dans le capital d'une autre société, dont la valeur est au moins égale à la somme du quart du capital émis et des réserves de la société participante, tel que figurant sur son bilan et les rapports y relatifs et tout changement significatif dans l'étendu de telles participations;

(v) investissements nécessitant un montant égal au moins à la somme du quart du capital émis et les réserves de la Société tel que figurant sur son bilan et les rapports y relatifs;

(w) cessation des contrats d'emploi d'un nombre considérable d'employés en même temps ou dans un laps de temps rapproché;

(x) une modification considérable des conditions de travail d'un nombre considérable d'employés;

(y) proposition de réduire le capital de la Société;

(z) proposition de modifier le système de reporting lorsque sont en jeu des dépenses excédant 250.000 EUR durant une année financière si non encore prévu par un budget approuvé;

(aa) désignation des personnes ayant droit d'acquiescer les Reçus Dépositaires émis par STICHTING MANAGEMENT;

4. Le Conseil d'Administration devra requérir l'approbation préalable de plus de soixante-sept pour cent (67%) des votes de toutes les Actions émises pour des décisions d'exécution impliquant:

4.1 si des droits préférentiels ne sont pas à exclure: l'émission d'Actions; options, warrants ou autres titres dans la Société; et de telles émissions où des droits préférentiels sont à exclure uniquement si l'émission est proposée pour prévenir ou régler toute faute ou toute faute possible en vertu de toute facilité bancaire affectant le groupe PROVIMI S.A.;

4.2 approbation des comptes annuels de la Société;

4.3 adoption du budget annuel de la Société;

4.4 approbation de tout investissement ou autre dépense par la Société non prévus par le budget annuel et excédant 2.500.000 EUR au total pour une année financière;

4.5 modifications dans la nature des activités du groupe PROVIMI SA;

4.6 acquisition ou disposition de toutes sociétés, entreprises ou actifs et le commencement de nouvelles activités, excepté lorsqu'elles ont été prévues dans le budget annuel adopté;

4.7 nomination ou révocation des auditeurs qui peuvent uniquement être une société internationale de grande réputation;

4.8 modification de la politique comptable adoptée par la Société;

4.9 la délégation par les administrateurs de tout membre du groupe PROVIMI S.A. de leurs pouvoirs à une personne ou un comité qui sera en conflit avec les conditions d'approbation définies par les Statuts;

4.10 la création de toute sûreté sur les actifs de la Société et la garantie donnée par la Société, autres que celles dans le cadre des affaires commerciales courantes et ayant une valeur totale de moins de 100.000 EUR pour une année financière;

4.11 accorder à tout détenteur de Reçus Dépositaires tout droit additionnel en terme de toute mesure d'incitation existante ou à venir opérée par ou au nom de la Société;

4.12 toute approbation, autorisation ou désignation à être accordées en conformité avec les Statuts ou les Conditions Administratives.

5. Le Conseil d'Administration devra requérir l'approbation préalable de PROVIMLUX CVC S.A. et PROVIMLUX OPERA S.A. pour des décisions d'exécution qui impliquent l'acquisition d'actions de PROVIMI S.A.

6. Le Conseil d'Administration devra requérir l'approbation préalable de plus de quatre-vingt-quinze pour cent (95%) des votes attachés à toutes les Actions émises pour des décisions d'exécution qui impliquent:

6.1 des propositions de modifications des Statuts de la Société, modifications des Statuts de STICHTING MANAGEMENT ou des Conditions Administratives;

- 6.2 des propositions de dissolution volontaire ou de liquidation de la Société;
- 6.3 des déclarations en faillite et des demandes de sursis à paiements ou des institutions similaires dans des juridictions étrangères à ou en relation avec la Société;
- 6.4 si des droits préférentiels sont à exclure: l'émission d'Actions, options, warrants ou autres titres dans la Société; à moins qu'une telle émission soit proposée pour prévenir ou régler toute faute ou faute possible suivant toute facilité bancaire affectant le groupe PROVIMI S.A.
7. L'Assemblée Générale peut déterminer certaines autres décisions d'exécution indiquées spécifiquement pour lesquelles le Conseil d'Administration devra requérir l'approbation préalable soit de l'Assemblée Générale, soit de l'assemblée des détenteurs de certaines catégories d'Actions, et l'Assemblée Générale peut décider qu'une telle approbation devra réunir une certaine majorité de votes et/ou de quorum. De telles exigences peuvent être imposées pour une période déterminée ou indéterminée et peuvent être révoquées à tout moment.
8. L'Assemblée Générale devra informer de suite tous les membres du Conseil d'Administration de toute résolution d'étendre les exigences d'approbation définies aux paragraphes 3 à 7 du présent article 12.
9. Les transactions entre la Société et le détenteur d'Actions du capital de la Société ou tous reçus dépositaires émis pour les Actions, ou entre la Société et l'époux(se) d'un tel Actionnaire ou détenteur de reçus dépositaires, doivent être enregistrées par écrit. Si la disposition prévue dans la première phrase n'est pas respectée la transaction concernée est annulable au profit de la Société.
10. La disposition du paragraphe précédant n'est pas applicable aux transactions entrant dans la vie courante des affaires de la Société.

Onzième résolution

L'Assemblée Générale décide de modifier et de changer les termes des Statuts de la Société pour refléter en particulier mais pas uniquement les modifications prévues par les résolutions qui précèdent et dont la teneur sera la suivante:

Art. 1^{er}. Nom - Durée - Siège social

1. Il existe une société anonyme sous le nom de PROVIMLUX INVESTMENT S.A.
2. La société est établie pour une durée indéterminée.
3. Le siège social de la société est établi à Luxembourg-Ville. La société peut établir des succursales, des filiales, des agences ou des bureaux administratifs au Grand-Duché de Luxembourg ainsi que dans des pays étrangers par une simple décision du Conseil d'Administration. Sans préjudice des règles générales régissant la rupture des contrats au cas où le siège social de la société a été établi en vertu d'un contrat avec des tiers, le siège social peut être transféré à tout autre endroit de la commune par simple décision du Conseil d'Administration.
4. En cas d'événements extraordinaires, soit politiques, économiques ou sociaux qui pourraient créer un obstacle aux activités normales au siège social ou à la libre communication de ses bureaux avec des pays étrangers, le siège social peut être transféré vers un autre pays jusqu'à la cessation complète et définitive de ces circonstances exceptionnelles. Toutefois, cette mesure n'affectera pas la nationalité de la société qui gardera la nationalité luxembourgeoise malgré le transfert provisoire du siège social.
5. Un des organes de la société, ayant le pouvoir d'engager la société pour les actes de gestion courante, procédera à la déclaration de transfert du siège social et informera les tiers.

Art. 2. Objet

1. L'objet de la société est:
 - (a) de financer des sociétés et autres entreprises, emprunter, prêter et lever des fonds, participer à tous les types de transaction financière, y-compris l'émission d'obligations, des billets à ordre ou d'autres valeurs ou preuves d'endettement, investir dans des valeurs dans le sens le plus large du mot, accorder des garanties, lier la société et accorder des sécurités sur ses actifs pour les obligations de sociétés et d'autres entreprises avec lesquelles elles forment un groupe et de tierces personnes;
 - (b) de constituer et de participer sous quelque forme que ce soit, de gérer, de superviser et de coopérer avec des sociétés et autres entreprises, d'acquérir, de garder, de vendre ou selon toute autre manière, gérer toute sorte de participations et d'intérêts dans d'autres sociétés et dans d'autres entreprises, de participer dans des «joint-ventures» avec d'autres sociétés et entreprises;
 - (c) d'acquérir, de gérer, d'opérer, de grever ou d'aliéner des biens mobiliers et immobiliers ainsi que tout autre droit ou intérêt dans un bien mobilier ou immobilier;
 - (d) d'obtenir, d'exploiter et d'aliéner des brevets et autres droits de propriété intellectuelle, d'acquérir et d'octroyer des licences, des sous-licences et des droits similaires de n'importe quel nom et description et si nécessaire, de protéger des droits des brevets et autres droits de propriété intellectuelle, licences, sous-licences et droits similaires contre des violations de tiers;
 - (e) de s'engager de quelque façon que ce soit dans toute activité commerciale, de n'importe quelle nature.
2. Les objets indiqués dans le paragraphe précédent seront interprétés dans le sens le plus large afin d'inclure n'importe quelle activité ou but qui y soit relatif.
3. Dans la poursuite de ses activités, la Société tiendra également compte des intérêts du groupe de sociétés et entreprises avec lesquels elle est affiliée.

Art. 3. Capital social et Actions

1. Le capital social de la Société est fixé à € 1.955.298,75 (un million neuf cent cinquante-cinq mille deux cent quatre-vingt-dix-huit euros et soixante-quinze cents), représenté par 757,994 (sept cent cinquante-sept neuf cent quatre-vingt-quatorze) Actions Ordinaires A ayant une valeur nominale de un euro et vingt-cinq cents (€ 1,25) par Action représentant un montant de € 947.492,5 (neuf cent quarante-sept quatre cent quatre-vingt-douze euros et cinquante cents); par 757.994 (sept cent cinquante-sept neuf cent quatre-vingt-quatorze) Actions Ordinaires B ayant une valeur nominale de

un euro et vingt-cinq cents (€ 1,25) par Action représentant un montant de € 947.492,5 (neuf cent quarante-sept quatre cent quatre-vingt-douze euros et cinquante cents); par 45.363 (quarante-cinq mille trois cent soixante-trois) Actions Ordinaires C ayant une valeur nominale de un euro et vingt-cinq cents (€ 1,25) par Action représentant un montant total de € 56.703,75 (cinquante-six mille sept cent trois euros et soixante-quinze cents), et par 2.888 (deux mille huit cent quatre-vingt-huit) Actions Ordinaires D ayant une valeur nominale de un euro et vingt-cinq cents (€ 1,25) par Action, représentant un montant total de € 3.610 (trois mille six cent dix euros) entièrement libérées.

2. Le capital non émis mais autorisé de la Société est fixé à € 1.583.112,50 (un million cinq cent quatre-vingt-trois mille cent douze euros et cinquante cents).

3. Le capital social peut être augmenté d'un montant de € 642.987,5 (six cent quarante-deux mille neuf cent quatre-vingt-sept euros et cinquante cents) c.à.d 514.390 Actions sur l'initiative du Conseil d'Administration selon les dispositions et les conditions définies ci-après par la création et l'émission de nouvelles Actions Ordinaires A ayant une valeur nominale de un euro et vingt-cinq cents (€ 1,25) par Action, étant entendu que:

3.1 l'autorisation expirera le premier anniversaire après la date de la tenue de l'assemblée générale du 21 novembre 2002, étant entendu qu'à la fin de cette période, une nouvelle période d'autorisation peut être octroyée par résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires;

3.2 le Conseil d'Administration a été autorisé à émettre de nouvelles Actions Ordinaires A en une ou plusieurs étapes telles qu'il le détermine de temps en temps.

4. Le capital social de la société peut être augmenté d'un montant de € 642.987,5 (six cent quarante-deux mille neuf cent quatre-vingt-sept euros et cinquante cents) sur l'initiative du Conseil d'Administration selon les dispositions et les conditions définies ci-après par la création et l'émission de nouvelles Actions Ordinaires B ayant une valeur nominale de un euro et vingt-cinq cents (€ 1,25) par Action, étant entendu que:

4.1 l'autorisation expirera le premier anniversaire après la date de la tenue de l'assemblée générale du 21 novembre 2002, étant entendu qu'à la fin de cette période, une nouvelle période d'autorisation peut être octroyée par résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires;

4.2 le Conseil d'Administration a été autorisé à émettre de nouvelles Actions Ordinaires B en une ou plusieurs étapes telles qu'il le détermine de temps en temps.

5. Le capital social de la Société peut être augmenté d'un montant de € 297.137,5 (deux cent quatre-vingt-dix-sept mille cent trente sept euros et cinquante cents) c.à.d. 237.710 Actions sur l'initiative du Conseil d'Administration selon les dispositions et les conditions définies ci-après par la création et l'émission de nouvelles Actions Ordinaires C ayant une valeur nominale de un euro et vingt-cinq cents (€ 1,25) par Action, étant entendu que:

5.1 l'autorisation expirera le premier anniversaire après la date de la tenue de l'assemblée générale du 21 novembre 2002, étant entendu qu'à la fin de cette période, une nouvelle période d'autorisation peut être octroyée par résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires;

5.2 le Conseil d'Administration est autorisé à émettre de nouvelles Actions Ordinaires C en une ou plusieurs étapes telles qu'il le détermine de temps en temps.

6. Le Conseil d'Administration est autorisé à faire tout ce qui est nécessaire pour modifier cet article 3 afin de refléter les changements apportés au capital social suivant une augmentation décrite aux paragraphes 3 à 6 de cet article 3; le Conseil d'Administration est autorisé à prendre ou à autoriser toutes les mesures nécessaires pour l'exécution et la publication de telles modifications en conformité avec la loi. Par ailleurs, le Conseil d'Administration peut déléguer à toute autre personne dûment autorisée le pouvoir d'accepter des souscriptions et de recevoir paiement pour les Actions représentant tout ou partie du montant du capital social ainsi augmenté.

7. Les Actions sont indivisibles, nominatives et seront numérotées consécutivement à partir de un. Aucun certificat d'Action ne sera émis.

8. Sous réserve des paragraphes 3 à 6 du présent article 3, les Actions non encore émises seront émises au prix, aux conditions et au moment déterminés par l'Assemblée Générale des Actionnaires, à conditions que les Actions ne soient pas émises à un prix inférieur à leur valeur nominale. Lorsque le prix payable à la Société pour des Actions nouvellement émises excède la valeur nominale de ces Actions, cet excédent sera traité dans les livres de la Société comme une prime d'émission pour la catégorie d'Actions considérée.

9. En cas d'émission d'Actions nouvelles, chaque détenteur d'Action de la catégorie concernée aura un droit préférentiel de souscription proportionnellement à sa détention actuelle de telles Actions. Si de tels Actionnaires ne souscrivent pas toutes les Actions, tous les Actionnaires auront un droit préférentiel de souscription de telles Actions proportionnellement à leur détention actuelle d'Actions. De tels droits préférentiels de souscription peuvent être limités ou exclus par résolution de l'Assemblée Générale des Actionnaires, pourvu qu'une telle limitation ou exclusion soit dans chaque cas applicable à seulement une émission particulière d'Actions.

10. A l'exception d'émissions d'Actions proposées afin de prévenir ou de réparer une faute ou une faute possible selon toute facilité bancaire affectant le Groupe PROVIMI S.A., les résolutions de l'Assemblée Générale des Actionnaires visées au paragraphe 10 de cet article 3 ne seront valablement prises qu'à la majorité représentant au moins quatre vingt quinze pour cent (95%) de tous les votes attachés à toutes les Actions émises.

11. Les résolutions du Conseil d'Administration visées dans cet article 3 ne seront valablement adoptées qu'à la majorité déterminée par le paragraphe 3 de l'article 12.

12. Les dispositions des paragraphes 9 et 10 de cet article 3 sont applicables mutatis mutandis à l'octroi de droits de souscription d'Actions.

13. Sauf dans la mesure où la loi le permet, la Société n'octroiera pas de garanties, ne garantira pas un prix et ne s'engagera d'aucune autre manière ni ne se déclarera conjointement ou indéfiniment responsable avec ou pour d'autres dans le but de permettre à des tiers de souscrire ou d'acquérir des Actions dans son capital.

14. La société peut, dans la limite fixée par la loi et les présents Statuts, racheter ses propres Actions.

Art. 4. Prime d'émission, Réduction du capital, Conversion d'Actions

1. Une réserve séparée intitulée prime d'émission pourra être maintenue pour chaque catégorie d'Actions dans les livres de la société indiquant la prime payée pour chaque catégorie d'Actions. Les paiements à partir de ces réserves peuvent uniquement être effectués par décision de l'Assemblée Générale des Actionnaires avec l'approbation du Conseil d'Administration selon les dispositions de l'article 12 paragraphe 3.

2. Par résolution adoptée à l'unanimité à une assemblée où l'entièreté du capital social de la Société est présente ou représentée, l'Assemblée Générale des Actionnaires peut grouper une ou plusieurs réserves de primes maintenues conformément au paragraphe 1 de cet article 4.

3. Sous réserve de l'approbation par le Conseil d'Administration conformément au paragraphe 3 de l'article 12, l'Assemblée Générale des Actionnaires peut décider de réduire le capital social de la Société par un retrait d'Actions ou par une réduction de la valeur nominale des Actions en modifiant les présents Statuts dans les limites autorisées par la loi, en particulier l'article 69 de la Loi sur les Sociétés Commerciales. Une telle décision peut être prise à l'égard de chaque catégorie d'Action séparément ou conjointement avec les Actions d'une autre catégorie pour autant que l'assemblée des détenteurs des Actions concernées ait donné son accord unanime lors d'une assemblée où tous les Actionnaires des catégories d'Actions concernées sont représentés. Pour autant qu'une assemblée des détenteurs de la catégorie d'Actions concernée donne son approbation conformément à la phrase précédente, l'Assemblée Générale des Actionnaires peut décider qu'une résolution de retirer des Actions par remboursement ne s'appliquera qu'à un certain pourcentage des Actions d'une ou de plusieurs catégories; dans ce cas le Conseil d'Administration tirera au sort le nombre d'Actions qui devront effectivement être retirées.

4. Lorsqu'il existe plusieurs catégories d'Actions et que la résolution de l'Assemblée Générale des Actionnaires est de nature à modifier leurs droits respectifs, la résolution doit, pour être valable, réunir dans chaque catégorie les conditions de présence requises par l'article 67-1 de la Loi sur les Sociétés Commerciales et les conditions de majorité requises par l'article 19 des Statuts.

Art. 5. Registre des Actionnaires et Droits de gage et d'usufruit

1. Le Conseil d'Administration conservera un registre des Actions contenant le nom et l'adresse de chaque Actionnaire, ainsi que le nombre d'Actions qui lui ont été émises et le montant libéré pour chaque Action.

2. Le registre des Actions contiendra également les noms et adresses des personnes notifiées à la Société comme ayant un droit de gage ou un droit d'usufruit sur ces Actions et indiquant si les droits de votes attachés à ces Actions sont attribués à ces personnes.

3. Chaque Actionnaire, créancier gagiste et usufruitier devra s'assurer que son adresse est connue de la Société.

4. Chaque et toute décharge accordée en vertu d'appel non-encore payé sera enregistrée dans le registre des Actions, il en sera de même de la date de délivrance dans le cas de délivrance d'Actions qui ne sont pas entièrement libérées.

5. Le Conseil d'Administration doit s'assurer que le registre est constamment tenu à jour conformément à l'article 40 de la Loi sur les Sociétés Commerciales. Toutes nouvelles inscriptions devront être signées par un membre du Conseil d'Administration ou par une personne dûment autorisée à cet effet par le Conseil d'Administration.

6. A la demande d'un Actionnaire, d'un créancier gagiste ou d'un usufruitier, le Conseil d'Administration délivrera gratuitement des extraits du registre des Actions relatifs aux Actions sur lesquelles le demandeur a des droits.

7. Si les Actions sont soumises à un usufruit ou à un gage, l'extrait devra mentionner qui a les droits définis aux paragraphes 9 et 10 de cet article 5.

8. Le Conseil d'Administration devra mettre à la disposition des Actionnaires, des créanciers gagistes et des usufruitiers qui ont reçu les droits définis aux paragraphes 9 et 10 du présent article 5, le registre des Actions au siège social de la société pour consultation.

9. Les Actions peuvent faire l'objet d'usufruit. Si les termes de l'usufruit prévoient que les droits de vote attachés aux Actions appartiennent à l'usufruitier, celui-ci pourra exercer ces droits dans la mesure où cette disposition ainsi que - en cas de cession de l'usufruit - la cession des droits de vote attachés aux Actions faisant l'objet de l'usufruit aient été approuvés par l'Assemblée Générale des Actionnaires.

10. Les Actions peuvent faire l'objet d'un gage. Les dispositions du paragraphe 9 du présent article 5 s'appliquent respectivement aux gages.

Art. 6. Bénéficiaires multiples

1. Si une Action ou un droit découlant d'un gage ou d'un usufruit est détenu par plus d'une personne, de tels propriétaires conjoints doivent être représentés vis-à-vis de la Société par une personne désignée par eux à cet effet. Avis d'une telle désignation devra immédiatement être fait par écrit au Conseil d'Administration.

2. La Société reconnaît un seul propriétaire par Action. Dans le cas où une Action est détenue par plus d'une personne, la Société a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à cette Action jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant propriétaire de l'Action à l'égard de la Société.

Art. 7. Emission et transfert d'Actions

1. L'émission et le transfert d'Actions devront être effectués en conformité avec l'article 40 de la Loi sur les Sociétés Commerciales.

2. La disposition du paragraphe 2 de cet article 7 s'applique respectivement à l'attribution d'un droit de gage sur des Actions, à l'attribution d'un droit d'usufruit sur les Actions et à la répartition des Actions lors de la division de toute propriété détenue conjointement.

Art. 8. Transfert d'Actions

1. Tout transfert d'Actions nécessitera l'approbation préalable du Conseil d'Administration.

2. Une demande d'une telle approbation devra être faite à la Société par le cédant énonçant le nombre d'Actions impliquées, le prix et les autres conditions du transfert, le nom de la personne à qui le cédant souhaite transférer ces

Actions et le fait si oui ou non le cédant donnera son accord à un transfert d'Actions à la Société. La Société informera les autres Actionnaires immédiatement après la réception de la demande mentionnée ci-dessus.

3. Une décision sur la demande doit être prise dans le délai de deux mois de la réception. Si aucune décision n'est annoncée au cédant dans ce délai l'approbation sera considérée comme avoir été accordée.

4. Un rejet de la demande sera néanmoins considéré comme étant une approbation si le Conseil d'Administration ne donne pas au cédant, en même temps qu'il lui communique son rejet, les noms d'une ou plusieurs personnes - Actionnaires existants, tiers ou la Société elle-même - qui sont prêtes à acquérir les Actions faisant l'objet de la demande contre paiement au comptant.

5. Si le cédant et les acheteurs éventuels qu'il a acceptés ne concluent pas d'accord sur le prix d'achat, le prix d'achat sera déterminé par un expert à nommer d'un commun accord du cédant et des acheteurs éventuels. Si aucune désignation n'est convenue dans les trois mois de la réception de la demande de l'approbation visée au paragraphe 2 du présent article, l'expert, sur demande de l'une ou l'autre partie, sera désigné par le président du Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg.

6. L'expert visé au paragraphe précédent sera autorisé à inspecter tous les comptes et pièces de la Société et à obtenir toute information utile pour la détermination de son évaluation des Actions.

7. Les instructions à l'expert devront de toute façon contenir le fait que la détermination du prix d'achat et le rapport d'évaluation correspondant doivent être communiqués à la Société dans les trois mois de sa désignation.

8. Si les Actionnaires ou le cédant et les acheteurs éventuels se sont mis d'accord sur les méthodes et les principes de détermination du prix d'achat, chacun d'eux aura le droit de présenter la preuve écrite d'un tel accord à l'expert qui sera alors lié par ces méthodes et principes dans son évaluation du prix d'achat.

9. La Société informera le cédant et chaque acheteur éventuel du prix d'achat tel que déterminé par l'expert et du contenu du rapport d'évaluation y relatif dans les quatorze jours de leur réception.

10. Le cédant aura le droit de se rétracter à condition de le faire dans le mois à partir du jour où il a été informé du prix auquel il peut vendre les Actions faisant l'objet de la demande. Si le cédant n'exerce pas ce droit dans ce délai, les Actions seront transférées par le cédant contre paiement simultané du prix d'achat dans le mois suivant la fin du délai. Si le cédant est obligé de transférer des Actions et ne coopère pas au transfert, la Société aura le pouvoir d'effectuer le transfert, à condition qu'un tel transfert inclue toutes les Actions concernées.

11. Si la demande de l'approbation est accordée ou est considérée comme étant accordée, la Société le notifiera à tous les Actionnaires et le transfert pourra avoir lieu dans les trois mois suivant la réception de la communication accordant l'approbation ou de la communication considérée comme étant une approbation selon le paragraphe 4 du présent article 8, ou de l'échéance du délai visé au paragraphe 3 du présent article 8, selon le cas, en contrepartie du prix indiqué dans la demande visée au second paragraphe ci-dessus, ou si ce prix est plus élevé, le prix déterminé par l'expert.

12. Le coût de la désignation et les honoraires de l'expert visé au paragraphe 5 du présent article 8 seront payés:

12.1 par le cédant s'il se rétracte;

12.2 par moitié par le cédant et par l'acquéreur(s) s'il ne se sont pas, avant la nomination de l'expert, accordé sur le prix à payer pour les Actions, si les Actions sont vendues aux acheteurs éventuels désignés par le Conseil d'Administration, à moins que l'expert n'en décide autrement. Si, conformément à ce paragraphe, plusieurs acheteurs se partagent les coûts, le montant global dû par eux sera divisé entre eux au pro rata du nombre d'Actions achetées.

13. Toutes les demandes, communications et notifications visées au présent article 8 seront envoyées par lettre recommandée ou avec accusé de réception.

14. Des Actions peuvent être transférées sans suivre la procédure ci-dessus, si le transfert a lieu conformément à un accord écrit de tous les actionnaires.

Art. 9. Offre obligatoire

1. Un Actionnaire ou son successeur(s) en titre (l'«Offrant») doit offrir ses Actions à la vente en conformité avec les paragraphes suivants si:

1.1 un tel Actionnaire sollicite un sursis à paiements ou fait une déclaration de faillite ou est déclaré en faillite sur demande d'un tiers, ou n'importe quel insitution semblable dans n'importe quelle juridiction.

2. L'Offrant doit notifier son offre à la Société (la «Notification de l'Offre») dans le mois à compter de la naissance de l'obligation visée au paragraphe 1 de cet article 9.

3. La Notification de l'Offre constituera une offre aux Actionnaires d'acheter leurs parts proportionnelles des Actions offertes à un prix qui - à moins que l'Offrant et les Actionnaires conviennent autrement - sera déterminé par un expert indépendant désigné selon les dispositions de l'article 8, à condition que:

3.1 l'Offrant:

(a) ne puisse pas retirer son offre conformément au paragraphe 10 de l'article 8; et

(b) puisse garder ses Actions si l'offre n'est pas ou pas entièrement accomplie ou si l'Assemblée Générale a autorisé la même chose par une résolution adoptée à une majorité représentant plus de quatre-vingt-quinze pour cent (95%) de toutes les voix attachées à toutes les Actions émises;

3.2 l'expert sera payé:

(a) par moitié par l'Offrant et par l'acheteur(s). Si, conformément à ce paragraphe, plus d'un acheteur se partagent les coûts, le montant global payable par de tels acheteurs sera divisé entre eux au pro rata du nombre d'Actions achetées par eux; ou

(b) par la Société si l'offre n'est pas du tout ou pas entièrement accomplie.

4. Les Actionnaires notifieront à la Société et à l'Offrant leur intention d'acheter les Actions offertes dans les trente (30) jours après qu'ils aient été informés du prix tel que déterminé par l'expert ou qu'un accord ait été convenu entre l'Offrant et les Actionnaires concernant le prix d'achat; cette notification contiendra le nombre maximum d'Actions qu'ils souhaitent acquérir.

5. Dans le cas où un quelconque des Actionnaires (i) ne répondrait pas à la Notification de l'Offre dans les délais, un tel Actionnaire sera considéré avoir informé la Société et l'Offrant qu'il choisit de ne pas acheter des Actions offertes ou (ii) notifie à la Société et à l'Offrant son choix de ne pas acquérir sa part proportionnelle des Actions offertes, les Actions restantes seront réparties au pro rata aux Actionnaires qui ont choisi d'acheter des Actions jusqu'à un nombre maximum des Actions qu'ils souhaitent acheter proportionnellement aux participations existantes des Actionnaires qui ont choisi d'acheter des Actions, à condition que, si et dans la mesure où un candidat sera alloué plus d'Actions que le nombre maximum indiqué conformément au paragraphe 4 ci-dessus, de telles Actions seront réparties entre les autres candidats qui ont choisi d'acheter des Actions selon ladite attribution au pro rata jusqu'à ce que toutes les Actions aient été allouées.

6. Dans le cas où l'Offrant n'exécute pas son obligation de notifier à la Société l'offre des Actions à la vente selon le paragraphe 2 du présent article 9, la Société informera par courrier recommandé l'Offrant de ses obligations. Si l'Offrant ne fait pas l'offre dans les dix (10) jours après qu'il a été ainsi informé, la Société sera irrévocablement autorisée à offrir les Actions à vendre aux autres Actionnaires au nom de l'Offrant et les paragraphes 3, 4 et 5 du présent article 9 s'appliqueront mutatis mutandis à une telle offre. Si l'offre est acceptée, la Société sera irrévocablement autorisée à transférer la propriété des Actions à l'acheteur(s), en contrepartie du paiement simultané du prix d'achat par l'acheteur(s). La Société versera à l'Offrant le produit, après déduction de tous les coûts y relatifs.

Art. 10. Gestion

1. La Société est gérée par un Conseil d'Administration composé de sept membres qui sont nommés par l'Assemblée Générale des Actionnaires par:

1.1 une résolution adoptée par 67% de toutes les voix attachées à toutes les Actions émises, dans le cas d'un Président nommé suivant le paragraphe 3.3 de cet article 10, et

1.2 une résolution adoptée à la majorité simple dans tous les autres cas.

2. Les membres du Conseil d'Administration peuvent être suspendus ou révoqués à tout moment par l'Assemblée Générale des Actionnaires par une résolution adoptée à la majorité simple.

3. Ce qui suit sera applicable à la nomination des membres du Conseil d'Administration:

3.1 trois membres seront nommés parmi une liste de candidats proposés par CVC EUROPEAN EQUITY PARTNERS III LP (laquelle ne pourrait pas inclure des personnes qui sont en même temps des supervising or managing directors de ADISSEO).

3.2 un membre sera nommé parmi une liste de candidats proposés par PAI EUROPE III - A L.P. (laquelle ne pourrait pas inclure des personnes qui sont en même temps des supervising or managing directors de EVIALIS).

3.3 deux membres seront nommés parmi une liste de candidats proposés par PROVIMLUX OPERA S.A. (laquelle ne pourrait pas inclure des personnes qui sont en même temps des supervising or managing directors de EVIALIS).

3.4 un membre, qui sera le Président, sera nommé parmi une liste de candidats proposés par résolution du détenteur d'Actions Ordinaires C après consultation avec Institutional Investor Holding, une telle liste devant inclure au moins le chief executive officer de PROVIMI S.A. de temps en temps.

4. Si n'importe lesquels des PROVIMLUX CVC S.A. et de PROVIMLUX OPERA S.A. (et ses Affiliés détenant des actions d'une autre catégorie) (les «Parties Sortantes») détiennent ensemble:

4.1 moins de 35% des Actions émises à ce moment, le nombre de membres du Conseil d'Administration que les Affiliés des Parties Sortantes seront en droit de nommer en vertu des paragraphes 3.1 ou 3.2 du présent article 10, selon le cas, sera réduit à deux (2), le nombre de membres du Conseil d'Administration que les Affiliés des autres Institutional Investor Holding seront en droit de nommer en vertu des paragraphes 3.1 ou 3.2 du présent article 10, selon le cas, sera élevé à quatre (4), et ils devront obtenir la démission des membres du Conseil d'Administration correspondants;

4.2 moins de 20% des Actions émises à ce moment, le nombre de membres du Conseil d'Administration que les Affiliés des Parties Sortantes seront en droit de nommer en vertu des paragraphes 3.1 ou 3.2 du présent article 10, selon le cas, sera réduit à un (1), le nombre de membres du Conseil d'Administration que les Affiliés des autres Institutional Investor Holding seront en droit de nommer en vertu des paragraphes 3.1 ou 3.2 du présent article 10, selon le cas, sera élevé à cinq (5), et ils devront obtenir la démission des membres du Conseil d'Administration correspondants;

4.3 moins de 5% des Actions émises à ce moment, les Actionnaires s'accordent à ce que le nombre de membres du Conseil d'Administration que les Affiliés des Parties Sortantes seront en droit de nommer en vertu des paragraphes 3.1 et 3.2 du présent article 10, selon le cas, soit réduit à néant, le nombre de membres du Conseil d'Administration que les Affiliés des autres Institutional Investor Holding seront en droit de nommer en vertu des paragraphes 3.1 et 3.2 du présent article 10, selon le cas, soit élevé à six (6) Administrateurs, et ils devront obtenir la démission des membres du Conseil d'Administration correspondants,

pourvu, toutefois, que la mise en oeuvre du paragraphe 4 du présent article 10 ne déclenche pour aucune des Parties l'obligation de lancer une offre pour les actions de PROVIMI S.A. Si cela était le cas, la mise en oeuvre des dispositions des paragraphes 4.1, 4.2 et 4.3 du présent article 10 devra être reconduite jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de tel droit.

5. Les Administrateurs seront nommés pour une période ne pouvant excéder six ans et ils devront assurer leur mandat jusqu'à l'élection de leurs successeurs. Leur réélection est autorisée.

6. Une personne morale peut être membre du Conseil d'Administration.

7. Dans le cas de vacance de poste pour cause de décès, retraite ou autre, les membres du Conseil d'Administration restants sont autorisés à coopter un nouvel administrateur. La nomination d'un nouvel Administrateur conformément à cette disposition devra être ratifiée par l'Assemblée Générale des Actionnaires en accord avec l'article 51 de la Loi sur les sociétés commerciales.

8. La rémunération des membres du Conseil d'Administration, tout droit à des primes ainsi que les autres conditions de la nomination seront déterminés par l'Assemblée Générale pour chaque membre du Conseil d'Administration individuellement.

9. Le Conseil d'Administration peut déléguer la gestion courante à des administrateurs ou à des tiers qui ne doivent pas nécessairement être des Actionnaires de la Société. La délégation de la gestion courante à un membre du Conseil d'Administration est soumise à une autorisation préalable de l'Assemblée Générale des Actionnaires.

Art. 11. Prise de décision par le Conseil d'Administration

1. Sous réserve de l'article 12 paragraphe 3 des Statuts, et sous réserve d'autres dispositions spécifiques des Statuts, les résolutions du Conseil d'Administration sont adoptées à la majorité simple des votes valides. Chaque membre du Conseil d'Administration aura droit à un vote.

2. Les réunions du Conseil d'Administration peuvent être convoquées par n'importe lequel de ses membres donnant convocation à tous les autres membres du Conseil d'Administration par écrit 3 jours ouvrés au moins avant la date de la réunion.

3. La personne nommée aux termes de l'article 10 paragraphe 3.3 sera le Président de la réunion du Conseil d'Administration. S'il est absent à cette réunion, la réunion devra nommer un Président parmi les présents. Le vote du Président du Conseil d'Administration ne sera ni décisif ni départageant.

4. Un membre du Conseil d'Administration peut être représenté à la réunion par un de ses pairs en vertu d'une procuration écrite. Une telle procuration peut être donnée pour une réunion précise telle que spécifié dans cette procuration.

5. Les résolutions peuvent être prises par le Conseil d'Administration en dehors d'une réunion formelle, pourvu que tous ses membres aient été consultés par écrit, qu'ils aient exprimé leur opinion sur la résolution prévue par écrit et qu'une majorité simple soit en faveur de telle résolution particulière.

Art. 12. Pouvoirs et devoirs du Conseil d'Administration

1. Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour entreprendre tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs non expressément réservés par la Loi sur les Sociétés Commerciales ou par les présents Statuts à l'Assemblée Générale sont de la compétence du Conseil d'Administration.

2. Le Conseil d'Administration représente la Société. La Société sera engagée par la signature conjointe de deux administrateurs, un administrateur étant nommé conformément à l'article 10 paragraphe 3.1. et un administrateur étant nommé conformément à l'article 10 paragraphe 3.2. à moins que le paragraphe 4.3 de l'article 10 s'applique, auquel cas la Société sera engagée par la signature conjointe de deux administrateurs nommés conformément au paragraphe 4.3 de cet Article 10. Le Conseil d'Administration peut donner procuration à tout Administrateur individuellement lui donnant pouvoir de représenter la Société dans les limites fixées par la procuration. Dans le cas d'un conflit d'intérêts entre un Administrateur et la Société, la Société sera représentée par deux autres Administrateurs, sans préjudice du pouvoir de l'Assemblée Générale de nommer une ou plusieurs autres personnes pour représenter la Société dans un tel cas.

3. A moins que le paragraphe 4 du présent article 12 soit applicable, le Conseil d'Administration devra demander l'approbation préalable de:

3.1 au moins cinq des sept Administrateurs, si le paragraphe 3 de l'article 10 est applicable, une telle majorité devant inclure au moins:

- (i) un des Administrateurs nommés selon les termes du paragraphe 3.1 de l'article 10; et
- (ii) un des Administrateurs nommés selon les termes du paragraphe 3.2 de l'article 10;

3.2 au moins cinq des sept Administrateurs, si le paragraphe 4 de l'article 10 est applicable, de temps en temps: pour des décisions d'exécution qui impliquent:

- (a) l'exercice des droits de vote de n'importe laquelle des actions de PROVIMI S.A.;
- (b) payer des dividendes ou racheter ou rembourser des titres;
- (c) approuver tout investissement ou autres dépenses non prévues par le budget annuel et totalisant dans une année financière plus de 250.000 EUR mais moins de 2.500.000 EUR;
- (d) sous réserve également des conditions d'acquisition prévues par le paragraphe 5 de cet article 12, acquérir ou disposer des actions de PROVIMI S.A.;
- (e) l'initiative ou le règlement de toute procédure contentieuse ou arbitrale par la Société, excepté pour les affaires courantes impliquant des montants de moins de 250.000 EUR au total pour une année financière ou si des mesures d'urgence doivent être prises, auxquels cas l'affaire devra immédiatement après être amenée à l'attention du Conseil d'Administration pour approbation;
- (f) la nomination ou la cessation d'emploi de tout Administrateur exécutif senior ou non, la modification de la rémunération ou des autres indemnités d'un tel employé, la nomination ou la cessation d'emploi de tout autre employé dont le salaire brut (à l'exclusion des primes) est ou excédera 150.000 EUR par an, et la modification de la rémunération ou des autres indemnités d'un tel employé;
- (g) emprunter de l'argent ou participer à des accords financiers impliquant plus de 250.000 EUR pour une année financière autres que ceux prévus par des accords de crédits approuvés précédemment;
- (h) prêter de l'argent pour des sommes excédant 100.000 EUR par prêt; excepté l'extension de crédit à des clients dans la vie courante des affaires;
- (i) conclure à long terme des coopérations directes ou indirectes, participations ou fusions avec une autre personne ou une réorganisation, ou les modifier ou les terminer;
- (j) conclure un contrat ou le modifier ou le terminer, ou conclure, modifier ou terminer tout contrat avec une partie liée;
- (k) participation directe ou indirecte dans le capital d'une autre entité ou changement de l'étendu d'une telle participation;
- (l) établir des plans de pension et donner des droits à une pension en plus de ceux résultant d'accords de pension existants;

(m) émission d'instruments de créance par la Société ou émission d'instruments de créance par une société en commandite ou une société en nom collectif dont la Société est l'associé avec responsabilité illimitée;

(n) demande de figurer ou d'être retiré de la liste des instruments de créance dont il est question au sous-paragraphe (m) sur la liste officielle d'échanges;

(o) entrée, ou sortie de coopération par la Société ou une société dépendante avec une autre personne morale ou société, ou en tant qu'associé avec responsabilité illimitée dans une société en commandite ou dans une société en nom collectif si une telle coopération ou sa cessation sont significatives pour la Société;

(p) acquisition d'une participation par la Société ou tout de ses succursales dans le capital d'une autre société, dont la valeur est au moins égale à la somme du quart du capital émis et des réserves de la société participante, tel que figurant sur son bilan et les rapports y relatifs et tout changement significatif dans l'étendu de telles participations;

(q) investissements nécessitant un montant égal au moins à la somme du quart du capital émis et les réserves de la Société tel que figurant sur son bilan et les rapports y relatifs;

(r) cessation des contrats d'emploi d'un nombre considérable d'employés en même temps ou dans un laps de temps rapproché;

(s) une modification considérable des conditions de travail d'un nombre considérable d'employés;

(t) proposition de réduire le capital de la Société;

(u) proposition de modifier le système de reporting lorsque sont en jeu des dépenses excédant 250.000 EUR durant une année financière si non encore prévu par un budget approuvé;

(v) désignation des personnes ayant droit d'acquiescer les Reçus Dépositaires émis par STICHTING MANAGEMENT;

4. Le Conseil d'Administration devra requérir l'approbation préalable de plus de soixante-sept pour cent (67%) des votes de toutes les Actions émises pour des décisions d'exécution impliquant:

4.1 si des droits préférentiels ne sont pas à exclure: l'émission d'Actions; options, warrants ou autres titres dans la Société; et de telles émissions où des droits préférentiels sont à exclure uniquement si l'émission est proposée pour prévenir ou régler toute faute ou toute faute possible en vertu de toute facilité bancaire affectant le groupe PROVIMI S.A.;

4.2 approbation des comptes annuels de la Société;

4.3 adoption du budget annuel de la Société;

4.4 approbation de tout investissement ou autre dépense par la Société non prévus par le budget annuel et excédant 2.500.000 EUR au total pour une année financière;

4.5 modifications dans la nature des activités du groupe PROVIMI SA;

4.6 acquisition ou disposition de toutes sociétés, entreprises ou actifs et le commencement de nouvelles activités, excepté lorsqu'elles ont été prévues dans le budget annuel adopté;

4.7 nomination ou révocation des auditeurs qui peuvent uniquement être une société internationale de grande réputation;

4.8 modification de la politique comptable adoptée par la Société;

4.9 la délégation par les administrateurs de tout membre du groupe PROVIMI S.A. de leurs pouvoirs à une personne ou un comité qui sera en conflit avec les conditions d'approbation définies par les Statuts;

4.10 la création de toute sûreté sur les actifs de la Société et la garantie donnée par la Société, autres que celles dans le cadre des affaires commerciales courantes et ayant une valeur totale de moins de 100.000 EUR pour une année financière;

4.11 accorder à tout détenteur de Reçus Dépositaires tout droit additionnel en terme de toute mesure d'incitation existante ou à venir opérée par ou au nom de la Société;

4.12 toute approbation, autorisation ou désignation à être accordées en conformité avec les Statuts ou les Conditions Administratives.

5. Le Conseil d'Administration devra requérir l'approbation préalable de PROVIMLUX CVC S.A. et PROVIMLUX OPERA S.A. pour des décisions d'exécution qui impliquent l'acquisition d'actions de PROVIMI S.A.

6. Le Conseil d'Administration devra requérir l'approbation préalable de plus de quatre-vingt-quinze pour cent (95%) des votes attachés à toutes les Actions émises pour des décisions d'exécution qui impliquent:

6.1 des propositions de modifications des Statuts de la Société, modifications des Statuts de STICHTING MANAGEMENT ou des Conditions Administratives;

6.2 des propositions de dissolution volontaire ou de liquidation de la Société;

6.3 des déclarations en faillite et des demandes de sursis à paiements ou des institutions similaires dans des juridictions étrangères à ou en relation avec la Société;

6.4 si des droits préférentiels sont à exclure: l'émission d'Actions, options, warrants ou autres titres dans la Société; à moins qu'une telle émission soit proposée pour prévenir ou régler toute faute ou faute possible suivant toute facilité bancaire affectant le groupe PROVIMI S.A.

7. L'Assemblée Générale peut déterminer certaines autres décisions d'exécution indiquées spécifiquement pour lesquelles le Conseil d'Administration devra requérir l'approbation préalable soit de l'Assemblée Générale, soit de l'assemblée des détenteurs de certaines catégories d'Actions, et l'Assemblée Générale peut décider qu'une telle approbation devra réunir une certaine majorité de votes et/ou de quorum. De telles exigences peuvent être imposées pour une période déterminée ou indéterminée et peuvent être révoquées à tout moment.

8. L'Assemblée Générale devra informer de suite tous les membres du Conseil d'Administration de toute résolution d'étendre les exigences d'approbation définies aux paragraphes 3 à 7 du présent article 12.

9. Les transactions entre la Société et le détenteur d'Actions du capital de la Société ou tous reçus dépositaires émis pour les Actions, ou entre la Société et l'époux(se) d'un tel Actionnaire ou détenteur de reçus dépositaires, doivent

être enregistrées par écrit. Si la disposition prévue dans la première phrase n'est pas respectée la transaction concernée est annulable au profit de la Société.

10. La disposition du paragraphe précédant n'est pas applicable aux transactions entrant dans la vie courante des affaires de la Société.

Art. 13. Assemblée Générale

1. Tous les pouvoirs non dévolus au Conseil d'Administration ou à d'autres seront dévolus à l'Assemblée Générale dans les limites légales et statutaires.

Art. 14. Assemblées Annuelles

1. L'Assemblée Générale Annuelle se tiendra à Luxembourg au siège de la Société le troisième jeudi du mois de juin à 14h00 et pour la première fois en 2003.

2. Si un tel jour est un jour férié légal, l'Assemblée Générale Annuelle se tiendra le jour ouvré qui suit.

3. Toutes autres assemblées des Actionnaires, ordinaires ou extraordinaires, peuvent être tenues aux endroits et dates spécifiés dans les convocations correspondantes.

4. Les administrateurs et les auditeurs peuvent convoquer une Assemblée Générale Extraordinaire. Elle doit être convoquée à la demande des Actionnaires représentant un cinquième du capital de la Société.

Art. 15. Endroit et Convocation

1. L'Assemblée Générale Annuelle peut être tenue à l'étranger uniquement si, selon l'avis discrétionnaire et définitif du Conseil d'Administration, des circonstances exceptionnelles l'exigent. Des résolutions de l'Assemblée Générale tenue ailleurs peuvent être valablement adoptées seulement si l'entière du capital émis est représentée.

2. Les Assemblées Générales sont convoquées au moyen de convocations envoyées au plus tard quinze jours avant l'assemblée par le Conseil d'Administration aux Actionnaires figurant au registre visé à l'article 5. Les convocations contiennent l'ordre du jour sans préjudice des dispositions de l'article 25 concernant les propositions de modification des présents Statuts ou de dissolution de la Société.

3. Les assemblées qui ont été convoquées sans que les formalités du paragraphe 2 du présent article aient été observées, ne peuvent pas valablement adopter des résolutions à moins que celles-ci soient adoptées à l'unanimité et que l'entière du capital émis soit représentée à cette assemblée.

Art. 16. Président, Secrétaire et Procès-verbal

1. Les Assemblées Générales sont présidées par la personne désignée à cet effet par l'Assemblée Générale elle-même. Le président devra alors désigner un Secrétaire pour cette assemblée lequel ne doit pas nécessairement être un Actionnaire.

2. Le Président ou le Conseil d'Administration peuvent demander à un notaire de dresser un enregistrement officiel de l'Assemblée aux frais de la Société.

3. A moins qu'un enregistrement officiel ait été dressé par un notaire, le Procès-Verbal devra être dressé à l'Assemblée Générale par le Secrétaire. Le Procès-verbal devra être approuvé et signé par le président et le Secrétaire de l'Assemblée Générale correspondante en témoignage de celle-ci, ou devra être adopté par la prochaine Assemblée Générale et en témoignage devra être signé par le président et le Secrétaire de cette Assemblée Générale.

4. Le Conseil d'Administration tient un registre écrit de toutes les résolutions. De tels registres sont tenus à la disposition des Actionnaires pour consultation au siège de la Société. Copies ou extraits de tels registres seront fournis aux Actionnaires gratuitement ou au prix coûtant.

Art. 17. Droits de vote

1. Sous réserve des paragraphes 2 et 3 du présent article 17 et des limites imposées par la loi, chaque Action donne droit à un vote. Les Actionnaires peuvent être représentés aux Assemblées Générales par une procuration écrite.

2. Les Actions détenues par la Société ou par une filiale ne donnent pas droit au vote à l'Assemblée Générale conformément aux dispositions des articles 49-2 et suivants de la Loi sur les Sociétés Commerciales.

3. Dans la détermination de la part d'Actionnaires qui exercent leur droit de vote, qui sont présents ou représentés, ou de la part du capital social qui est présent ou représenté, les Actions ne donnant pas droit au vote selon la loi ne seront pas prises en compte.

Art. 18. Procédure de vote

1. Dans les limites autorisées par la loi, les résolutions de l'Assemblée Générales ne pourront être adoptées que par une assemblée où cinquante pour cent (50%) au moins du capital émis est présent ou représenté.

2. Dans la mesure permise par la loi et sauf dispositions contraires des présents Statuts, toute décision de l'Assemblée Générale devra être adoptée par au moins 67% des votes des Actionnaires présents ou représentés.

3. Le vote se fera oralement, étant entendu que si la résolution proposée concerne l'élection de personnes, et sur demande d'une personne ayant droit de vote, il sera procédé au vote par bulletin secret. Le vote par tout autre moyen, par exemple par acclamation, sera permis à moins qu'une personne ayant droit de vote s'y oppose.

4. Lorsque les présents Statuts se réfèrent à des décisions nécessitant une certaine part ou pourcentage des votes à une Assemblée Générale, une telle condition sera satisfaite seulement si le nombre de votes en faveur de la décision est au moins égal à la part ou au pourcentage correspondant du total des votes qui pourraient être émis à l'assemblée concernée si tous les Actionnaires correspondants y étaient présents ou représentés.

Art. 19. Procédures de vote pour les différentes catégories d'Actions

Conformément à l'article 68 de la Loi sur les Sociétés Commerciales, lorsqu'il existe plus d'une catégorie d'Actions et que la résolution de l'Assemblée Générale est susceptible de modifier les droits y afférant, la résolution doit, pour être valable, remplir les conditions de présence prévues à l'article 67-1 de la Loi sur les Sociétés Commerciales et les conditions de majorité prévues aux présents Statuts pour chaque catégorie.

Art. 20. Auditeur statutaire

La Société est surveillée par un ou plusieurs auditeurs statutaires qui sont nommés par l'Assemblée Générale laquelle fixe leur nombre et leur rémunération. La durée du mandat de l'auditeur est fixée par l'Assemblée Générale. Elle ne peut cependant excéder six ans.

Art. 21. Année financière et comptes annuels

1. L'année financière de la Société correspond à l'année civile.
2. Les comptes annuels seront signés par tous les membres du Conseil d'Administration et seront soumis à l'Assemblée Générale pour adoption. Si la signature d'un ou plusieurs des membres du Conseil d'Administration manque, ce fait et la raison d'une telle absence devront être spécifiés.
3. Le Conseil d'Administration dresse les comptes annuels conformément aux dispositions légales. Il soumet ces documents avec le rapport des opérations de la Société un mois au moins avant l'Assemblée Générale Statutaire aux auditeur(s) statutaire(s).

Art. 22. Consultation des comptes annuels

1. Quinze jours avant l'Assemblée Générale, les comptes annuels, le rapport annuel et toute autre information requise par l'article 73 de la Loi sur les Sociétés Commerciales telle que modifiée, devra être à disposition des Actionnaires pour consultation au siège de la Société.
2. Des copies gratuites des documents visés dans le présent article devront être rendues disponibles par la Société pour les Actionnaires.

Art. 23. Réserve légale

Cinq pour cent (5%) du résultat net de la Société devront être alloués à une réserve légale. Une telle allocation cessera d'être obligatoire lorsque la réserve atteint dix pour cent (10%) du capital de la Société.

Art. 24. Distribution de Bénéfices

1. Dans la mesure où la Société a des bénéfices, et sous réserve de l'approbation par le Conseil d'Administration suivant l'article 12 paragraphe 3, l'Assemblée Générale peut décider de distribuer des dividendes aux Actionnaires.
2. Dans la mesure où la Société a des bénéfices, et sous réserve de l'approbation par le Conseil d'Administration suivant l'article 12 paragraphe 3, l'Assemblée Générale peut décider de distribuer des dividendes intérimaires, pourvu que le paragraphe 1 du présent article 24 et l'article 72-2 de la Loi sur les Sociétés Commerciales soient constamment respectés.
3. Les dividendes (y compris les dividendes intérimaires) seront payables au siège de la Société à partir de la date de déclaration des dividendes, à moins que la résolution concernée prévoie une date ou un lieu différents.

Art. 25. Modifications des Statuts et dissolution

1. Lorsque des résolutions visant à la modification des présents Statuts seront présentées à l'Assemblée Générale, ces résolutions devront figurer dans les convocations à l'Assemblée Générale correspondante.
2. Toute personne qui fait une telle convocation contenant une référence à la modification des Statuts doit en même temps déposer une copie de l'amendement correspondant dans laquelle la modification proposée est citée verbatim, au siège de la Société et un tel amendement devra être disponible pour consultation par chaque Actionnaire jusqu'à la clôture de l'Assemblée Générale. Si cette procédure n'est pas suivie, aucune résolution ne peut être valablement adoptée sur cet amendement, à part une résolution qui a été adoptée à l'unanimité lors d'une assemblée à laquelle l'entièreté du capital émis est représentée.
3. Entre le jour du dépôt de l'amendement dont il est question au paragraphe précédent et le jour de l'Assemblée Générale, les Actionnaires auront la possibilité d'obtenir gratuitement une copie de cet amendement par la Société.
4. Une résolution telle que prévue par cet article 25 doit être adoptée par une majorité représentant au moins quatre-vingt-quinze pour cent (95%) de tous les votes attachés à toutes les Actions émises, à moins que la modification concerne une augmentation de capital dans le cadre du capital autorisé comme prévu par l'article 3 pour les besoins duquel pouvoir a spécialement été donné au Conseil d'Administration.

Art. 26. Liquidation

1. La Société peut être dissoute par une décision de l'Assemblée Générale votant avec le même quorum que celui pour la modification des statuts.
2. Dans le cas d'une procédure de liquidation de la Société, la liquidation sera conduite par le Conseil d'Administration, à moins que l'Assemblée Générale en décide autrement lors de la résolution de liquidation ou plus tard.
3. Le produit restant après liquidation sera alloué par paiements aux Actionnaires au pro rata du nombre d'Actions qu'ils détiennent au jour de la liquidation.
4. Après la clôture de la liquidation, les comptes et registres de la Société dissoute devront, durant la période prescrite par la loi, demeurer sous la garde du liquidateur à moins que l'Assemblée Générale en décide autrement lors de la résolution de dissolution ou plus tard.

Art. 27. Dispositions générales

Toutes les matières non régies par les présents Statuts seront soumises aux dispositions de la Loi sur les Sociétés Commerciales.

Art. 28. Définitions et Interprétations

1. Les termes en majuscule suivants, figurant dans les Statuts, auront la signification suivante:

Affiliés:	signifie en relation avec toute partie, toute succursale directe ou indirecte ou toute entité parente de cette partie et toute succursale directe ou indirecte de l'entité parente de cette partie ou toute partie ou fonds gérés ou conseillés par le même conseiller en investissement ou groupe de conseillers en investissement;
Statuts:	signifie les présents statuts;
Statuts de STICHTING MANAGEMENT:	signifie les statuts du détenteur des Actions Ordinaires C;
Conditions Administratives:	signifie les conditions de dépôt régissant l'émission de Reçus Dépositaires;
Président:	signifie le président du Conseil d'Administration;
Loi sur les Sociétés Commerciales:	Loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée;
Reçus Dépositaires:	signifie des reçus dépositaires régis par la loi néerlandaise émis soit (a) par le détenteur des Actions Ordinaires C soit (b) par le détenteur des Actions Ordinaires D;
Institutional Investor Holdings:	signifie détenteurs d'Actions Ordinaires A et détenteurs d'Actions Ordinaires B; et
Groupe PROVIMI S.A.:	signifie PROVIMI S.A. et toutes sociétés et autres entités directement ou indirectement contrôlées par PROVIMI S.A.

2. Lorsque les présents Statuts mentionnent «Actions» et «Actionnaires», ces derniers seront entendus comme toutes les actions de toutes les catégories et tous les détenteurs de toutes catégories d'Actions respectivement, à moins qu'il n'en soit autrement disposé.

3. Références à «écrit» et «par écrit» veulent dire par lettre, télex, e-mail ou fax.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de vingt-trois mille six cents euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise constate que sur demande des comparants le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Signé: X. Pauwels, P. Van Hees, R. Uhl, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 27 novembre 2002, vol. 137S, fol. 15, case 11. – Reçu 19.242,99 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 décembre 2002.

J. Elvinger.

(021174.3/211/1898) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2003.

PROVIMLUX INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 31-33, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 88.571.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

J. Elvinger.

(021176.3/211/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2003.

ProLogis EUROPEAN PROPERTIES FUND, Fonds Commun de Placement.

Le texte coordonné du règlement de gestion de ProLogis European Properties Fund, enregistré à Luxembourg le 15 mai 2003, sous la référence LSO-AE03068, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg le 19 mai 2003.

The consolidated version of the management regulations of ProLogis European Properties Fund, filed in Luxembourg under the reference LSO-AE03068, has been filed with the Luxembourg trade and companies register on 19 May 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ProLogis MANAGEMENT, S.à r.l.

P. Cassells

Gérant / Manager

(023033.3//13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2003.

**DBLA-LATIN BOND FUND, SICAV, Investmentgesellschaft mit variablem Kapital,
(anc. DSB-LATIN BOND FUND, SICAV).**

Gesellschaftssitz: Senningerberg, 6A, route de Trèves.
H. R. Luxemburg B 41.521.

Im Jahre zweitausendddrei, den fünften Mai.

Vor dem unterzeichneten Notar Frank Baden, mit dem Amtswohnsitz in Luxemburg.

Sind die Aktionäre der Aktiengesellschaft DSB-LATIN BOND FUND (SICAV), mit Sitz in Senningerberg, 6A, route de Trèves, eingetragen im Handelsregister von Luxemburg unter der Nummer B 41.521, zu einer ausserordentlichen Generalversammlung zusammengetreten.

Die Aktiengesellschaft DSB-LATIN BOND FUND wurde gegründet gemäss Urkunde des unterzeichneten Notars vom 7. Oktober 1992, veröffentlicht im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 502 vom 3. November 1992.

Die Satzung wurde abgeändert gemäss Urkunde des unterzeichneten Notars vom 20. September 1999, welche im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 771 vom 16. Oktober 1999 veröffentlicht wurde.

Die Versammlung wird um zehn Uhr unter dem Vorsitz von Herrn Markus Biehl, Bankangestellter, wohnhaft in Pluwig (Deutschland), eröffnet.

Der Vorsitzende beruft zum Sekretär Herrn Achim Wolf, Bankangestellter, wohnhaft in Welschbillig (Deutschland).

Die Versammlung wählt einstimmig zum Stimmzählerin Frau Stefanie Jacobs, Bankangestellte, wohnhaft in Palzem (Deutschland).

Der Vorsitzende stellt unter Zustimmung der Versammlung fest:

I.- Die Einberufungen zu gegenwärtiger Versammlung erfolgten:

a) im Mémorial, Recueil C,

Nummer 368 vom 4. April 2003

Nummer 430 vom 19. April 2003

b) im Luxemburger Wort

vom 5. April 2003

vom 19. April 2003

sowie im Tageblatt

vom 4. April 2003

vom 19. April 2003

II.- Die Tagesordnung hat folgenden Wortlaut:

1. Umbenennung der Gesellschaft in DBLA-LATIN BOND FUND und entsprechende Änderung des §1 der Satzung der Gesellschaft («der Satzung»).

2. Einrichtung zweier auf EUR lautender Anteilklassen (C EUR ausschüttend und D EUR thesaurierend) und entsprechende Änderung der §§ 17 und 18 der Satzung.

3. Einrichtung der Möglichkeit, Rücknahme, und Umtauschtransaktionen mit einer Verwässerungsgebühr zu belegen und entsprechende Änderung des § 17 der Satzung.

4. Einrichtung der Möglichkeit, den Nettoinventarwert (um maximal 1%) zu korrigieren, wenn die aus Anteilstransaktionen resultierende Zu- oder Abnahme von Anteilen eine (vom Verwaltungsrat festzulegende) Schwelle überschreitet und entsprechende Änderung des § 18 der Satzung.

5. Sonstiges.

III.- Die Aktionäre sowie deren bevollmächtigte Vertreter sowie die Stückzahl der vertretenen Aktien sind auf einer Anwesenheitsliste mit ihrer Unterschrift eingetragen; diese Anwesenheitsliste welche durch die anwesenden Aktionäre sowie deren bevollmächtigte Vertreter und den Versammlungsvorstand gezeichnet wurde bleibt gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigefügt um mit derselben einregistriert zu werden.

Die Vollmachten der vertretenen Aktionäre, welche durch die Erschienenen ne varietur paraphiert wurden, bleiben gegenwärtiger Urkunde ebenfalls beigefügt.

IV.- Aus dieser Anwesenheitsliste geht hervor, dass von den 45.093 sich im Umlauf befindenden Aktien, 100 Aktien in gegenwärtiger Generalversammlung vertreten sind.

Der Vorsitzende teilt der Generalversammlung mit, dass eine erste ausserordentliche Generalversammlung mit derselben Tagesordnung für den 3. April 2003 einberufen worden war und dass diese Generalversammlung nicht beschlussfähig war, da die notwendige Anwesenheitsquote nicht erreicht war.

Gegenwärtige Generalversammlung ist gemäss Artikel 67-1 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften beschlussfähig, gleich wieviele Aktien anwesend oder vertreten sind.

Alsdann werden nach Eintritt in die Tagesordnung einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst die Umbenennung der Gesellschaft in DBLA-LATIN BOND FUND.

Demgemäss wird §1 der Satzung wie folgt abgeändert:

§ 1

Zwischen allen gegenwärtigen und zukünftigen Aktionären (nachstehend «Anteilinhaber» genannt) besteht eine Aktiengesellschaft (société anonyme) in Form einer «Investmentgesellschaft mit variablem Kapital» (SICAV), unter der Bezeichnung DBLA-LATIN BOND FUND (nachstehend «Gesellschaft» genannt).

Zweiter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst die Einrichtung zweier auf EUR lautender Anteilklassen (C EUR ausschüttend und D EUR thesaurierend).

Dritter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst die Einrichtung der Möglichkeit, Rücknahme und Umtauschtransaktionen mit einer Verwässerungsgebühr zu belegen.

Vierter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst die Einrichtung der Möglichkeit, den Nettoinventarwert (um maximal 1%) zu korrigieren, wenn die aus Anteilstransaktionen resultierende Zu- oder Abnahme von Anteilen eine (vom Verwaltungsrat festzulegende) Schwelle überschreitet.

Fünfter Beschluss

Infolge der vorhergehenden Beschlüsse werden § 17 und § 18 der Satzung wie folgt abgeändert:

§ 17

Die Anteilinhaber können jederzeit die Rücknahme der Anteile durch Rückkaufaufträge bei der Gesellschaft, der Depotbank oder den Zahlstellen verlangen. Die Gesellschaft ist verpflichtet, an jedem Bewertungstag die Anteile zum jeweils geltenden Rücknahmepreis, der dem Inventarwert pro Anteil abzüglich einer Rücknahmegebühr entspricht, zurückzunehmen. Bewertungstag ist jeder Dienstag, der in Frankfurt/Main, Luxemburg und New York ein Bankarbeits- und Börsentag ist. Sofern dieser Tag kein Bankarbeits- und Börsentag in Frankfurt/Main, Luxemburg oder New York ist, ist Bewertungstag der nächstfolgende Bankarbeits- und Börsentag in Frankfurt/Main, Luxemburg und New York. Die Auszahlung des Rücknahmepreises erfolgt unverzüglich nach dem Bewertungstag in USD bzw. EUR.

Bei massiven Rücknahmeverlangen bleibt es der Gesellschaft vorbehalten, nach vorheriger Zustimmung der Depotbank, die Anteile erst dann zum gültigen Rücknahmepreis zurückzunehmen, nachdem sie unverzüglich, jedoch unter Wahrung der Interessen aller Anteilinhaber, entsprechende Vermögenswerte veräußert hat.

Die Depotbank ist nur insoweit zur Zahlung verpflichtet, als keine gesetzlichen Bestimmungen, z.B. devisenrechtliche Vorschriften oder andere, von der Depotbank nicht zu vertretende Umstände, der Überweisung des Rücknahmepreises entgegenstehen.

Um die Performance des Fonds zu sichern, die durch Kosten von Rücknahmen und Umtausch beeinträchtigt werden könnte, können derartige Transaktionen mit einer Verwässerungsgebühr («dilution commission») belegt werden, die dem Fonds zugute kommt. Diese Gebühr berücksichtigt die geschätzten Steueraufwendungen und Transaktionskosten für den Handel mit den zugrundeliegenden Anlagen des Fonds. Die Verwässerungsgebühr beläuft sich auf maximal 0,5% des Inventarwerts pro Anteil und ist an jedem Bewertungstag im Rücknahmepreis enthalten.

§ 18

Zur Errechnung des Ausgabe- und des Rücknahmepreises für die Anteile ermittelt die Depotbank den Wert der zu dem Gesellschaftsvermögen gehörenden Vermögenswerte abzüglich der Verbindlichkeiten der Gesellschaft (nachstehend «Nettovermögen» bzw. «Inventarwert» genannt) an jedem Bewertungstag und teilt den Wert des Nettovermögens, das der jeweiligen Anteilsklasse zuzuordnen ist, durch die Zahl der umlaufenden Anteile der jeweiligen Anteilsklasse (nachstehend «Inventarwert pro Anteil» genannt).

Dabei werden:

- Wertpapiere, die an einer Börse amtlich notiert sind, zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs bewertet;
- Wertpapiere, die nicht an einer Börse amtlich notiert sind, jedoch an einem geregelten Markt bzw. an anderen organisierten Märkten gehandelt werden, ebenfalls zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs bewertet, sofern die Depotbank zur Zeit der Bewertung diesen Kurs für den bestmöglichen Kurs hält, zu dem die Wertpapiere verkauft werden können;
- Wertpapiere, deren Kurse nicht marktgerecht sind, sowie alle anderen Vermögenswerte zum wahrscheinlichen Realisierungswert bewertet, der mit Vorsicht und nach Treu und Glauben zu bestimmen ist;
- flüssige Mittel zu deren Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet;
- Festgelder zum Renditekurs bewertet, sofern ein entsprechender Vertrag zwischen der Gesellschaft und der Depotbank geschlossen wurde, gemäß dem die Festgelder jederzeit kündbar sind und der Renditekurs dem Realisierungswert entspricht;
- nicht auf USD lautende Vermögenswerte zu dem letzten verfügbaren Devisenmittelkurs in USD umgerechnet.

Die Ermittlung des Nettovermögens wird wie folgt vorgenommen:

Als Vermögenswerte der Gesellschaft gelten:

- a) sämtliche Kassenbestände oder als Eingang zu erwartende Barmittel oder Bareinlagen einschließlich aufgelaufener Zinsen;
- b) sämtliche Forderungen, die bei Vorlage zahlbar werden, sowie alle sonstigen Geldforderungen einschließlich noch nicht erfüllter Kaufpreisforderungen aus dem Verkauf von Wertpapieren;
- c) sämtliche verzinsliche und unverzinsliche Wertpapiere, Pfandbriefe, Schuldverschreibungen und Schuldanerkennnisse, Options- und Zeichnungsrechte und alle sonstigen verbrieften und unverbrieften Forderungen und Wertpapiere, die der Gesellschaft zustehen;
- d) alle Ausschüttungen, die die Gesellschaft beanspruchen kann, soweit sie ihr bekannt sind; die Gesellschaft kann jedoch bei der Bewertung dieser Rechte die für Wertpapiere bestehenden Tageskursschwankungen berücksichtigen, die auf Handelspraktiken wie Geschäfte ohne Bezugsrecht beruhen;

e) alle angefallenen Zinsen, die durch die im Besitz der Gesellschaft befindlichen Wertpapiere eingebracht worden sind, sofern diese nicht im Kapitalbetrag der Wertpapiere enthalten sind;

f) die bei der Gründung oder später entstandenen, zunächst teilweise zu aktivierenden Kosten, soweit sie noch nicht vollständig abgeschrieben wurden; und

g) alle anderen Aktiva, inklusive Vorauszahlungen.

Als Verbindlichkeiten der Gesellschaft gelten:

a) Darlehen, Wechselverbindlichkeiten und sonstige geschuldete Beträge;

b) sämtliche von der Gesellschaft geschuldeten, fälligen oder fällig werdenden Vergütungen, Kosten und Honorare inklusive der unter §§ 15 und 19 dieser Satzung aufgeführten;

c) die zur Deckung der am Bewertungstag geschuldeten Steuern gebildeten angemessenen Rücklagen und alle sonstigen Rückstellungen oder Rücklagen, die vom Verwaltungsrat zugelassen oder genehmigt wurden;

d) alle anderen Verpflichtungen.

Der Inventarwert bzw. der Inventarwert pro Anteil wird jeweils in USD und EUR ermittelt.

Bei Festsetzung des Ausgabepreises wird dem Inventarwert pro Anteil zur Abgeltung der Ausgabekosten ein Ausgabeaufschlag hinzugerechnet. Sofern in einem Land, in dem Anteile ausgegeben werden, Stempelgebühren oder andere Belastungen anfallen, erhöht sich der Ausgabepreis entsprechend.

Wenn an einem Bewertungstag alle Transaktionen von Anteilen der Gesellschaft zusammen eine saldierte Zunahme oder Abnahme von Anteilen bewirken, die eine vom Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit für die Gesellschaft (basierend auf dem Umfang der Handels-geschäfte der Gesellschaft und den damit zusammenhängenden Kosten) festgelegte Schwelle überschreitet, so wird der Inventarwert der entsprechenden Anteilklasse um einen Betrag von maximal 1% des Inventarwerts korrigiert. Mit der Korrektur wird den geschätzten Steueraufwendungen und Transaktionskosten, die dem Fonds entstehen können, Rechnung getragen. Bei dieser Korrektur handelt es sich um eine Hinzurechnung, wenn die Nettoveränderung eine Zunahme aller Anteile zur Folge hat, und um einen Abzug, wenn die Folge eine Abnahme der Anteile ist. Analog dazu können derartige Korrekturen zum Anlass genommen werden, die Bewertung der von der Gesellschaft gehaltenen Wertpapiere so anzupassen, dass die geschätzte Spanne zwischen Geld- und Briefkurs widerspiegelt wird.

Die Gesellschaft trägt Sorge dafür, daß in den Ländern, in denen ihre Anteile öffentlich vertrieben werden, eine geeignete Veröffentlichung der Anteilpreise erfolgt.

Anteilkauf- und -verkaufsaufträge, die am Bewertungstag bis 14 Uhr eingegangen sind, werden mit dem zu diesem Zeitpunkt festgestellten Ausgabe- und Rücknahmepreis abgerechnet. Schalteraufträge werden auch nach diesem Zeitpunkt noch mit diesem Ausgabe- und Rücknahmepreis abgerechnet, sofern keine besonderen Umstände auftreten, die auf eine erhebliche Änderung des Inventarwerts pro Anteil schließen lassen.

Die Errechnung des Inventarwerts sowie die Ausgabe und Rücknahme von Anteilen kann von der Gesellschaft zeitweilig ausgesetzt werden, wenn und solange

- eine Börse, an der ein wesentlicher Teil der Wertpapiere des Gesellschaftsvermögens gehandelt wird, (außer an gewöhnlichen Wochenenden und Feiertagen) geschlossen, der Handel eingeschränkt oder ausgesetzt ist;

- die Gesellschaft über Vermögenswerte nicht verfügen kann;

- die Gegenwerte bei Käufen sowie Verkäufen nicht zu transferieren sind;

- es unmöglich ist, die Ermittlung des Inventarwerts ordnungsgemäß durchzuführen.

Die Aussetzung und Wiederaufnahme der Inventarwertberechnung wird unverzüglich den Anteilinhabern mitgeteilt, die ihre Anteile zur Rücknahme angeboten haben.

Die Gesellschaft ist mit vier Anteilklassen ausgestattet. Anteile der Klassen B USD und D EUR haben keinen Anspruch auf Ausschüttung, Anteile der Klassen A USD und C EUR haben ein Recht auf eine jährliche Ausschüttung gemäß den Bestimmungen im Abschnitt «Ausschüttungen». Alle Anteile nehmen von ihrer Ausgabe an in gleicher Weise an den Erträgen und am Liquidationserlös ihrer Anteilklasse teil.

Der Anteilinhaber kann seine Anteile ganz oder teilweise in Anteile der anderen Anteilklassen umtauschen. Der Tausch der Anteile erfolgt zu den Rücknahmepreisen des auf den Tauschauftrag folgenden Bewertungstags abzüglich einer Umtauschgebühr von 0,5%. Ein sich aus dem Tausch ergebender Restbetrag wird an den Anteilinhaber ausbezahlt, soweit dieser Restbetrag den Mindestbetrag von 10,00 USD bzw. den Gegenwert in EUR übersteigt.

Die Aussetzung und die Wiederaufnahme der Inventarwert-Berechnung wird unverzüglich auch den Anteilinhabern mitgeteilt, die ihre Anteile zum Umtausch angeboten haben.

Die Berechnung des Anteilwerts erfolgt für jede Anteilklasse durch Teilung des Werts des Gesellschaftsvermögens, der einer Klasse zuzurechnen ist, durch die Zahl der am Bewertungstag im Umlauf befindlichen Anteile dieser Klasse.

Der Prozentsatz des jeder Anteilklasse zuzurechnenden Wertes des Nettovermögens der Gesellschaft ist anfänglich gleich dem Prozentsatz der Anteile jeder Anteilklasse an der Gesamtzahl aller Anteile der Gesellschaft. Er verändert sich wie folgt:

- Wenn Ausschüttungen auf die Anteile der Klassen A USD und C EUR erfolgen, wird gleichzeitig der Wert des Nettovermögens, der den Anteilen der Klassen A USD und C EUR zuzurechnen ist, um den Betrag dieser Ausschüttungen gekürzt (das bedeutet eine Verminderung des prozentualen Anteils der A USD- und C EUR-Anteile am gesamten Wert des Nettovermögens der Gesellschaft), während der Wert des Nettovermögens, der den Anteilen der Klassen B USD und D EUR zuzurechnen ist, unverändert bleibt (dies bedeutet eine Vergrößerung des prozentualen Anteils der B USD- und D EUR-Anteile am gesamten Wert des Nettovermögens der Gesellschaft).

- Wenn die Gesellschaft Anteile ausgibt, so wird der Wert des Nettovermögens der jeweiligen Klasse um den bei der Ausgabe erzielten Erlös erhöht.

- Wenn die Gesellschaft Anteile zurücknimmt, so vermindert sich der Wert des Nettovermögens der jeweiligen Klasse um den Inventarwert der zurückgenommenen Anteile.

Für die ausschüttenden Anteilklassen können Ausschüttungen entsprechend den in Luxemburg gültigen Bestimmungen erfolgen.

Eine Ausschüttung erfolgt auf die am Ausschüttungstag umlaufenden Anteile.

Ausschüttungsbeträge, die nicht innerhalb von 5 Jahren nach Veröffentlichung der Ausschüttungserklärung geltend gemacht wurden, verfallen zugunsten der Gesellschaft. Ungeachtet dessen ist die Gesellschaft berechtigt, Ausschüttungsbeträge, die nach Ablauf dieser Verjährungsfrist geltend gemacht werden, zu Lasten des Gesellschaftsvermögens an die Anteilhaber auszuzahlen.

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist, wird die Versammlung aufgehoben.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Senningerberg, am Sitz der Gesellschaft, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, haben dieselben mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: M. Biehl, A. Wolf, St. Jacobs, F. Baden.

Enregistré à Luxembourg, le 6 mai 2003, vol. 17CS, fol. 64, case 2. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Für gleichlautende Ausfertigung, der Gesellschaft auf Begehrt erteilt zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 9. Mai 2003.

F. Baden.

(021758.3/200/210) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2003.

CREDIT AGRICOLE FUNDS, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-2520 Luxembourg, 39, allée Scheffer.

R. C. Luxembourg B 68.806.

CPR UNIVERSE, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-2520 Luxembourg, 39, allée Scheffer.

R. C. Luxembourg B 25.553.

MERGER PROPOSAL

In the year two thousand and three, on the thirteenth day of May.

Before us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Mersch (Luxembourg).

Appeared Miss Céline Gutter, private employee, residing in Luxembourg, and Mr Giovanni Notarantonio, private employee, residing in Luxembourg,

acting as proxy in the name and on behalf of respectively:

CREDIT AGRICOLE FUNDS, a Luxembourg Société d'Investissement à Capital Variable, with its registered office at 39, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg;

And

CPR UNIVERSE, a Luxembourg Société d'Investissement à Capital Variable, with its registered office at 39, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg,

on the basis of two proxies given on May 12, 2003.

The aforesaid proxies, after having been signed *ne varietur* by the appearing parties and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with it with the registration authorities.

Who declared the following:

Whereas CREDIT AGRICOLE FUNDS (hereinafter «CAF»), is an undertaking for collective investment in transferable securities organised as a société d'investissement à capital variable under Part I of the Luxembourg law of 30 March 1988 existing as an umbrella fund with several portfolios (each a «Portfolio» or «Portfolios») all as described in the prospectus of CAF dated December 2002 accompanied by the supplement dated April 1, 2003.

CAF comprises the following Portfolios, the investment objectives and policies of which are described in the prospectus of CAF.

Equity Portfolios

Global/Regional/Country Portfolios

Europe
Eurostocks
Europe Sector Selection
France
Germany

Global Equities
Iberia
Italy
Japan
North America
Switzerland
United Kingdom

Smaller Companies/Sector Portfolios

Europe Smaller Companies
Japan Smaller Companies
North America Smaller Companies
US Value
Europe Equity Research
Europe Technology
Global Consumer*
Global Finance
Global Healthcare
Global Multimedia

Asian /Emerging Markets Portfolios

Asian Growth
 Asian Renaissance
 Emerging Markets
 Eastern Europe
 Hong Kong
 Korea
 Latin America
 Thailand

Convertible Bond Portfolios

European Convertible Bond

*Bond Portfolios***Global Bonds Portfolios**

Asian Income
 Euro Bond
 Euro Corporate Bond
 Global Bond
 Swiss Franc Bond
 US Dollar Bond

Emerging Debt/High Yield Bond Portfolios

Emerging Markets Debt
 European High Yield Bond

Reserve Portfolios

Euro Reserve
 USD Reserve

*This Portfolio is currently dormant and will be launched on 11 August 2003.

Shares of each Portfolio (except for the Euro Bond and Euro Corporate Bond) are divided into 4 Sub-Classes, each with its own specific fee structure, dividend policy and minimum investment requirement, being the Institutional Sub-Class (Sub-Class I), the Private Sub-Class (Sub-Class P), the Classic Sub-Class (Sub-Class C) and the Classic S Sub-Class (Sub-Class S). The Euro Bond and Euro Corporate Bond are divided into 5 Sub-Classes, being the Institutional Sub-Class (Sub-Class I), the Institutional Sub-Class II (Sub-Class I (2)), the Private Sub-Class (Sub-Class P), the Classic Sub-Class (Sub-Class C) and the Classic S Sub-Class (Sub-Class S).

The Shares are further sub-divided into two categories, distribution shares and accumulation shares. Accumulation shares are available for all sub-classes except in Institutional Sub-Class II while Distribution Shares are only available for the Private and Classic Sub-Classes and Institutional Sub-Class II.

Whereas CPR UNIVERSE (hereinafter «the Company») is also an undertaking for collective investment in transferable securities organised as a société d'investissement à capital variable under Part I of the Luxembourg law of 30 March 1988 existing as an umbrella fund all as described in the current prospectus of the Company. CPR Universe currently only issues shares of one sub-fund, the Consumers portfolio.

Shares of CPR Universe-Consumers are divided into two classes of shares; class A accumulation shares and class B distribution shares.

The Global Consumer portfolio in CAF, which will have the same investment policy and objective to that of CPR Universe -Consumers, will be launched on the Effective Date.

The Boards of Directors of the two Sicavs (the «Boards») propose a merger (the «Merger») of CAF and the Company in view of offering shareholders better investment opportunities and achieving certain economies of scale and relative cost savings by contributing the assets and liabilities of the Company to CAF-Global Consumer.

DELOITTE & TOUCHE LUXEMBOURG S.A., 3, route d'Arlon, L-8009 Luxembourg have been designated by the Board of Directors of the Company to establish the report on the Merger Proposal to the shareholders of the Company, in accordance with Article 266 of the Luxembourg law of 10 August 1915 on Commercial Companies, as amended, (the «Law») for the purpose of the formal merger.

PricewaterhouseCoopers, 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg have been designated by the Board of Directors of CAF to establish the report on the Merger Proposal to the shareholders of CAF, in accordance with Article 266 of the Law, for the purpose of the formal merger.

The proposed Merger is subject to the condition that the shareholders of the Company approve the present Merger Proposal at an extraordinary general meeting of shareholders, in conformity with the Law.

The Effective Day (as this term is hereinafter defined) of the Merger shall be the 11 August 2003, or such other day as decided by the extraordinary general meeting of shareholders of the Company.

Now therefore,

subject to the approval by the shareholders of the Company deciding at an extraordinary general meeting of shareholders, the following merger proposal has been adopted:

1. On the date of effect anticipated to be 11 August 2003 (the «Effective Day») or such other day as shall be decided by the extraordinary general meeting of shareholders of the Company and subject to the shareholders of CAF not requesting the convening of an extraordinary general meeting of shareholders pursuant to Article 264 of the Law, the Company in pursuance of Article 259 of the Law, shall contribute all its assets and liabilities to CAF in particular into the CAF-Global Consumer portfolio.

2. In exchange for the contribution, CAF shall on the Effective Day issue shares to the shareholders of the Company as follows:

CAF shall issue to the shareholders of CPR Universe -Consumers without charge, registered shares without par value of CAF-Global Consumer (the «New Shares») (including fractional shares up to three decimal places) in exchange for the contribution of all assets and liabilities of the Company, on the basis of the shareholders' register of the Company on the Effective Day.

The New Shares will, in all cases be issued at a one-to-one ratio: investors will receive one share of CAF-Global Consumer for each share they own in CPR Universe - Consumers being merged. The New Shares will, on the Effective Day, be issued at a price corresponding to the net asset value per share of CPR Universe -Consumers prevailing on the Effective Day.

Shareholders of class A of CPR Universe -Consumers shall receive accumulation shares of Classic Sub-Class in the CAF Global Consumer portfolio.

Shareholders of class B of CPR Universe-Consumers shall receive distribution shares of Classic Sub-Class in the CAF Global Consumer portfolio.

Shareholders of CPR Universe-Consumers who qualify and demonstrate sufficiently that they qualify as institutionals (by providing the central administration with sufficient evidence) shall receive accumulation shares of Institutional Sub-Class in CAF - Global Consumer.

3. As from the Effective Day, all assets and liabilities of the Company shall be transferred to CAF into the Global Consumer portfolio and for accounting purposes all operations of the Company will be considered as accomplished for the account of CAF-Global Consumer.

4. As a result of the Merger, the Company shall cease to exist and all its shares in issue shall be cancelled.

5. The shareholders of CPR Universe shall automatically be registered in the share register of CAF and share confirmations relating to the New Shares shall be sent out to all former shareholders of CPR Universe.

6. Upon request, registered share certificates of CAF-Global Consumer shall be issued by the Transfer Agent of CAF to the former shareholders of the Company so requesting in writing.

7. As from the Effective Day, shares of CAF-Global Consumer attributed to shareholders of the Company shall in all respects have the same rights as those issued thereafter in CAF-Global Consumer, in particular as to their voting rights and as to their entitlement to benefits.

The following documents are made available free of charge to the shareholders at the registered office:

- (i) the audited annual accounts of the Company at 31 December 2000, 31 December 2001 and 31 December 2002,
- (ii) the audited annual accounts of CAF at 30 June 2000, 30 June 2001 and 30 June 2002, semi-annual accounts as of 31 December 2002 and interim financial statements as of 31 March 2003;
- (iii) the reports of the Board of Directors of the Company and CAF, respectively, in accordance with Article 267 of the Law;
- (iv) the special reports of the independent auditors appointed by the Company and CAF respectively.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, as a result of this deed are estimated at six thousand two hundred Euro.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on the request of the above appearing persons the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same persons and in case of any difference between the English and the French text, the English text will be binding.

Whereof the present original deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing all of whom are known to the notary by their surnames, civil status and residence, the said persons sign together with us, notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille trois, le treize mai.

Par-devant Nous Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Mersch (Luxembourg).

Ont comparu Mademoiselle Céline Gutter, employée privée, demeurant à Luxembourg et Monsieur Giovanni Notarantonio, employé privé, demeurant à Luxembourg,

agissant en tant que mandataires au nom et pour le compte de respectivement:

CREDIT AGRICOLE FUNDS, une Société d'Investissement à Capital Variable Luxembourgeoise, ayant son siège social au 39, allée Scheffer, L- 2520 Luxembourg;

et

CPR UNIVERSE, une Société d'Investissement à Capital Variable Luxembourgeoise, ayant son siège social 39, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg

en vertu de deux procurations données le 12 mai 2003.

Les prédictes procurations après avoir été signées ne varient par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présente acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Qui a déclaré ce qui suit:

Alors que CREDIT AGRICOLE FUNDS (ci-après «CAF») est un organisme de placement collectif en valeurs mobilières organisé en tant que société d'investissement à capital variable, conformément à la Partie I de la loi luxembourgeoise du 30 mars 1988, comme fonds à compartiments multiples avec différents portefeuilles d'actifs (chacun un

«Portefeuille» ou les «Portefeuilles»), tel que cela est décrit dans le prospectus de CAF daté décembre 2002 accompagné du supplément daté 1^{er} avril 2003.

Les différents Portefeuilles de CAF comprennent les Portefeuilles suivants, dont les objectifs et politiques d'investissement sont décrits dans le prospectus de CAF, ces Portefeuilles qui n'ont pas encore été lancés à la Date Effective étant lancés comme défini ci-après:

Portefeuilles d'actions

Actions: Global/Regional/Pays

Europe
Eurostocks
Europe Sector Selection
France
Germany

Global Equities
Iberia
Italy
Japan
North America
Switzerland
United Kingdom

Actions: Asie/Marchés Emergents

Asian Growth
Asian Renaissance
Emerging Markets
Eastern Europe
Hong Kong
Korea
Latin America
Thailand

Petites capitalisations/Secteur

Europe Smaller Companies
Japan Smaller Companies
North America Smaller Companies
US Value
Europe Equity Research
Europe Technology
Global Consumer*
Global Finance
Global Healthcare
Global Multimedia

Portefeuilles d'obligations

Obligation: Convertibles

European Convertible Bond

Obligations: Global

Asian Income
Euro Bond
Euro Corporate Bond
Global Bond
Swiss Franc Bond
US Dollar Bond

Obligations: Dette Marchés Emergents / obligations à Haut Rendement

Emerging Markets Debt
European High Yield Bond

Portefeuilles réserve

Euro Reserve
USD Reserve

*Ce Portefeuille est actuellement en sommeil et sera lancé le 11 août 2003.

Les Actions de chaque Portefeuille (à l'exception du Euro Bond and Euro Corporate Bond) sont divisées en quatre Sous-Classes chacune avec sa propre structure de commission, de politique, de dividende et d'exigence d'investissement minimum à savoir la Sous-Classe «Institutional» («Sous-Classe C»), la Sous-Classe «Private» («Sous-Classe P»), la Sous-Classe «Classic» («Sous-Classe C») et la Sous-Classe «Classic S» («Sous-Classe S») représentant quatre structures avec des frais différents. Les compartiments Euro Bond et Euro Corporate Bond sont divisés en 5 sous-classes, la Sous-Classe «Institutional», la Sous-Classe «Institutional II», la Sous-Classe «Private», la Sous-Classe «Classic» et la Sous-Classe «Classic S».

Les Actions sont par ailleurs sous divisées en deux catégories, actions de distribution et actions de capitalisation. Les actions de capitalisation sont disponibles pour toutes les Sous-Classes sauf pour la Sous-Classe «Institutional II» alors que les Actions de Distribution sont seulement disponible pour les Sous-Classes «Private», «Classic» et «Institutional II».

Alors que CPR UNIVERSE (la «Société») est également un organisme de placement collectif en valeurs mobilières, organisé en tant que société d'investissement à capital variable, conformément à la Partie I de la loi luxembourgeoise du 30 mars 1988, comme fonds à compartiments multiples tous décrits dans le Prospectus de la Société. Seul le Portefeuille CPR Universe-Consumers émet des actions.

Les Actions de CPR Universe-Consumers sont divisées en deux classes d'actions; classe A capitalisation et classe B distribution.

Le Portefeuille Global Consumer dans CAF sera lancé à la Date Effective et aura la même politique d'investissement et même objet que CPR Universe-Consumers.

Les Conseils d'Administration des deux Sicavs (les «Conseils») proposent une fusion (la «Fusion») de la Société et CAF en vue d'offrir aux actionnaires de meilleures opportunités d'investissement et de réaliser certaines économies d'échelle et des économies sur les frais en apportant tout l'actif et le passif de la Société au Portefeuille CAF-Global Consumer.

DELOITTE & TOUCHE LUXEMBOURG S.A., 3, route d'Arlon, L-8009 Luxembourg, a été désigné par le Conseil d'Administration de la Société pour établir le rapport sur le Projet de Fusion aux actionnaires de la Société selon les dispositions de l'article 266 de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée (la «Loi»).

PricewaterhouseCoopers, 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, a été désigné par le Conseil d'Administration de CAF pour établir le rapport sur le Projet de Fusion aux actionnaires de CAF selon les dispositions de l'article 266 de la Loi.

La Fusion proposée est sujette à la condition d'approbation par les actionnaires de la Société du projet de fusion par une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société conformément à la Loi.

La Date Effective (telle que définie ci-après) de la Fusion sera le 11 août 2003 ou toute autre date choisie par l'assemblée générale extraordinaire.

Il a dès lors été convenu,

sous réserve de l'approbation de la Fusion par les actionnaires de la Société décidant en assemblée générale extraordinaire des actionnaires, le projet de fusion suivant a été adopté:

1. A la date effective prévue au 11 août 2003 (la «Date Effective») ou toute autre date décidée par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société et sous condition que les actionnaires de CAF ne demandent pas la tenue d'une assemblée générale des actionnaires conformément à l'article 264 de la Loi, la Société conformément à l'article 259 de la Loi, apportera l'ensemble de ses actifs et ses engagements à CAF en particulier au portefeuille CAF-Global Consumer.

2. En échange de l'apport, CAF émettra, à la Date Effective, des Actions aux actionnaires de la Société de la façon suivante:

CAF émettra aux actionnaires de CPR Universe-Consumers sans frais, des actions sous forme nominative, sans valeur nominale, du portefeuille CAF-Global Consumer (les «Nouvelles Actions») (comprenant des fractions d'actions jusqu'à trois décimales) en considération de l'apport de l'ensemble de l'actif et du passif de la Société, et sur la base du registre des actionnaires de la Société à la Date Effective.

Les Nouvelles Actions seront émises au ratio d'échange de un à un: les investisseurs recevront respectivement une action appartenant au Portefeuille CAF-Global Consumer pour chaque action qui leur appartient dans CPR Universe-Consumers qui sera fusionné. Les Nouvelles Actions seront émises à la Date Effective à un prix correspondant à la valeur nette d'inventaire par actions du portefeuille CPR Universe -Consumers en cours à la Date Effective.

Les actionnaires détenant des actions de la classe A de CPR Universe-Consumers recevront des actions de capitalisation de la Sous-Classe C de CAF-Global Consumer.

Les actionnaires détenant des actions de la classe B de CPR Universe Sicav-Consumers recevront des actions de distribution de la Sous-Classe C de CAF-Global Consumer.

Les actionnaires de CPR Universe-Consumers qui sont éligibles et qui peuvent démontrer de façon satisfaisante qu'ils sont des institutionnels (en communiquant les preuves nécessaires à l'administration centrale) recevront des actions de capitalisation de la Sous-Classe «Institutional» de CAF-Global Consumer.

3. A compter de la Date Effective, tout l'actif et le passif de la Société seront transférés à CAF dans son portefeuille Global Consumer, et aux fins comptables, toutes les opérations de la Société seront considérées comme accomplies pour le compte de CAF-Global Consumer.

4. Du fait de la Fusion, la Société cessera d'exister et toutes ses actions émises seront annulées.

5. Les actionnaires de CPR Universe seront automatiquement inscrits dans le registre des actionnaires de CAF et les confirmations d'actions relatives aux Nouvelles Actions seront envoyées à tous les anciens actionnaires de CPR Universe.

6. Sur demande, des certificats d'actions nominatives de CAF-Global Consumer seront émis par l'Agent de Transfert de CAF aux anciens actionnaires de la Société qui en feront la demande par écrit.

7. A compter de la Date Effective, les actions de CAF-Global Consumer attribuées aux actionnaires de la Société auront les mêmes droits que celles de CAF émises par la suite dans CAF-Global Consumer, en particulier en ce qui concerne leurs droits de vote et leur droit à des dividendes.

Les documents suivants sont mis à la disposition des actionnaires sans frais au siège social:

(i) les comptes annuels et les rapports de gestion de la Société au 31 décembre 2000, 31 décembre 2001 et 31 décembre 2002,

(ii) les comptes annuels et les rapports de gestion de CAF au 30 juin 2000, 30 juin 2001, 30 juin 2002; un rapport semi-annuel au 31 décembre 2002 et des états financiers intérimaires au 31 mars 2003;

(iii) les rapports du conseil d'administration de la Société et CAF, conformément à l'article 267 de la Loi;

(iv) les rapports spéciaux des experts indépendants nommés par respectivement la Société et par CAF.

Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature liés à cet acte s'élèvent à six mille deux cents Euros.

Le notaire soussigné, qui connaît la langue anglaise, déclare par les présentes qu'à la requête des personnes comparant, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française; à la demande des mêmes personnes et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom, état et demeure, les comparants ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: C. Gutter, G. Notarantonio, H. Hellinckx.

Enregistré à Mersch, le 13 mai 2003, vol. 424, fol. 46, case 10. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): A. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 14 mai 2003.

H. Hellinckx.

(022509.2/242/307) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2003.

BALMORAL INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 42.868.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

WILSON ASSOCIATES

Signature

(023382.3/803/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2003.

CASH INVEST, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 76, avenue de la Liberté.

R. C. Luxembourg B 29.196.

L'an deux mille trois, le deux mai.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem (Luxembourg).

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de CASH INVEST, une société anonyme, constituée sous forme d'une société d'investissement à capital variable, suivant acte notarié du 22 novembre 1988, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 13 du 17 janvier 1989, établie et ayant son siège social à L-1930 Luxembourg, 76, avenue de la Liberté (ci-après dénommée la «Société»). Les statuts de la Société ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 15 novembre 2002, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 5 du janvier 2003.

Ladite Société est inscrite au registre de commerce et des sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 29.196.

L'assemblée est déclarée ouverte à seize heures et est présidée par Madame Pilar Verde, employée de banque, demeurant à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Catia Paciotti, employée de banque, demeurant à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Alexandre Pierron, employé de banque, demeurant à Thionville.

Le Président déclare et prie le notaire d'acter:

I.- Que l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Modification de l'article 3 des statuts au premier paragraphe comme suit:

«L'objectif exclusif de la société est de placer ses fonds recueillis du public, sans promouvoir la vente de leurs parts auprès du public dans la Communauté Economique Européenne ou dans toute partie de celle-ci, en valeurs dans le but de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion de ses actifs dans les différents compartiments.»

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant. Cette liste restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées, les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant.

III.- Qu'il apparaît de ladite liste de présence que les huit mille sept cent soixante-sept (8.767) actions en circulation sont dûment présentes ou représentées à la présente Assemblée, de sorte que l'Assemblée est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, sur tous les objets portés à l'ordre du jour.

Après en avoir délibéré, l'Assemblée Générale Extraordinaire a pris la résolution suivante afin de modifier les statuts comme suit:

Résolution

L'Assemblée Générale Extraordinaire décide de modifier l'objet social de la société.

En conséquence, l'article 3 des statuts est modifié et aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 3.** L'objectif exclusif de la société est de placer ses fonds recueillis du public, sans promouvoir la vente de ses parts auprès du public dans la Communauté Economique Européenne ou dans toute partie de celle-ci, en valeurs dans

le but de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion de ses actifs dans les différents compartiments.

La Société peut prendre toutes les mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son but au sens le plus large dans le cadre de la partie II de la loi du 30 mars 1988 relative aux organismes de placement collectif.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à seize heures trente.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, les membres du bureau ont tous signé avec le notaire la présente minute.

Signé: P. Verde, C. Paciotti, A. Pierron, J.-J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 17 mai 2003, vol. 877, fol. 17, case 1. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 12 mai 2003.

J.-J. Wagner.

(024506.3/239/57) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2003.

**AUSTRASIA EVENTS S.A., Société Anonyme,
(anc. Société à responsabilité limitée).**

Siège social: L-2330 Luxembourg, 140, boulevard de la Pétrusse.

R. C. Luxembourg B 88.932.

L'an deux mille trois, le huit avril.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Se réunit une assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée AUSTRASIA EVENTS, S.à r.l., ayant son siège social à L-2330 Luxembourg, 140, boulevard de la Pétrusse, R. C. Luxembourg section B numéro 88.932, constituée suivant acte reçu le 13 août 2002 par Me Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg.

L'assemblée est présidée par Patrick Van Hees, juriste, demeurant à Messancy (Belgique).

Le président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Rachel Uhl, juriste, demeurant à Luxembourg.

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les associés présents ou représentés et le nombre de parts sociales qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II.- Il ressort de la liste de présence que les 100,- (cent) parts sociales, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les associés ont été préalablement informés.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1.- Changement de la forme juridique de la société, pour la transformer de société à responsabilité limitée (S.à r.l.) en société anonyme (S.A.).

2.- Modification de la dénomination sociale de la société en AUSTRASIA EVENTS S.A.

3.- Décharge aux deux gérants.

4.- Nomination des administrateurs de la société anonyme.

5.- Nomination de deux administrateurs délégués.

6.- Nomination d'un commissaire aux comptes.

7.- Refonte complète des statuts de manière à les adapter à la nouvelle forme juridique de la société sans en modifier les caractéristiques essentielles et pour refléter les décisions à prendre au sujet d'éventuelles clauses particulières.

8.- Divers.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, les associés décident ce qui suit à l'unanimité:

Première résolution

L'assemblée décide de changer la forme juridique de la société, pour la transformer de société à responsabilité limitée (S.à r.l.) en société anonyme (S.A.).

Deuxième résolution

L'assemblée décide de modifier la dénomination sociale de la société en AUSTRASIA EVENTS S.A.

Troisième résolution

L'assemblée décide de donner entière décharge aux deux gérants M. Patrick Scharf et M. Yves Conde pour l'accomplissement de leurs mandats de gérants jusqu'à la date de ce jour.

Quatrième résolution

L'assemblée décide de nommer, en qualité d'administrateurs de la société anonyme, pour une durée de six années, leur mandat expirant lors de l'assemblée générale qui se tiendra en 2009, les personnes suivantes:

1. Monsieur Patrick Scharf, demeurant à Ars-sur-Moselle (France);

2. Monsieur Yves Conde, demeurant à Metz (France);

3. Mademoiselle Neila Touati, demeurant à Metz (France);

Cinquième résolution

Sont appelés aux fonctions d'administrateur-délégué à la gestion journalière des affaires de la société:

1. Monsieur Patrick Scharf, préqualifié;
2. Monsieur Yves Conde, préqualifié.

La société sera valablement engagée par la signature conjointe des deux administrateurs délégués de la société.

Sixième résolution

Est appelé aux fonctions de commissaire pour une durée de six années, son mandat expirant lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2009, Monsieur Richard Gauthrot, réviseur d'entreprises, établi à Luxembourg.

Septième résolution

L'assemblée décide de procéder à une refonte totale des statuts pour refléter les résolutions prises ci-avant et pour les adapter à la nouvelle forme juridique de la société, leur donnant la teneur suivante:

STATUTS**Titre Ier.- Dénomination, Siège, Objet, Durée****Art. 1^{er}. Forme, Dénomination**

1.1. Une société anonyme luxembourgeoise est régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et par les présents statuts.

1.2. La société adopte la dénomination AUSTRASIA EVENTS S.A.

Art. 2. Siège social

2.1. Le siège social est établi dans la Ville de Luxembourg. Le conseil d'administration est autorisé à changer l'adresse de la société à l'intérieur de la commune du siège social statutaire.

2.2. La société peut également par décision du conseil d'administration, créer, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, des filiales, agences ou succursales.

2.3. Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert, conservera la nationalité luxembourgeoise. Pareille décision de transfert du siège social sera faite par le conseil d'administration.

Art. 3. Objet

La société a pour objet la vente de produit de communication et de prestations en communication interne et externe, la création et l'organisation d'événements, la commercialisation de tous travaux rédactionnels et animations diverses.

La Société pourra en outre réaliser toutes opérations commerciales, techniques et financières, en relation directe ou indirecte avec les secteurs prédécrits et aux fins de faciliter l'accomplissement de son objet, y compris par la prise de participations et d'intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises, luxembourgeoises ou étrangères, avec même objet social ou objet social connexe, similaire ou complémentaire.

Art. 4. Durée

4.1. La société est constituée pour une durée illimitée.

4.2. La société peut être dissoute à tout moment par décision des actionnaires délibérant aux conditions requises pour une modification statutaire.

Titre II.- Capital**Art. 5. Capital social**

Le capital social souscrit est fixé à EUR 31.000,- (trente et un mille Euros), divisé en 100,- (cent) actions d'une valeur nominale de EUR 310,- (trois cent dix Euros) chacune.

Art. 6. Modification du capital social

6.1. Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décisions de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

6.2. La société peut procéder au rachat de ses propres actions sous les conditions prévues par la loi.

Art. 7. Nature des actions

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Art. 8. Cession d'actions

Il n'existe aucune restriction statutaire quant aux transactions ou aux cessions d'actions de la société.

Titre III.- Administration, Direction, Surveillance**Art. 9. Conseil d'administration**

9.1. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

9.2. Les administrateurs seront nommés par l'assemblée générale annuelle pour une durée qui ne peut dépasser six ans. Ils sont rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale.

9.3. En cas de vacance du poste d'un administrateur nommé par l'assemblée générale pour cause de décès, de démission ou autre raison, les administrateurs restants nommés de la sorte peuvent se réunir et pourvoir à son remplacement, à la majorité des votes, jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Art. 10. Réunions du conseil d'administration

10.1. Le conseil d'administration peut élire parmi ses membres un président. Le premier président peut être nommé par la première assemblée générale des actionnaires. En cas d'empêchement du président, il sera remplacé par l'administrateur élu à cette fin parmi les membres présents à la réunion.

10.2. Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président ou de deux administrateurs.

10.3. Le conseil ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Toute décision du conseil d'administration est prise à la majorité simple. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

10.4. Les administrateurs peuvent émettre leur vote par voie circulaire.

10.5. Ils peuvent émettre leur vote par lettre, télécopieur, télégramme ou télex, les trois derniers étant à confirmer par écrit.

10.6. Les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration sont signés par tous les membres présents aux séances.

10.7. Des extraits seront certifiés par le président du conseil d'administration ou par deux administrateurs.

Art. 11. Pouvoirs généraux du conseil d'administration

Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus et exclusifs pour faire tous les actes d'administration et de gestion qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les présents statuts à l'assemblée générale.

Art. 12. Délégation de pouvoirs

12.1. Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière des affaires de la société, entendue dans son sens le plus large, à des administrateurs ou à des tiers qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires de la société.

12.2. La délégation à un administrateur est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

12.3. Le premier administrateur-délégué peut être nommé par la première assemblée générale des actionnaires.

Art. 13. Représentation de la société

Vis-à-vis des tiers, la société est en toutes circonstances représentée dans le cadre de son objet social par trois administrateurs ou par tout(s) administrateur(s)-délégué(s) agissant dans les limites de leurs pouvoirs.

Art. 14. Commissaire aux comptes.

14.1. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale.

14.2. La durée du mandat de commissaire est fixée par l'assemblée générale. Elle ne pourra cependant dépasser six années.

Titre IV.- Assemblée générale**Art. 15. Pouvoirs de l'assemblée générale**

15.1. L'assemblée générale représente tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales.

15.2. Sauf dans les cas déterminés par la loi, les décisions sont prises à la majorité simple des voix émises.

Art. 16. Endroit et date de l'assemblée générale ordinaire

L'assemblée générale annuelle se réunit chaque année dans la Ville de Luxembourg, à l'endroit indiqué dans les convocations le troisième jeudi du mois de juin à 14.00 heures.

Art. 17. Autres assemblées générales

Le conseil d'administration ou le commissaire peut convoquer d'autres assemblées générales. Elles doivent être convoquées sur la demande d'actionnaires représentant le cinquième du capital social.

Art. 18. Votes

Chaque action donne droit à une voix.

Titre V.- Année sociale, Répartition des bénéfices**Art. 19. Année sociale**

19.1. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

19.2. Le conseil d'administration établit le bilan et le compte de profits et pertes. Il remet les pièces avec un rapport sur les opérations de la société, un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire, aux commissaires qui commenteront ces documents dans leur rapport.

Art. 20. Répartition de bénéfices

20.1. Chaque année cinq pour cent au moins des bénéfices nets sont prélevés pour la constitution de la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve aura atteint dix pour cent du capital social.

20.2. Après dotation à la réserve légale, l'assemblée générale décide de la répartition et de la distribution du solde des bénéfices nets.

20.3. Le conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Titre VI.- Dissolution, Liquidation**Art. 21. Dissolution, liquidation**

21.1. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, délibérant dans les mêmes conditions que celles prévues pour la modification des statuts.

21.2. Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, nommés par l'assemblée générale des actionnaires.

Titre VII.- Disposition générale**Art. 22. Disposition générale**

La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

A titre transitoire, le premier exercice social débute le jour de la constitution et prend fin le trente et un décembre 2003.

La première assemblée générale ordinaire aura lieu en 2004.

Souscription et libération

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, les comparants ont souscrit un nombre d'actions comme suit:

Actionnaires	Capital Souscrit	Capital Libéré	Nombre d'actions
Patrick Scharf	EUR 15.500	EUR 6.250	50,-
Yves Conde	EUR 15.500	EUR 6.250	50,-

Déclaration

Le notaire rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution à environ EUR 1.500,-.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, connu du notaire instrumentaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont tous signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: R. Uhl, P. Van Hees, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 14 avril 2003, vol. 138S, fol. 77, case 1. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 avril 2003.

J. Elvinger.

(023252.3/211/199) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2003.

**AUSTRASIA EVENTS S.A., Société Anonyme,
(anc. Société à responsabilité limitée).**

Siège social: L-2330 Luxembourg, 140, boulevard de la Pétrusse.
R. C. Luxembourg B 88.932.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2003.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

J. Elvinger.

(023253.3/211/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2003.

GREC INVEST HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller.
R. C. Luxembourg B 64.458.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 6 mai 2003, réf. LSO-AE00768, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CITCO (LUXEMBOURG) S.A.

Signature

(022754.3//11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2003.

GREC INVEST HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller.
R. C. Luxembourg B 64.458.

*Extrait des minutes de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires
qui s'est tenue le 22 avril 2003*

A l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires de GREC INVEST HOLDING S.A. («la société»), il a été décidé comme suit:

- d'approuver le rapport de gestion et le rapport du Commissaire aux Comptes au 31 décembre 1999;
- d'approuver le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 1999;

- d'affecter les résultats comme suit:

- Report à nouveau de la perte 203.399,- LUF

- d'accorder décharge pleine et entière aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour toutes opérations effectuées durant l'exercice social clôturant au 31 décembre 1999.

Luxembourg, le 22 avril 2003.

LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A.

Administrateur-Délégué

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 8 mai 2003, réf. LSO-AE00769. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(022756.2//22) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2003.

GREC INVEST HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller.

R. C. Luxembourg B 64.458.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 6 mai 2003, réf. LSO-AE00759, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CITCO (LUXEMBOURG) S.A.

Signatures

(022758.3//11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2003.

GREC INVEST HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller.

R. C. Luxembourg B 64.458.

*Extrait des minutes de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires
qui s'est tenue le 24 avril 2003*

A l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires de GREC INVEST HOLDING S.A. («la société»), il a été décidé comme suit:

- d'approuver le rapport de gestion et le rapport du Commissaire aux Comptes au 31 décembre 2000;

- d'approuver le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 2000;

- d'affecter les résultats comme suit:

- Report à nouveau de la perte 5.953,13 EUR

- d'accorder décharge pleine et entière aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour toutes opérations effectuées durant l'exercice social clôturant au 31 décembre 2000.

Luxembourg, le 24 avril 2003.

LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A.

Administrateur-Délégué

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 6 mai 2003, réf. LSO-AE00756 – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(022760.2//22) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2003.
